

GIReP

GROUPE INTERUNIVERSITAIRE
RECHERCHE & PAUVRETE
Asbl

IGOA

INTERUNIVERSITAIRE GROEP
ONDERZOEK & ARMOEDE
vzw

Enfants en pauvreté

Situation de la recherche scientifique en Belgique

Katrien Steenssens
Luisa Maria Aguilar
Barbara Demeyer
Piet Fontaine

Direction et coordination du projet:

Piet Fontaine & Jos Corveleyn

Tine Van Regenmortel & Barbara Demeyer

IGOA-GIReP

HIVA

A la demande du Ministre des Pensions, de l'Intégration Sociale, de la
Politique des Grandes Villes et de l'Egalité des Chances, Christian Dupont

Juillet 2008

AVANT-PROPOS

Ce document de travail est une synthèse des recherches menées en Belgique ces dernières années, sur les situations de risques dans lesquelles (doivent) vivre les enfants en pauvreté.

Bien que la Belgique soit un des pays les plus riches, environ 19% des enfants soit presque 1 sur 5, vivent dans une situation de risque de pauvreté, un chiffre alarmant. Dans le cadre d'une stratégie européenne pour l'inclusion sociale, la Belgique a donc retenu la lutte contre la pauvreté des enfants comme une des priorités du Plan National d'Action pour l'Inclusion Sociale 2006-2008. Un des buts à atteindre est la réduction du pourcentage des enfants en pauvreté de 19% à 12% pour l'année 2010.

Pour atteindre cet objectif il nous faut tout d'abord un aperçu aussi complet que possible des données scientifiques et des recherches en cours dans les différents centres de recherche sur la situation des enfants en pauvreté. Nous avons fait une large prospection afin de pouvoir rassembler le plus de données possibles.

Ce rapport a été réalisé à la demande du Ministre fédéral des Pensions, de l'Intégration Sociale, des Grandes Villes et de l'Egalité des Chances, M. Christian Dupont. Il contient un premier tour d'horizon de la connaissance scientifique à propos des enfants vivant en pauvreté en Belgique. Cette mission a été confié au groupe Interuniversitaire Recherche et Pauvreté (GIReP-IGOA) avec l'étroite collaboration du groupe de recherche Pauvreté, Intégration Sociale et Migration de l'Institut Supérieur du Travail (HIVA-K.U.Leuven)

Un comité d'accompagnement, comprenant des délégués du cabinet et de l'administration du Ministère cité, d'organisations où les personnes vivant en situation de pauvreté prennent la parole, et des universités, a suivi les travaux. En annexe 1 vous trouverez la liste des membres de ce comité avec leurs coordonnées.

Ce rapport est le résultat d'efforts et d'expertises, non tant des auteurs, que des chercheurs des études rassemblées. Nous avons eu le privilège enrichissant de lire leurs études et de faire leur connaissance par l'échange d'informations et pendant la journée de réflexion. Le rapport contient donc un aperçu de la recherche scientifique et est de ce fait le compte-rendu des chercheurs. Ce qu'on n'y retrouve pas,

mais serait une intéressante suite au rapport, sont les opinions d'autres acteurs sociaux. En premier lieu le groupe-cible, les enfants en pauvreté et/ou les organisations où les personnes vivant en pauvreté prennent la parole. La perspective des acteurs de terrain travaillant dans l'enseignement, l'aide sociale, la santé, est également indispensable.

Le rapport a des limites qui sont essentiellement liées au temps disponible, des limites d'exhaustivité, aussi bien que de profondeur de l'analyse du matériel rassemblé. Nous avons dû faire des choix dans notre travail de structuration et d'intégration des recherches. Ce qui veut dire qu'il aurait été possible de suivre d'autres pistes. Il est certain que nous n'avons pas pu rendre compte de la même manière de toutes les données des recherches. Il est dans la nature d'un tel rapport que les perspectives et les idées qu'il contient ne peuvent pas toujours être attribuées à tous les individus et les groupes qui les ont créées. Nous espérons que cela n'offense personne.

Nous remercions en premier lieu notre Ministre fédéral des Pensions, de l'Intégration sociale, des Grandes Villes et d'Égalité des Chances, M Christian Dupont, avec le soutien duquel nous avons pu réaliser ce projet. Nous remercions également les membres du comité d'accompagnement pour leur apports constructifs et leurs encouragements. Enfin, nous remercions de tout cœur tous les chercheurs qui ont répondu à notre appel pour mettre à notre disposition l'information nécessaire; nous les remercions également pour leurs contributions et suggestions à l'occasion de la journée de réflexion (liste des participants en annexe 2).

Nous espérons que notre mise au point sera une source d'inspiration pour des recherches scientifiques futures sur la situation des enfants en pauvreté. Que ces recherches puissent contribuer à la lutte contre la pauvreté des enfants.

Au nom du Groupe Interuniversitaire de Recherche et Pauvreté (GIReP-IGOA)

Piet Fontaine	Jos Corveleyn	Barbara Demeyer,
Président GIReP	vice-président GIReP	Administrateur GIReP

et au nom de l'équipe de recherche,

Katrien Steenssens, collaborateur scientifique HIVA-K.U.Leuven

Luisa Aguilar, chercheur indépendant

Barbara Demeyer, collaborateur scientifique HIVA-K.U.Leuven

Piet Fontaine, président GIReP

Tine Van Regenmortel, directeur de recherche HIVA-K.U.Leuven

TABLE DES MATIERES

Abreviations	ix
Introduction	1
Chapitre 1/ Les enfants et (leurs) familles en pauvreté	7
Introduction	7
1. Données quantitatives sur les enfants en pauvreté	8
2. Le nombre d'enfants en pauvreté	11
2.1 Enfants dans une famille à revenu bas et/ou précaire	11
2.2 Enfants nés dans des familles en précarité	14
2.3 La privation matérielle	15
3. Les familles en pauvreté	17
3.1 Type de ménage	17
3.2 Situations d'emploi	18
3.3 L'arrière-plan ethno-culturel	19
3.4 Liens réciproques	19
3.5 Familles en situation de précarité	21
4. Durée et gravité de la pauvreté	21
5. La perspective du groupe-cible 'enfants en pauvreté'	22
5.1 Les enfants et leurs familles en pauvreté?	22
5.2 La pauvreté et le bien-être des enfants?	23
6. Analyse d'interventions politiques	24
6.1 L'importance d'une stratégie intégrée par rapport à la pauvreté et au bien-être des enfants	25
6.2 La protection sociale	25
6.3 Accueil d'enfants et combinaison travail-famille	27

7. Conseils aux pouvoirs publics	29
8. Conseils pour la recherche	30
9. Recherches en cours	30
Chapitre 2/ L'école et l'enseignement	33
Introduction	33
1. Le parcours scolaire: constatations	34
1.1 L'inégalité sociale dans l'enseignement	34
1.2 Inégalités dans l'enseignement et pauvreté	35
1.3 La signification, l'expérience vécue et les conséquences des difficultés à ou avec l'école	38
2. Facteurs de handicap liés à l'inégalité des chances	39
2.1 La culture familiale et le bagage éducatif des parents.	39
2.2 Autres facteurs contextuels	41
2.3 Les coûts de l'enseignement	41
3. Facteurs de handicap liés à des traitements inégaux	43
4. Les structures du système de l'enseignement	46
5. Conseils aux pouvoirs publics	46
5.1 Une politique de chances égales	46
5.2 L'égalité face à l'école	48
5.3 Résultats égaux	50
6. Quelques thèmes proposés pour de futures recherches	50
7. Recherches en cours	51
Chapitre 3/ La famille comme contexte pédagogique et contexte de développement	53
Introduction	53
1. Les nouvelles situations familiales dans la société contemporaine	53
2. Parentalité, attachement et soutien pédagogique des familles vivant en pauvreté	55
2.1 Parentalité dans les familles en pauvreté intergénérationnelle vue de la perspective des parents	55
2.2 L'attachement entre mère et enfant vivant dans la pauvreté extrême	57

2.3 Le rôle du composant psychologique dans la pauvreté intergénérationnelle	57
2.4 Soutien pédagogique	58
3. Aide à la jeunesse et placement d'enfants	61
4. Conseils aux pouvoirs publics	64
4.1 En général	64
4.2 La reconnaissance de l'importance du capital psychologique	64
4.3 Autres réformes dans l'Aide à la Jeunesse	66
5. Recommandations pour la recherche future	67
6. Recherches en cours	67
Chapitre 4/ la sante	69
Introduction	69
1. Les différences de santé selon la couche sociale socio-économique	71
1.1 La santé périnatale	71
1.2 L'accessibilité des services de soutien et d'aide pour les jeunes enfants	72
1.3 Quelques données sur la santé physique des petits enfants	72
1.4 Les jeunes et la santé	73
1.5 Grossesses d'adolescentes	77
2. Santé mentale des enfants en pauvreté	78
3. Education à la santé	79
4. Conseils aux pouvoirs publics	79
5. Recommandations pour la recherche future	82
6. Recherche en cours et recherche prévue	82
Chapitre 5/ Thèmes et groupes spécifiques	85
Introduction	85
1. Endettement problématique dans des familles avec enfants	85
2. Les enfants sans abri et les enfants sans domicile	87
3. Familles avec un enfant handicapé	88
4. Jeunes adultes	88

5. Enfants de parents détenus	90
6. Des enfants Roms	90
7. Immigrants adolescents	91
8. Des enfants sans papiers	91
9. Les primo-arrivants	92
10. Recherche en cours	93
11. Conseils aux pouvoirs publics	93
12. Recommandations pour la recherche future	94
Postface / Points de vue et perspectives	95
Annexes	101

Annexe 1/ Liste des membres du comité d'accompagnement	103
Annexe 2/ Enfants en Pauvreté - groupe de réflexion	104
Annexe 3/ Aperçu des interviews d'experts	106
Annexe 4/ Complément	107

Bibliographie	121
----------------------	------------

ABBREVIATIONS

AMO	Aide en Milieu Ouvert
ASO	Algemeen Secundair Onderwijs
BSO	Beroepssecundair Onderwijs
CAW	Centrum voor Algemeen Welzijnswerk
CEF	Centre d'Education Familiale
CEFA	Centres d'Education et de Formation en Alternance
CERIS	Centre de Recherche et d'Innovation en Sociopédagogie familiale et scolaire
CIDE	Convention Internationale relative aux Droits de l'Enfant
CIG	Centrum voor Integrale Gezinszorg
CKO	Centrum voor Kinderopvang
CLB	Centrum voor Leerlingbegeleiding
CNDE	Commission Nationale pour les Droits de l'Enfant
CODE	Coordination des ONG pour les Droits de l'Enfant
CPAS	Centres Publics d'Action Sociale
cRZ	Centrum voor Relatievorming en Zwangerschapsproblemen
CSB	Centrum voor Sociaal Beleid
DAVO	Dienst voor Alimentatievorderingen
ECPH	European Community Household Panel
EURONET	European Children's Network
EU-SILC	European Union-Study on Income and Living Conditions
FAS	Family Affluence Scale
FEANTSA	European Federation of National Organisations Working with the Homeless
FOD	Federale Overheidsdiensten
FOREM	Service public de l'emploi et de la formation professionnelle en Wallonie
GEZO	Gegevens van de grootschalige survey 'Zorgen voor Kinderen in Vlaanderen'
GIReP	Groupe Interuniversitaire Recherche et Pauvreté
HBSC	Health Behaviour in School-aged Children
HIVA	Hoger Instituut voor de Arbeid
IGOA	Interuniversitaire Groep Onderzoek en Armoede

IKAROS	Geïntegreerd Kind Activiteiten Regio OndersteuningsSysteem
IMP	Institut Médico-Pédagogique
INAMI	Institut national d'assurance maladie-invalidité
JOP	Jeugdonderzoeksplatform
K&G	Kind & Gezin
KHK	Katholieke Hogeschool Kempen
K.U.Leuven	Katholieke Universiteit Leuven
NIS	National Institute of Statistics
OBPWO	Onderwijskundig beleids- en praktijkgericht wetenschappelijk onderzoek
OCMW	Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn
OECD	Organisation for Economic Co-operation and Development
ONE	Office de la Naissance et de l'Enfance
ORBEM	Office Régional Bruxellois de l'Emploi
ORL	Oto-Rhino-Laryngology
PISA	Programme for International Student Assessment
PMS	Psycho-Medico-Social
POD	Programmatorische Overheidsdiensten
PPP	Plan de Prévention et de Proximité
PSBH	Panel Study of Belgian Households
RECES	Réseau Eurégional de lutte contre l'exclusion sociale
RKW	Rijksdienst voor Kinderbijslag voor Werknemers
RVA	Rijnsdienst voor Arbeidsvoorziening
SAIE	Service d'Aide Educative aux Parents
SES	Sociaal-economische situatie
SIF	Sociaal Impulsfonds
SLPPES	Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale
SILC	Study on Income and Living Conditions
SWVG	Steunpunt Welzijn, Volksgezondheid en Gezin
TMS	Travailleurs médicaux-sociaux
TSO	Technisch Secundair Onderwijs
UCL	Université Catholique de Louvain
UGent	Gent Universiteit
ULB	Université Libre de Bruxelles
ULg	Université de Liège
UMH	Université Mons Hainaut
UNICEF	United Nations Children's Fund
UNI-SOL	Universités en Solidarité pour la santé des populations défavorisées
VAPH	Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap
VBJK	Vormingscentrum voor de Begeleiding van het Jonge Kind

INTRODUCTION

Environ 19% ou près d'un enfant sur cinq vit en situation de précarité en Belgique: ils vivent dans une famille dont le revenu est plus bas que la limite de risque de pauvreté comme définie par l'Union Européenne,¹ un chiffre alarmant. la pauvreté étant sans doute la condition de vie ayant la plus grande influence négative sur le bien-être, le développement, et l'avenir des enfants.

Entre autre sous l'impulsion des programmes sociaux de l'Union Européenne, la Belgique a retenu la lutte contre la pauvreté des enfants comme un des objectifs prioritaires du Plan National de l'Inclusion Sociale 2006-2008. Un des buts est de réduire la pauvreté des enfants à 12% pour l'année 2010. Notre rapport doit être situé dans ce cadre politique.

Ce projet a été réalisé sous l'impulsion du Group Interuniversitaire de Recherche et Pauvreté (GIRP-IGOA). Cette asbl réunit des chercheurs de tous le pays avec le but de promouvoir la recherche scientifique sur la pauvreté, de préférence en collaboration avec les personnes vivant en pauvreté et/ou leurs organisations.

Nous avons pu bénéficier de la collaboration du groupe de recherche Pauvreté, Intégration Sociale et Migration (onderzoeksgroep Armoede, Maatschappelijke Integratie en Migratie) de l'Institut Supérieur du Travail (Hoger Instituut voor de Arbeid, HIVA), faisant partie de la Katholieke Universiteit Leuven (K.U.Leuven). Ce groupe de recherche multidisciplinaire étudie la pauvreté dans la perspective du paradigme de l'empowerment, avec une attention particulière pour la participation des groupes sociaux les plus vulnérables.

Un comité d'accompagnement avec des représentants du cabinet, de l'administration, des organisations de personnes vivant en pauvreté et des université a suivi de près les travaux. En annexe 1 on trouvera les membres de ce comité et leurs coordonnées.

¹ La limite de risque de pauvreté équivaut 60% du médian national équivalent des ressources.

Le soutien du Ministre fédéral des Pensions, de l'Intégration sociale, des Grandes villes et d'Egalité des chances, M. Christian Dupont nous a donné l'opportunité de réaliser ce projet.

La mission est double:

Rassembler et intégrer les connaissances

En premier lieu rassembler systématiquement les connaissances et les notions existantes au niveau national afin d'obtenir une vue aussi actuelle et exhaustive que possible de cette réalité sociale. Ensuite analyser les résultats de recherche, afin de dépister les contradictions et les lacunes ainsi que les redondances. Cette première phase sera clôturée avec une réflexion critique.

Recommandations aux pouvoirs publics et à la recherche scientifique

Une deuxième phase servira à formuler des recommandations aux pouvoirs publics qui sont responsables de la lutte contre la pauvreté des enfants et aux chercheurs, sur la base de notre aperçu critique des connaissances sur cette thématique. Après cela, il y aura un moment de réflexion évaluative au niveau du GIREP-IGOA.

Le démarquage du contenu de cette mission se fait à l'aide d'une description de quelques notions centrales, notamment les notions 'enfant', 'pauvreté', et 'enfants en pauvreté', descriptions que l'on retrouve ci-dessous.

– Les enfants

Le groupe cible 'les enfants' peut être défini de différentes manières, selon l'angle d'approche. On peut prendre comme groupe-cible, les enfants âgés de 0 à 16 ans, conformément à la définition du Plan National d'Action. On peut toutefois élargir la définition jusqu'à l'âge de 18 ans, conformément aux définitions juridiques auxquelles certains droits et devoirs sociaux importants sont liées en Belgique. C'est ainsi qu'à 18 ans les enfants deviennent majeurs, et les obligations scolaires se terminent. Ce démarquage rejoint la définition 'enfant' de l'Union internationale des Droits de l'Enfant.² Un autre élargissement concerne le groupe des jeunes de 18 à 25 ans. A cet âge là, de nombreuses transitions prennent place, qui peuvent avoir un impact sur leur situation sociale, et plus particulièrement sur leur vulné-

² En 1989 l'Assemblée Générale des Nations Unies a adopté la 'Convention Internationale des droits de l'enfant. En Belgique cette convention est devenue loi en 1992 et s'applique à tous ceux de moins de 18 ans, et qui sont donc mineurs. Voir pour le texte de la convention: <http://www.unicef.org/french/crc> en Flandre il existe le Commissariat pour les Droits de l'Enfant (www.kinderrechtencommissariaat.be). Dans la Communauté française existe un ONG, la CODE qui coordonne les ONG pour les droits de l'enfant: (www.lacode.be)

rabilité sociale. Il s'agit par exemple de la transition de l'enseignement au marché du travail, quitter le domicile parental, la première expérience de la vie en couple, la naissance du premier enfant. Ce groupe demande de plus en plus l'attention des chercheurs et des autorités publiques (voir e.a.: Dewilde, 2004; Van Regenmortel, 2007). Ainsi l'agence du gouvernement flamand pour le bien-être des jeunes (IVA, Jongerenwelzijn), mis en place tout récemment dans le cadre de la politique de bonne gouvernance du gouvernement flamand (Beter Bestuurlijk Beleid op Vlaams beleidsniveau), a comme groupe cible 'enfants et jeunes jusqu'à l'âge de 25 ans'.³

En ce qui concerne notre projet nous avons choisi la délimitation d'âge de 0 à 18 ans.

– Pauvreté

La thèse que la pauvreté est *relative* (et donc doit être considérée par rapport à une norme sociale qui indique ce qui est considéré comme nécessaire et souhaitable dans le contexte social donné) et *multi-aspectuelle* (et donc plus qu'une affaire de finances et, plus large comme une affaire d'exclusion matérielle), est bien acceptée dans le contexte de la recherche et de la politique. Cette définition devenue classique, qui accentue ces deux caractéristiques, peut être retrouvée dans les annuaires successifs de Jan Vranken et son groupe (jaarboeken 'Armoede en Sociale Uitsluiting') (Vranken et al., 2007: 36):

'La pauvreté est un ensemble d'exclusions sociales qui concerne plusieurs domaines de l'existence individuelle et collective. Cet ensemble exclut les pauvres des modes de vie généralement acceptés dans la société. Ils ne peuvent pas surmonter ce clivage par leurs propres moyens.'

Plus récemment ce caractère multi-aspectuel de la pauvreté est repris dans un cadre plus large et multidimensionnel. Il s'agit des dimensions: temps, hauteur, largeur et profondeur de la pauvreté (Vranken et al., 2007: 37).

'La première dimension de la pauvreté est le temps: cela souligne le caractère dynamique et reproductif de la pauvreté (continuation intergénérationnelle, la transmission sociale). La deuxième dimension, la hauteur, concerne l'envergure de la pauvreté. Combien de personnes vivent en pauvreté selon une des définitions existantes? (...) La troisième dimension, la largeur, concerne le caractère multi-aspectuel (ou multiple) de la pauvreté: dans combien de domaines trouvons nous de l'exclusion ou des inégalités? (...) La profondeur est la qua-

³ Arrêté du Gouvernement flamand du 7 mai 2004 pour la fondation d'une agence interne et indépendante pour le bien-être des jeunes (tot oprichting van het intern verzelfstandigd agentschap Jongerenwelzijn) (B.S. 2.VI.2004). A été mis en fonction le 1 avril 2006 (uitz. artikel 23,2: inw. op 1.I.2007). Geraadpleegd 09.12.2007, <http://www.wvc.vlaanderen.be/juriwel/jongeren/rg/bbb/bvr070504.htm>.

trième dimension. Combien profonde est la distance avec le reste de la société? Combien de domaines sont cumulés et quel est le poids relatif de chaque domaine?’

Vanhee (2007: 138) souligne en plus l’attention croissante dans la recherche pour les différents trajets de vie et pour les significations *biographiques* différentes qui sont cachées derrière le terme large de ‘pauvreté’ et pour les expériences *psychologiques* et *relationnelles* qui sont individuellement différentes.

Van Regenmortel (2002a & b) y ajoute le terme ‘capital psychologique’ qui met en valeur la ‘résilience’ des personnes en pauvreté et leur donne de cette façon fierté et auto-estime. La résilience est une condition importante d’empowerment. Van Regenmortel introduit le paradigme d’empowerment dans le contexte des personnes vivant en pauvreté. L’environnement des personnes en pauvreté a comme tâche de faire appel activement à la résilience d’une part, mais aussi à rendre accessible aux personnes en pauvreté toutes les formes de capital social, économique et culturel. Van Regenmortel (2002a: 197) adapte donc la définition de la pauvreté selon Vranken de la façon suivante:

‘La pauvreté est un ensemble d’exclusions sociales qui concerne plusieurs domaines de l’existence individuelle et collective. Cet ensemble exclut les pauvres des modes de vie généralement acceptés dans la société. Ils ne peuvent pas surmonter ce clivage par leurs propres moyens. Cette distance ne peut être surmontée que si la société fait appel au capital psychologique des personnes vivant en pauvreté et de leur environnement. En faisant cela, la société leur donne également accès aux formes de capital économique, sociale, et culturel. De cette façon tout le monde obtient des chances égales à des interactions sociales bénéfiques et à des interactions valables avec soi-même, les autres, la société et l’avenir.’

– Enfants en pauvreté

La pauvreté des enfants n’est pas simplement résultante de la pauvreté des adultes. Premièrement la position des enfants en pauvreté est ambivalente (voir et al.: Hoelscher, 2004). D’une part la prospérité et le bien-être des enfants sont en grande partie dépendants du contexte (familial) dans lequel ils grandissent. D’autre part il y a l’approche des droits, - entre autre sous l’impulsion de la Convention Internationale des droits de l’enfant - qui fait que les enfants sont de plus en plus considérés comme des citoyens à part entière, ayant droit à une participation sociale entière pour tous les domaines de vie. Deuxièmement, leur monde vécu, qui se déroule tout au long des phases différentes de leur développement et de leurs entourages sociaux différents (p.ex. pleines de jeux, crèches, école), peut différer de façon considérable du monde vécu des adultes (voir p.ex. Barritt & Beekman, 1983; Bradshaw et al., 2006).

La (re)connaissance de la pauvreté chez les enfants signifie donc pour ce projet-ci, la nécessité d’une double approche, d’une part une attention pour les familles

dont les enfants font partie, et d'autre part l'attention pour la perspective des enfants.

L'intégration de 'la perspective du groupe-cible' dans la recherche est donc, tout d'abord, défini par la conceptualisation des 'enfants en pauvreté'. Les données de connaissance peuvent être ensuite incorporées méthodologiquement, de plusieurs manières (Steenkens, 2006: 12-17):

- par le fait que les données ont le groupe-cible comme unité d'observation et d'analyse, (nous pensons ici par exemple à la différence en perspective entre les données du nombre de familles pauvres avec enfants, et les données du nombre d'enfants dans les familles pauvres);
- par la participation directe du groupe-cible à la récolte des données (p.ex. selon la méthode de groupes de lecture correctrice ou *peer research*);
- par l'intégration de la voix du groupe avec l'aide d'intermédiaires.

Afin d'obtenir des informations nous avons choisi de lancer un large appel électronique aux chercheurs universitaires, aux chercheurs des hautes écoles ainsi qu'aux services gouvernementaux et aux services d'aides de terrain actifs près des enfants et des jeunes. Le réseau GIREP-IGOA a servi à la collecte de tous les informations/recherches existantes et actuelles. En plus des membres du réseau nous avons pris d'autres contacts supplémentaires. Une source importante est la banque de données de 28 centres de recherche que l'on peut retrouver sur le site internet www.pauvreté.be. L'appel ne concerne pas seulement un inventaire du savoir des chercheurs, mais aussi des recommandations pour de futures recherches et pour les pouvoirs politiques, et des informations sur des recherches en cours ou projetées. Afin de compléter cette desk-research, nous avons prévu des interviews d'experts (voir annexe 3 pour un aperçu). Entretemps une note avec des résultats provisoires est soumise au 'groupe de réflexion', composée de représentants venant de la recherche, de la pratique et des pouvoirs politiques (liste des participants en annexe 2).

Ce rapport de recherche contient cinq chapitres. Un premier chapitre regarde de plus près les études qui donnent des chiffres globaux sur les enfants en pauvreté et leurs familles, et/ou l'impact d'interventions politiques. Le deuxième chapitre se concentre sur le thème 'école' avec une attention particulière pour le parcours scolaire, les facteurs qui désavantagent les chances et les traitements égaux, ainsi que les structures du système scolaire. Le troisième chapitre a comme objet le thème 'famille'. La parenté, l'attachement et le soutien éducatif sont mis en lumière ainsi que le Comité de la jeunesse et le placement des enfants. Un quatrième chapitre, plus bref celui-ci, traite de la santé, et regarde les différences socio-économiques, la santé mentale, et l'éducation concernant la santé, de plus près. Un dernier chapitre a pour objet des groupes spécifiques tel que les enfants des parents détenus, les primo-arrivants, les enfants de familles sans domicile.

Chaque chapitre se termine par des recommandations pour les pouvoirs politiques et les chercheurs, et mentionne les recherches en cours et en projet, se basant sur les études répertoriées.

CHAPITRE 1

LES ENFANTS ET (LEURS) FAMILLES EN PAUVRETE

Introduction

Dans ce premier chapitre nous présentons les études quantitatives sur les enfants en pauvreté et leurs familles que nous avons rassemblées, et les études sur l'impact des interventions politiques en la matière.

Ces études utilisent des normes et indicateurs différents pour mesurer la pauvreté des enfants. Pour bien comprendre les résultats des recherches, nous donnons dans un premier paragraphe un bref aperçu de ces normes et indicateurs différents. Dans un deuxième paragraphe nous regardons de plus près les données quantitatives sur les enfants en pauvreté. Le troisième paragraphe révèle les caractéristiques des familles en pauvreté. Un quatrième paragraphe nous donne une vue sur la perspective complémentaire du groupe-cible: que savons-nous sur les caractéristiques des enfants en pauvreté (au sein de quelles familles vivent-ils?). Un cinquième paragraphe rend compte des dynamiques et de la durée de la pauvreté. Le sixième paragraphe survole l'impact des interventions politiques. Puis suivent dans un septième, huitième et neuvième paragraphes, les conseils

pour les pouvoirs politiques, et les propositions pour les recherches en cours ou futures.⁴

1. Données quantitatives sur les enfants en pauvreté

Au lieu de parler de 'pauvreté de l'enfant' ('child poverty') on parle dans les grandes enquêtes scientifiques, d'enfants en risque de pauvreté' ou 'd'enfants avec un risque élevé de pauvreté' ('children at risk of poverty'). La notion 'risque de pauvreté' exprime ici la réduction à une 'pauvreté de revenus'. Plus spécialement il s'agit d'enfants qui vivent dans une famille à bas revenus.

Le caractère multidimensionnel de la pauvreté ne peut être reflété par une seule norme de pauvreté, pratique pour les enquêtes scientifiques à grande échelle. Mais comme le manque de revenu est considéré comme inhérent à la pauvreté, la plupart des recherches se servent d'une *norme de revenu* (ou de plusieurs normes de revenu) comme indicateur(s)

Une première sorte de norme est le indicateur soi-disant *objectif monétaire*. C'est ainsi que l'indicateur monétaire qui est réalisé momentanément dans tous les pays européens dans le cadre de 'l'Etude de l'Union Européenne sur le revenu et les conditions de vie' ('European Union-Study on Income and Living Conditions') (EU-SILC) en fonction des Plans Nationaux d'action pour l'inclusion sociale, est calculé en prenant 60% du revenu annuel médian disponible par personne. Tous ceux qui vivent dans un ménage où le revenu est en dessous de cette limite criti-

⁴ Il s'agit e.a. d'études à partir d'une perspective élargie sur le bien-être des enfants dans l'Union Européenne (Bradshaw, 2006; Bradshaw et al. 2006; Hoelscher, 2006), les rapports d'UNICEF Innocenti Research Centre concernant 'la pauvreté des enfants dans les pays riches' (UNICEF, 2005 & 2007), le récent rapport d'une mise au point au niveau européen (EU - The Social Protection Committee, 2008), des études à partir d'une approche OCDE sur la performance de différentes stratégies politiques par rapport à la 'pauvreté des enfants' (Whiteford & Adema, 2007; Whiteford, 2007), la note nationale d'experts pour la Belgique dans le cadre de 'Tackling child poverty and promoting the social inclusion of children in the European Union' (Morissen et al., 2007), les études 'Portrait de l'enfance' et 'Portrait des enfants' basées sur l'enquête PSBH (Problem Solving for Better Health) entre 1992 et 2002 (Casman, 2004 & 2005), des études concernant la position de pauvreté des familles avec enfants sur base de l'enquête ECPH 1995 - 2001 et de l'enquête EU - SILC (Carpentier, 2005), les rapports sur la cohésion sociale en Région wallonne (2001 & 2006), les rapports sur la pauvreté de Bruxelles Capitale, incluant le baromètre du bien-être (de Welzijnsbarometer- (Observatorium voor Gezondheid en Welzijn van Brussel-Hoofdstad, 2004, 2006 & 2007), la recherche locale sur 'la pauvreté à Balen' ('Armoede in Balen') (Storms, Légar & Bonroy, 2007), la grande enquête 'Zorgen voor Kinderen in Vlaanderen' ('prendre soin des enfants en Flandre') (Ghysels & Debacker, 2007), le rapport annuel 'Kind in Vlaanderen' de Kind & Gezin (2006), le rapport annuel de L'Office de la Naissance et de l'Enfance (ONE, 2006), les études de l'Office Nationale d'Allocations familiales pour travailleurs salariés ONAFTS (RKW, 2007a, b & c).

que sont considérés comme faisant partie de la population avec un risque accru de pauvreté.⁵

Une deuxième sorte de norme est l'indicateur soi-disant *subjectif*. On demande aux personnes à quel point leur revenu familial actuellement disponible suffit. Tous ceux qui répondent avoir du mal ou même beaucoup de mal à joindre les deux bouts, sont alors considérés comme pauvres.⁶

Ensuite on étudie le lien entre la pauvreté financière reconnue et certains facteurs sociaux (caractéristique du ménage, situation d'emploi, ...).

Les données quantitatives peuvent différer d'étude en étude, selon la source utilisée (ECPH, SILC, PSBH, ...).⁷ Et cela peut dépendre de la prise d'échantillon, de la méthode de collection de données, des définitions du ménage, des composantes du revenu, de la quantification du revenu, du traitement des données (voir p.ex. Cantillon et al., 2003). Ainsi on trouve actuellement des grandes différences dans les données quantitatives selon les indicateurs de revenu utilisés (Storms et al., 2007):

- la norme EU-SILC;
- la norme subjective;
- la norme EU-SILC corrigée, qui tient notamment compte de 'l'espace financière vécue'.⁸

Cette norme EU-SILC corrigée, suggérée ici, fait partie d'une discussion déjà longue dans le contexte de la recherche empirique sur la pauvreté, discussion qui vise à déterminer quelles composantes du revenu et des dépenses doivent être prises en compte dans l'estimation de la pauvreté. Il y a en effet une différence cruciale entre le revenu et le revenu librement disponible, quand on regarde de plus près le manque de protection que procure le revenu d'intégration comme norme minimale fixée par la loi (Steenssens et al., 2007). En considérant cette différence la

⁵ En 2005 la norme 'EU-SILC' était de € 822 par mois pour une personne seule et € 1 726 par mois pour une famille avec deux adultes et deux enfants. Sur base de cette norme, une personne sur sept est pauvre en Belgique (14,7%). En Flandre une personne sur dix (10,7%) vit sous le seuil de pauvreté européen, et en Wallonie il s'agit de plus d'une personne sur six (17,5%).

⁶ En Belgique il s'agit de 17,1% des habitants. En Flandre et en Wallonie, resp. 12,5% et 21,5% les habitants ont des (grandes) difficultés à nouer les bouts.

⁷ ECPH: European Community Household Panel; SILC: Study on Income and Living Conditions; PSBH: Panel Study of Belgian Households.

⁸ Cette norme, qui a été développée dans la recherche sur la pauvreté dans la commune de Balen (Storms, Légat & Bonroy, 2008), considère comme pauvre: tous les habitants de Balen avec un bas revenu (sous la norme EU-SILC) qui n'ont pas ou peu de liberté financière (ne pas ou presque pas pouvoir épargner et/ou ne pas avoir € 750 de côté). Les habitants de Balen qui, en dépit d'un bas revenu (sous le seuil EU-SILC) ont une marge financière suffisante (pouvoir épargner presque tous les mois et avoir € 750 de côté), ne sont pas considérés comme pauvre. Ne sont pas pauvres non plus: les ménages qui ont un revenu au-dessus de la norme EU-SILC, pour le moins si leurs dépenses supplémentaires ne sont pas tellement haut que leur revenu disponible tombe en dessous de la norme EU-SILC ce qui mènerait à la perte d'une certaine liberté financière.

question se pose quels éléments de dépenses devraient y être légitimement impliqués. Non seulement le remboursement d'anciennes dettes diminue en fait le revenu librement disponible jusqu'à un niveau qui se situe en dessous du revenu d'intégration, mais aussi les obligations de paiement de pension alimentaire ou d'entretien. En plus, des discussions sur la prise en considération des frais souvent très élevés de l'habitation ne sont pas impossible (voir p.ex. Dewilde, 2004: 175-177).⁹

Des indicateurs de revenu qui concernent (l'évolution du) ou le nombre d'enfants en pauvreté se trouvent également parmi les données administratives (surtout les données de la sécurité sociale). Il s'agit alors d'enfants de ménages dont les revenus financiers démontrent une situation financière précaire ou une source précaire de revenu (comme l'allocation familiale garantie, une pension alimentaire, ou un revenu d'intégration), le nombre d'enfants dans des familles sans travail rémunéré, le nombre de chômeurs dans les systèmes d'allocation familiale pour travailleurs.

Une autre mesure qui peut être utilisée dans la recherche est la norme qui concerne la *privation matérielle*. Cela comprend un déficit de biens et de services indispensables pour pouvoir vivre à un niveau de vie relativement décent. La combinaison de ces deux sortes de mesures permet de vérifier dans quelle mesure les gens qui vivent en-dessous et au-dessus de la limite financière de pauvreté, sont matériellement en manque. Afin d'obtenir une vue plus approfondie et plus fiable des circonstances de vie réelles des familles et/ou des enfants (Bradshaw, 2005) l'utilisation d'indicateurs de déprivations, d'indicateurs subjectifs, et d'indicateurs combinés est considérée (surtout dans le contexte de la recherche internationale comparative) comme indispensable.

Des données de registration d'organisations d'aide ou de service peuvent enfin, fournir des indications sur l'évolution du nombre d'enfants en pauvreté.¹⁰ C'est ainsi que la pauvreté est une caractéristique qui est enregistrée dans la banque de données IKAROS, le système de registration de Kind & Gezin, en fonction du soutien préventif aux familles. Sur cette base un suivi de l'évolution du nombre d'enfants naissant dans une famille en risque de pauvreté est rendu possible ainsi qu'une évaluation de la mesure dans laquelle ce groupe-cible est atteint et de leur usage de crèches et d'autres moyens d'accueil. Les chiffres de Kind & Gezin sont

⁹ Nous référons également à la constatation que le risque de pauvreté pour les familles avec un enfant handicapé augmente fortement après les dépenses pour l'accueil de l'enfant et les dépenses médicales: de 19% à 28% (cf. infra chapitre 5).

¹⁰ Nous remarquons que le scénario récemment développé pour les analyses de l'environnement par les équipes de préventions du Bijzondere Jeugdbijstand dans la Communauté flamande contient des indicateurs concernant le groupe-cible plus large 'enfants et jeunes socialement vulnérables' qui permettent de rassembler des données sur l'ampleur et les répartitions géographiques jusqu'au niveau communal (Steenssens & Van Regenmortel, 2006).

en Flandre (et en Belgique) les seuls chiffres basés sur une approche *multidimensionnelle* de la pauvreté.¹¹

Avant de synthétiser les connaissances inventoriées, nous remarquons qu'une comparaison exhaustive des conceptualisations et des méthodes de recherche utilisées dans les différentes bases de données se trouve en dehors de notre mission. Nous constatons qu'en dépit des différences quantitatives, les tendances et les relations constatées sont à peu près les mêmes. Elles sont ici établies surtout sur base des résultats du SILC-2005.¹²

2. Le nombre d'enfants en pauvreté

2.1 Enfants dans une famille à revenu bas et/ou précaire

La Belgique appartient au groupe de pays les plus riches au monde. Des recherches et des rapports récents montrent néanmoins un nombre remarquablement élevé d'enfants à risque accru de pauvreté: c'est-à-dire: *des enfants qui vivent dans une famille à bas revenu* (EU - The Social Protection Committee, 2008; UNICEF Innocenti Research Centre, 2005 & 2007; Morissens et al., 2007).

Les constations sur base de SILC-2005 indiquent qu'en 2004 18,6%¹³ de tous les enfants belges vivaient dans des familles avec un revenu disponible *en-dessous de la limite monétaire de pauvreté EU-SILC* (EU - The Social Protection Committee, 2008; Morissens et al., 2007). Ce qui veut dire que les enfants courent un risque de pauvreté plus élevé que la moyenne (14,7%). Les *différences régionales* entre la Wallonie et la Flandre sont grandes (resp. 21,8% et 11,7%). Pour Bruxelles (qui a une population plus jeune et où vivent beaucoup de (grandes) familles allochtones), les résultats ne peuvent pas être rapportés séparément (Morissens et al., 2007).

¹¹ Sur base de six critères, on détermine si une famille vit en précarité. Ces six critères réfèrent à six domaines dans lesquels les familles en précarité peuvent se distinguer de beaucoup d'autres familles. Il s'agit de: niveau de revenu du ménage, le niveau de formation des parents, la nature de l'emploi, le logement, la qualité de santé des membres du ménage, le développement des enfants. Par critère on a déterminé un seuil qui permet d'indiquer si on est considéré comme vivant en précarité. Si une famille est identifiée comme vivant en précarité sur trois ou plus de ces six critères, elle est considérée comme vivant en précarité. Si la famille ne score que sur deux ou moins de ces critères, alors cette famille n'est pas considérée comme vivant en précarité.

¹² Les résultats SILC, édition 2006 sont disponibles, voir: <http://www.statbel.fgov.be/downloads/EU-SILC-2006.xls>. A la rédaction de ce rapport, il n'y avait pas encore des études qui tiennent compte de ces données. Dans le groupe de réflexion on a remarqué qu'il faut interpréter ces données avec prudence, vu les fluctuations dans l'échantillon.

¹³ Dans le rapport 2007 'Social Inclusion' on dit que dans le groupe d'enfants entre 0 et 15 ans des résultats belges SILC 2005, la pauvreté monte à 19%.

Les résultats sur base de la *norme subjective EU-SILC* ne sont rapportés que sporadiquement et de façon fragmentaire. Ces résultats donnent un score plus élevé que sur la base de la norme monétaire de revenu. Kind & Gezin (Buysse, 2006) rapporte qu'en Flandre 10,5% des personnes de référence pour les enfants en-dessous de 12 ans disent qu'ils ont des difficultés et 4,9% rapportent qu'ils ont de grandes difficultés pour finaliser leur mois. Ce score combiné (15,4%) est plus élevé que le score sur base de la norme monétaire de revenu pour ce groupe (11,5%).

A cause de la transition du sondage ECPH vers le sondage SILC il y a momentanément un manque de données qui indiquent les tendances; il est donc impossible d'esquisser une image précise de l'évolution du nombre d'enfants en pauvreté.

En ce qui concerne les enfants vivant dans des familles à source de revenu indiquant une situation financière précaire, nous citerons d'abord les données quantitatives concernant *l'allocation familiale garantie*¹⁴ (Morissens et al., 2007; Vranken et al., 2006; Buysse, 2006, Observatorium voor Gezondheid en Welzijn van Brussel-Hoofdstad, 2004). On signale surtout la forte augmentation du nombre d'enfants donnant-droit.

La recherche récente sur les grandes évolutions dès le début de cette réglementation en 1972 indique que l'évolution du nombre d'enfants donnant-droit est caractérisée par une *croissance annuelle moyenne de 18% jusqu'en 1999 et par un mouvement en vagues à partir de 2000* (RKW, 2007a). Entre 1972 et 1999 le nombre d'enfants donnant-droit a monté de 242 vers 16 769 unités. En 2006 il y a en Belgique 16 258 d'enfants donnant-droit à une allocation familiale garantie. En 2006 on a aussi payé dans ce système 1 447 de fois une allocation de naissance en contraste avec 1 024 de fois en 1985. En dépit de la tendance générale en hausse (+41,31%) on constate qu'en 1985 et 2006 le nombre d'allocations de naissance a connu une évolution aléatoire. Le taux de naissances secondes ou suivantes a continué d'augmenter et représente maintenant 59,02% des allocations de naissances attribuées, contre 48,05% en 1985. Chez les travailleurs salariés le nombre d'allocations de naissance a diminué pendant cette même période de 1,51%, tandis que le nombre de naissances secondes ou suivantes a diminué de 53,42% vers 49,01%. Sur base des analyses de la tendance constatée on peut conclure qu'elle est en *parallèle avec le nombre d'ayant-droit à un revenu d'intégration, mais qu'elle est aussi la conséquence de changements importants dans le nombre de chercheurs d'asile et d'un dépistage plus efficace d'ayants-droit prioritaires dans d'autres systèmes*.

¹⁴ Le système d'allocation familiale garantie est introduit par la loi du 20 juillet 1971, pour des enfants pour lesquels on n'obtient pas de droits d'allocations sur base d'un autre système (belge, système étranger ou international). Il s'agit donc d'un système complémentaire ou 'residuaire'. Chaque année environ 90% des nouveaux dossiers des ménages ressortissant sous le système de l'allocation familiale garantie, sont des familles qui vivent avec un revenu d'intégration (RKW, 2007a & b).

En ce qui concerne les différences régionales, ces données quantitatives administratives peuvent aussi être rapportées séparément pour la région de Bruxelles Capitale. Elles indiquent *une position fort désavantagée de cette région par rapport à la Wallonie et encore plus par rapport à la Flandre* (Observatorium voor Gezondheid en Welzijn van Brussel-Hoofdstad, 2004). Le 31 décembre 2002 le taux d'enfants donnant-droit à une allocation familiale garantie par rapport au nombre total des jeunes de 0-19 était de 2,3% dans la région de Bruxelles Capitale, ce qui est 8 fois plus qu'en Flandre et 3,5 fois plus qu'en Wallonie.

A coté du nombre d'enfants donnant-droit à une allocation familiale garantie, on dispose aussi de données fragmentaires concernant quelques autres sources de revenu précaire. Il s'agit notamment de *la pension alimentaire et du revenu d'intégration*.

La précarité de la pension alimentaire comme source de revenus apparaît clairement dans la constatation qu'un grand nombre de pensions alimentaires reste régulièrement non payé (Casman et al., 2006). En plus la recherche qualitative concernant le manque de protection démontre que la situation précaire du revenu des femmes, à cause de leur dépendance de ce transfert dans l'ex-ménage trouve son pendant dans la situation de revenu précaire, surtout des hommes à cause de leur responsabilité pour ce transfert dans l'ex-ménage (Steenssens et al., 2007). En plus, la combinaison de ces deux positions précaires 'se manifeste très vite chez les familles recomposées dans les situations de revenus et de dépenses où on voit que les montants d'alimentations payées et reçues ne sont comparativement pas en équilibre, ou bien que l'un des partenaires paie effectivement, tandis que l'autre partenaire ne reçoit rien. Les procédures juridiques qui sont alors mis en marche durent souvent trop longtemps, ne sont pas transparentes et ne donnent pas la garantie d'un meilleur résultat' (Steenssens et al., 2007: 69). En ce qui concerne le revenu d'intégration, la recherche sur la sous-protection confirme que les ayants-droit réussissent seulement à atteindre le bout du mois, grâce à une aide supplémentaire, financière ou matérielle de la part du CPAS et/ou d'autres personnes de leur propre réseau social.

Dans la région flamande on constate qu'en 2005 le nombre d'enfants en dessous de 12 ans vivant dans des familles avec un revenu venant d'une *pension alimentaire* est de 10% et dans des familles avec un *revenu d'intégration*, de 0,5%. Dans ces dernières familles il s'agit surtout des mères qui touchent le revenu d'intégration (Buisse, 2006).

Un autre facteur important qui détermine le revenu du ménage (cf. infra) est enfin la *maigre participation au travail de la famille*, qui peut être considéré comme un indicateur du nombre d'enfants avec un risque augmenté de pauvreté. A partir de l'enquête Eurostat sur le travail ('Labour Force Survey'), on constate qu'en Belgi-

que le nombre d'enfants vivant dans un ménage sans travail rémunéré est d'un niveau alarmant)¹⁵ (EU - The Social Protection Committee, 2008; Morissens et al., 2007; Observatorium voor Gezondheid en Welzijn van Brussel-Hoofdstad, 2006 & 2007). En comparaison avec la moyenne EU25 de 9,5%, 13,5% des enfants de 0 à 17 ans en Belgique vivaient dans un ménage sans travail rémunéré. Seules la Bulgarie et la Grande Bretagne ont un score plus élevé.

Bruxelles a le plus grand taux d'enfants vivant dans un ménage sans travail rémunéré (Morissens et al. 2007; Observatorium voor Gezondheid en Welzijn van Brussel-Hoofdstad, 2007). Les résultats de l'enquête sur les Forces de Travail Eurostat en 2004 indiquent qu'à Bruxelles, 25% des enfants vivent dans un ménage sans travail rémunéré, contre 19% en Wallonie et 7% en Flandre.

Des analyses partielles sur base de données administratives suggèrent des pourcentages encore plus élevés.¹⁶ Pour Bruxelles il s'agit alors de 32%¹⁷ (Observatorium voor Gezondheid en Welzijn van Brussel-Hoofdstad, 2007), et en Flandre de 10% des enfants de moins de 12 ans (Buysse, 2006). En plus on a constaté pour ce dernier groupe, qu'en 2003 il y a eu une hausse légère (+0.3) par rapport à 2002.

Une indication pour la généralisation de cette tendance montante peut être trouvée dans l'évolution *du taux de chômeurs dans le système d'allocation familiale pour travailleurs*, en dépit du fait qu'ici les enfants ne sont pas les unités de calcul (RKW, 2007b & c). Le paradoxe constaté depuis des années que le nombre de chômeurs qui ont droit à une allocation familiale est en hausse en dépit de la baisse du chômage selon certaines sources, n'est qu'un 'paradoxe apparent'. On constate en effet que le nombre de chômeurs avec charges familiales a augmenté pendant les deux dernières décennies. En 2006 on comptait 116 886 familles recevant une allocation familiale au niveau de l'échelle de l'article 42bis sur base de chômage. Durant les dix années précédentes (1996-2006) on a pu constater que le nombre de familles de chômeurs avait augmenté de 16 484 (+16,42%). Depuis 1983 on remarque la moitié en plus de chômeurs ayant droit à une allocation familiale sur base de chômage, et ceci surtout dans la catégorie des chômeurs de longue durée qui ont droit à un supplément social.

2.2 Enfants nés dans des familles en précarité

Sur base des données disponibles les plus récentes on constate que dans la région flamande environ 6,3% (N=4 169) des enfants nés en 2006, sont nés dans une famille en précarité (chiffre provisoire) (Buysse, 2006). En comparaison avec 2005 ce pourcentage a légèrement augmenté. Quand on examine l'évolution depuis

¹⁵ Un 'ménage sans emploi salarié' est opérationnalisé ici comme: un ménage dans lequel personne n'a travaillé pendant les quatre dernières semaines.

¹⁶ Source: datawarehouse marché du travail et protections sociale auprès de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale (BSCC; Kruispuntbank Sociale Zekerheid, KSZ).

¹⁷ Ce chiffre cache de grandes différences entre les communes: de 15% à Woluwé Saint Pierre jusqu'à 47% à Sint-Joost-ten-Node.

2000 on voit que le pourcentage d'enfants nés dans une famille en précarité, comme défini par Kind & Gezin se stabilise à 5 à 6%.

Le pourcentage de familles en précarité *varie selon les provinces*. Dans la province d'Anvers le pourcentage de familles en précarité avec jeunes enfants est le plus haut, notamment 9,4%; en Brabant Flamand on trouve le pourcentage le plus bas, notamment 3,4%.

2.3 La privation matérielle

Les items de privation de l'enquête dans la recherche EU-SILC peuvent être groupés dans les dimensions suivantes: 'la pression économique' ('economic strain'), 'le manque imposé de biens durables' ('enforced lack of durables') et 'les mauvaises conditions d'habitations' (EU - The Social Protection Committee, 2008).¹⁸ Pour la Belgique on n'y trouve cependant que peu d'analyses détaillées.

Au niveau européen le risque de privation chez les enfants est comparé avec le risque de privation au niveau de la population totale (EU - The Social Protection Committee, 2008). Pour la dimension 'pression économique' on constate que les enfants courent un plus grand risque que la population totale, ce qui indique que la présence d'enfants dans un ménage peut alourdir les limitations financières. Pour la dimension 'manque imposé de biens durables' les enfants courent en général le même risque, ou un peu moins. Pour la dimension 'mauvaise condition de l'habitation' la différence est dans quelques pays dans l'avantage des enfants (i.e.: la Grèce, le Portugal et le Malta).

En région flamande on constate, sur base des données EU-SILC 2005 pour les enfants jusqu'à 12 ans, ce qui suit (Buysse, 2006):

- presque 18% des enfants vivent dans une famille dont la personne de référence affirme que la famille ne peut pas se permettre d'aller en vacances pour une semaine par an;
- seulement un nombre limité d'enfants (1,6%) vit dans une famille qui ne peut pas se permettre de manger tous les deux jours de la viande, du poulet ou du poisson (ou un équivalent végétarien);
- presque 6% vivent dans une famille qui ne peut pas se permettre de recevoir au moins une fois par mois des amis ou des membres de la famille.

¹⁸ La dimension 'pression économique' concerne le fait qu'on ne peut pas se permettre (quand on le désire): des dépenses imprévues, une semaine annuelle de vacances en dehors de la maison, le paiement de dettes, pouvoir manger tous les deux jours de la viande, du poulet ou du poisson (ou un équivalent végétarien), chauffer la maison de façon suffisante. La dimension 'le manque imposé de biens durables' concerne: une machine à laver, un poste de TV, le téléphone, une auto. La dimension logement insalubre concerne un ou plus des problèmes suivants: (1) un toit percé, l'humidité dans les murs/carrelages/fondations ou châssis pourris, (2) un logement trop sombre, (3) pas de bain ou douche, (4) pas de WC exclusif pour la famille.

Dans des recherches plus anciennes sur base d'enquêtes PSBH entre 1992 et 2002, on analysait également, à côté de la possibilité d'aller en vacances, l'évolution de la possibilité de faire des épargnes, la charge subjective des crédits à consommation, et les conditions de l'habitation (Casman, 2005).

- Les pourcentages d'enfants dont les parents peuvent consacrer une partie de leurs revenus à l'épargne ont fortement chuté entre 1992 et 2002 en Belgique. On observe en effet une diminution de la possibilité d'épargner pour les ménages en Communauté française. Le pourcentage des enfants dont les parents pouvaient consacrer une partie de leur revenu à l'épargne a chuté de 20 unités ((57,92% en 1992, et 37,22% en 2002), (Casman, 2005: 32). Ces familles risquent d'être confrontées à des situations de précarité, ne pouvant faire face à des événements inattendus.
- Le nombre d'enfants qui vivent dans des ménages concernés par la présence de crédits à la consommation augmente entre 1992 et 2002. 45% des enfants vivent dans des ménages qui détiennent au moins un crédit à la consommation en 2002. Les trois-quarts d'entre eux ont des parents qui considèrent que ces crédits comme représentant une 'certaine' voire une 'lourde' charge (Casman, 2005: 35).
- Entre 1992 et 2002 on constate une diminution du niveau de satisfaction générale des parents relatif au logement. En 2002 on constate que plus de la moitié des enfants vivent dans un logement qui souffre d'au moins un des problèmes proposés par le questionnaire. 9% vivent une situation de cumul de plus de trois problèmes. 20% des enfants en Communauté française vivent dans des logements qui ont des problèmes de 'moisissures, murs ou sols humides'; 30% sont concernés par une habitation où l'intimité fait défaut en raison d'une 'mauvaise isolation acoustique', et la même proportion d'enfants vivent dans des logements que les parents considèrent comme 'trop petits' (Casman, 2005: 42). En Communauté française, le taux d'enfants qui vivent dans les ménages considérant le coût du logement comme le plus lourd est en augmentation entre 1994 et 2002, que les parents soient locataires ou propriétaires. 23% des enfants ont des parents locataires du logement. Ces enfants sont plus nombreux à avoir des parents qui considèrent ce coût comme 'une charge importante/une lourde charge'. Seul 18% des ménages en location considèrent le coût du logement comme 'n'étant pas une charge', contre 38% des ménages propriétaires (Casman, 2005: 37).

Quoique pas très récentes et parfois fragmentaires, ces analyses indiquent comment la norme de privation et l'évolution des scores sur les items concernés donnent une vue plus approfondie des conditions réelles de vie des familles et/ou des enfants.

3. Les familles en pauvreté

3.1 Type de ménage

En général il y a une grande différence concernant le risque de pauvreté selon le type de ménage (EU - The Social Protection Committee, 2008; Morissens et al., 2007; chiffres livrés par le Centrum voor Sociaal beleid - Universiteit Antwerpen). Plus particulièrement on constate que les *familles monoparentales et les grandes familles courent le plus grand risque de pauvreté*. Tandis que, sur base de l'enquête EU-SILC 2005, le risque augmenté global de pauvreté est en Belgique de 14,7% et celui des familles avec deux enfants dépendants de 9,8%, il s'agit dans les familles monoparentales et dans les familles avec trois ou plus d'enfants, de pourcentages respectives de 35,1% et 20,1%.

Il y a d'importantes différences régionales en ce qui concerne les familles monoparentales (Morissens et al., 2007). En Flandre 22,1% des familles monoparentales avec au moins un enfant dépendant se trouve sous le seuil de pauvreté selon EU-SILC, en Wallonie ce pourcentage est de 42,7%. Pour Bruxelles on ne peut pas rapporter ces données de façon séparée. Mais on peut remarquer que selon les données administratives, la part des familles monoparentales est plus haut à Bruxelles (mais aussi en Wallonie) qu'en Flandre (Valgaeren, 2008b; Lodewijckx, 2004a).

Ensuite on constate au niveau européen que dans tous les pays les familles monoparentales sont plus en manque que les autres types de ménage (EU - The Social Protection Committee, 2008).

On remarque également que sur base des données administratives, il y a en Belgique une augmentation continue du taux de parents seuls parmi les types de ménage (Lodewijckx, 2004a). Plus spécifiquement il faut souligner le nombre croissant de parents seuls dans tous les types de ménage avec enfants. En 2003 il s'agit en Flandre de 18,5% tandis qu'en 1991 ce pourcentage n'était que 14,1% (Valgaeren, 2008a).

En ce qui concerne le profil des ménages dans le système de *l'allocation familiale garantie*, la différence avec le système d'allocation familiale pour travailleurs est très frappante (RKW, 2007a).

Sur toute la période analysée (1972-2006) le *nombre moyen d'enfants par ménage est significativement plus haut* dans le système de l'allocation familiale garantie que dans le système des travailleurs salariés. Les chiffres se trouvent respectivement entre 2,03 et 2,09 et entre 1,77 et 1,74 enfants.

Pour exprimer la même chose en termes du nombre d'enfants par bénéficiaire d'une allocation, on peut dire que dans le système de l'allocation familiale garantie on trouve un taux plus bas de familles avec seulement un enfant (44,82% du nombre total de familles en 2006 contre 47,63% chez les travailleurs salariés) et surtout de familles avec deux enfants (27,29% contre 36,46%), et on trouve un *taux plus élevé de familles avec trois ou plus d'enfants* (27,88% contre 16,07%).

3.2 Situations d'emploi

En général on remarque un grand impact de la participation au travail sur le risque de pauvreté. De ce fait on en déduit que le travail est la meilleure protection contre la pauvreté financière (EU - The Social Protection Committee, 2008; Whiteford & Adema, 2007; Morissens et al., 2007). L'enquête EU-SILC permet d'évaluer, d'une manière différenciée et nuancée, l'impact de l'intensité de travail d'un ménage sur le risque de pauvreté.¹⁹

Au niveau européen on constate d'une façon générale que l'impact d'une participation au travail (pas ou peu de travail) sur le risque de pauvreté est encore *plus grand pour des ménages avec enfants* que pour des ménages sans enfants (EU - The Social Protection Committee, 2008).

Pour les ménages belges sans travail rémunéré (la situation la plus extrême), le risque de pauvreté de ménages avec enfants est de (77,5%):

- trois fois plus que le risque de pauvreté de ménages sans enfants (24,2%);
- en Flandre un peu plus bas que la moyenne (69,7%), tandis qu'en Wallonie (78,8%) on note un chiffre plus élevé (Morissens et al., 2007).

Une image plus différenciée nous donne une esquisse des différences entre les familles avec et sans enfants (chiffres du Centrum voor Sociaal Beleid - UA à base du SILC- 2005).²⁰ Le risque de pauvreté de ménages sans enfants dépendants, avec une intensité de travail égale 0 s'élève à 26,76% (Flandre: 20,93%, Wallonie: 29,29%), avec une intensité de travail entre 0 et 1: 9,07% (Flandre: 6,98%, Wallonie: 8,82%) et avec une intensité de travail égale 1: 3,1% (Flandre: 2,30%, Wallonie: 2,72%). Le risque de pauvreté des ménages avec des enfants dépendants et avec une intensité de travail égale 0 comporte 71,34% (Flandre: 58,13%, Wallonie: 76,50%), avec une intensité de travail entre 0 et 0,5: 33,15% (Flandre: 22,70%, Wallonie: 46,92%), avec une intensité de travail entre 0,5 et 1: 14,92% (Flandre: 10,36%, Wallonie: 18,12%) en avec une intensité de travail égale 1: 3,20% (Flandre: 3,09%, Wallonie: 3,14%). Cela démontre que le risque de pauvreté est fortement lié au nombre de travailleurs dans un ménage.

Ces constatations démontrent aussi que la charge d'enfants augmente le risque de pauvreté. Et ils indiquent que les mesures existantes en faveur des familles avec enfants ou en faveur des enfants ne suffisent pas pour diminuer le risque de pau-

¹⁹ L'intensité du travail est calculé comme un rapport entre le nombre de mois qu'on a travaillé et le nombre de mois qu'un répondant à l'enquête pouvait maximalement travailler pendant la période de référence. Si l'intensité du travail égale 0 cela signifie qu'aucun des adultes a travaillé durant les mois qu'il pouvait travailler. Si l'intensité du travail égale 1 cela signifie que tous les adultes on travaillé durant tous les mois qu'ils pouvaient travailler durant la période de référence.

²⁰ Nous soulignons encore une fois que les données pour Bruxelles (qui a une population plus jeune et où vivent des (grandes) familles étrangères) ne peuvent pas être rapportées séparément et sont donc incluses dans le chiffre pour la Belgique. Cela donne le résultat apparemment 'étrange' que le chiffre belge ne tient pas toujours le milieu entre les chiffres pour la Flandre et la Wallonie.

vreté pour les enfants. Des mesures qui stimulent la participation au travail des parents sont un complément nécessaire.

Les analyses au niveau européen indiquent que la participation au travail des deux parents est nécessaire dans la lutte contre le risque de pauvreté des enfants, mais que ce n'est pas une condition suffisante si la mise à l'emploi ne donne pas accès à un revenu et à des circonstances de travail adéquats (EU - The Social Protection Committee, 2008). Les mouvements de base des pauvres eux-mêmes plaident pour une notion élargie de 'mise à l'emploi qualitative', ce qui veut dire: une mise à l'emploi qui contribue à la qualité de vie de la famille et qui est une protection contre la pauvreté, ou même un levier pour en sortir (Vandermeersch, 2007). L'importance de ceci se voit confirmée dans l'évaluation internationale des mesures de travail sur le bien être des enfants (Morris et al. in: Hoelscher, 2006). Le concept total pour l'intégration par le travail pour ceux qui sont le plus éloignés du marché du travail, qui a récemment été développé, démontre que la situation n'est pas sans issue pour ces groupes, mais exige une approche intégrale et sur mesure du travail et du bien-être (Steenkens et al., 2008).

3.3 L'arrière-plan ethno-culturel

La recherche récente démontre l'importance croissante de 'la couleur de la pauvreté' (Van Robaey et al., 2007). Le risque de pauvreté pour les groupes d'origine étrangère est beaucoup plus élevé que pour des personnes d'origine belge, et notamment pour les groupes d'origine turque ou marocaine.

Cela est également vrai pour les enfants. Au niveau européen on constate que les enfants qui vivent dans un 'ménage de migrants'²¹ ('migrant household') ont un risque beaucoup plus élevé de pauvreté que les enfants dont les parents sont nés dans le pays d'accueil (EU - The Social Protection Committee, 2008). En Belgique la différence est très frappante: le risque de pauvreté des enfants qui vivent dans un 'ménage d'immigrés' est de plus de 60% et est ainsi cinq fois plus élevé que le risque de pauvreté que courent les enfants dont les parents sont nés en Belgique.

3.4 Liens réciproques

Dans les paragraphes précédents nous avons discutés les constatations les plus importantes sur le risque de pauvreté à l'aide des différentes caractéristiques des familles. A la recherche d'une explication nous analysons également les liens réciproques entre les caractéristiques différents.

Nous constatons que l'attention se dirige ici surtout vers l'impact de la participation au travail dans les familles monoparentales. Ceci n'est pas surprenant. La constatation

²¹ Défini ici par un ménage dont au moins un des parents est né à l'étranger.

que la participation au travail des *deux* parents est nécessaire dans la lutte contre le risque de pauvreté des enfants (cf. supra) donne déjà une bonne indication du risque augmenté de pauvreté dans des familles monoparentales. En outre on constate que la participation au travail des parents seuls est significativement plus basse et que le nombre de parents seuls non-actifs a encore augmenté ces dernières années.

Au niveau européen on constate, sur base des données EU-SILC 2005 que le risque de pauvreté des enfants vivant dans des familles monoparentales diminue fortement lorsque le parent travaille à plein temps, mais que c'est seulement dans les pays scandinaves et en France que la majorité des enfants de familles monoparentales ont un parent qui travaille à plein temps (EU - The Social Protection Committee, 2008). Les enfants dont le parent seul travaille à mi-temps courent un risque plus grand de pauvreté (en moyenne 30%).

L'échantillon restreint de la recherche EU-SILC ne permet pas d'analyses séparées au niveau des pays. Des analyses partielles des données administratives²² confirment néanmoins la participation plus basse au travail des parents seuls et démontre en outre un lien avec l'âge des enfants à charge. Ainsi il apparaît qu'en Flandre la participation au travail (Buysse, 2006) des mères seules avec un enfant plus jeune que 12 ans est beaucoup plus basse que chez les mères qui vivent en couple (56,7% contre 71,8%). Les mères seules avec un enfant plus jeune que 3 ans participent encore moins au travail: seulement 41,2% sont professionnellement actives. En plus nous soulignons la diminution du taux de mères seules professionnellement actives de 62,1% en 2002 à 56,7% en 2003 et l'augmentation du nombre de mères seules non-actives avec une allocation du RVA (et al. avec une interruption complète du travail) de 2,1% à 10,7%.

Ces observations sont congruentes avec la constatation que l'augmentation du nombre de chômeurs avec charge familiale (cf. supra) est entre autres liée au nombre croissant de parents seuls sans emploi (RKW, 2007c). De plus cela pose des questions sur l'accessibilité d'emploi qualitatif pour des parents seuls mais aussi sur les possibilités d'une combinaison qualitative travail-famille pour ce groupe-ci.

En dépit de l'attention accrue pour l'impact de la participation au travail des familles monoparentales, il y a aussi des indications que le risque de pauvreté pour les enfants vivant dans *des familles à deux parents, dont aucun des parents ne travaille* est au moins aussi grand, sinon plus grand que pour les enfants de familles monoparentales avec un parent chômeur. Sur base des données de EU-SILC 2005 concernant des enfants plus jeunes que 12 ans dans la région flamande, il apparaît que le risque de pauvreté pour les deux groupes est respectivement de 49% et de 48,1% (Buysse, 2006).

²² Datawarehouse marché du travail et protections sociale auprès de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale (BSCC; Kruispuntbank Sociale Zekerheid, KSZ).

Ces mêmes données indiquent enfin que la forte augmentation du risque de pauvreté des enfants de *familles d'immigrées* peut être également expliqué par la basse participation au travail de ces ménages.

Le nombre d'enfants vivant dans un ménage d'immigrés avec un risque augmenté de pauvreté et vivant dans un ménage sans emploi rémunéré comporte en Belgique entre 45 et 50% (EU - The Social Protection Committee, 2008).

3.5 Familles en situation de précarité

En les comparant avec les trois autres groupes (famille 'modales' avec le benjamin entre 3 et 15 ans, familles 'modales' avec le benjamin plus jeune que 3 ans, et familles avec un enfant handicapé), il apparaît que ce sont surtout les familles vivant en précarité comme défini par Kind & Gezin qui se différencient fortement des ces autres familles et quelles se font remarquer par leur position socio-économique extrêmement faible (données venant de la banque de données de GEZO,²³ Centrum voor Sociaal beleid, Universiteit Antwerpen; voir aussi: Ghysels & Debacker, 2007: 19-43).

Ce groupe comporte beaucoup de familles sans emploi (35% contre moins de 3% chez les familles 'modales' du Registre National), plus que la moitié se trouvant en dessous de la limite de pauvreté (contre 14% des familles avec enfants. Cette faible position se manifeste aussi dans leur logement: seulement une sur cinq familles est propriétaire contre 80% des familles du Registre National. En plus, seulement 5% des familles vivant en précarité habite une demeure décente contre une famille sur trois du Registre National. A l'autre extrême une sur cinq familles en précarité habite une demeure en mauvais ou très mauvais état contre 3% des familles du Registre National.

4. Durée et gravité de la pauvreté

On ne dispose pas de données récentes concernant la durée et la gravité de la pauvreté des familles avec enfants (Morissens et al., 2007). Mais on peut se référer à

²³ La banque de données GEZO contient les données d'une grande enquête 'Zorgen voor Kinderen in Vlaanderen' (prendre soin des enfants en Flandre) que le Centrum voor Sociaal Beleid (Universiteit Antwerpen) a organisée en collaboration avec Kind & Gezin et le Vlaams Fonds voor Personen met een Handicap (VAPH; Fonds flamand pour personnes handicapées) auprès de familles avec au moins un enfant plus jeune que 16 ans. En total on a enregistré des données auprès de presque 2 821 ménages. Ces familles étaient tirées de façon aléatoire du Registre National. Les ménages avec au moins un enfant plus jeune que trois ans étaient surreprésentés. Comme groupe spécifique de la recherche, les enfants avec un handicap étaient surreprésentés dans l'échantillon. Pour cet échantillon on a utilisé la registration de Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap (Agence flamande pour Personnes ayant un Handicap). De plus les enfants vivant dans des familles en précarité sont également surreprésentés. Pour ce sous-échantillon on a utilisé la Banque de données IKAROS de Kind & Gezin.

une étude longitudinale (1993-1997) basée sur des données PSBH (Dewilde & Levecque, 2002) dans laquelle on constate: 'en général l'étude montre que pour les ménages confrontés avec la pauvreté à un certain moment pendant les cinq années, cette expérience de pauvreté ne comportait en général qu'une période limitée. On notait néanmoins des périodes plus longues de pauvreté parmi les ménages sans emploi. Tenant compte des caractéristiques familiales, les auteurs constataient que dans des familles avec enfants, la pauvreté se manifestait par périodes, plus ou moins longues. Par contre les familles monoparentales sont confrontés avec un risque plus haut de pauvreté durable' (Morissens et al., 2007).

Dans la recherche comparative internationale on se sert, sur base des données EU-SILC, de *l'écart (relatif) des enfants en pauvreté* par rapport aux autres, comme indicateur de la pauvreté des enfants²⁴ (EU - The Social Protection Committee, 2008). Il apparaît clairement qu'en Belgique l'intensité de la pauvreté des enfants est *légèrement plus grande* que pour la population totale (environ 2%).

5. La perspective du groupe-cible 'enfants en pauvreté'

5.1 Les enfants et leurs familles en pauvreté?

En ce qui concerne les données quantitatives rapportées ci-dessus, nous constatons qu'il n'y a que peu de données concernant la perspective du groupe-cible dans les études répertoriées. Nous savons par exemple que les familles monoparentales courent le plus grand risque de pauvreté, mais nous ne savons pas combien d'enfants en pauvreté vivent dans ce type de ménage. Des données sur leur 'profil' (p.ex. par rapport à l'âge, leur répartition dans différents types de ménages et – en combinaison avec cela ou pas – les différents types d'intensité de travail) pourraient néanmoins donner une perspective plus large et complémentaire.

Ainsi la recherche comparative internationale (selon l'approche OECD) montre clairement que globalement parlant les ménages sans emploi, et plus spécifiquement parmi eux, les familles monoparentales occupent la position la plus désavantagée. En plus il apparaît que la plupart des enfants vivant en pauvreté vivent dans un ménage en couple qui travaille (Whiteford & Adema, 2007; Whiteford, 2007). Ces résultats ne peuvent hélas pas être comparés avec les résultats EU-SILC. Ils sont en effet basés sur une autre délimitation de la pauvreté.²⁵ En outre, les valeurs moyennes dans la recherche internationale cachent des grandes différen-

²⁴ Le gouffre de pauvreté mesure la distance entre le revenu médian équivalent de ceux qui vivent sous le seuil de la pauvreté, et la valeur de ce seuil. Il est exprimé comme un pourcentage du seuil de pauvreté.

²⁵ La limite de pauvreté utilisée ici est de 50% du médian national du revenu annuel, 10% plus bas donc que dans l'enquête EU-SILC. Les différences utilisées dans les limites de pauvreté mènent à des différences importantes dans les résultats. C'est ainsi que des seuils de pauvreté plus haut mènent à de plus grandes proportions de pauvres avec emploi, tandis que des seuils plus bas mènent à de plus grandes proportions de pauvres sans emploi.

ces entre les différents pays. Ces données indiquent bien que l'attention pour cette perspective complémentaire promet une vue plus différenciée et plus nuancée.

A partir des données EU-SILC on constate au niveau européen que la moitié des enfants en pauvreté vivent dans ces deux types de ménage où le risque de pauvreté est le plus grand: 27% vivent dans un ménage avec trois ou plus d'enfants et 23% dans un ménage monoparental (EU - The Social Protection Committee, 2008). On doit remarquer ici aussi que derrière ces valeurs se cachent de grandes différences entre les pays. Pour la Belgique on constate ici que le nombre d'enfant en pauvreté vivant dans ces deux types de ménages est plus haut que dans l'Union Européenne. D'autres chiffres plus détaillés pour la Belgique ne sont pas disponibles dans les études que nous avons pu répertorier.

Dans la recherche de Kind & Gezin (Buysse, 2006) sur les enfants nés dans des familles vivant dans la précarité (selon la définition de ce service), ont analysé de façon détaillée les données avec comme unité d'analyse les enfants.

'Pour 80,1% des enfants nés dans une famille en précarité, on note un bas revenu mensuel. 77,1% et 76,7% note une faible scolarité d'un ou des parents et une situation de travail vulnérable. Un logement en mauvais état est noté dans 49% des cas. Et environ 33% des enfants montrent des lacunes dans leur développement. Le critère 'état de santé faible' obtient le score le plus bas. Des données registrées il apparaît aussi que pour 49,9% des enfants nés dans une famille en précarité, la famille vit dans une situation socio-économiquement faible à tout point de vue, donc en même temps sur le plan du revenu, de la formation, et de la situation de travail' (Buysse, 2006: 93).

En outre ces données confirment que la pauvreté chez les enfants est également coloriée. Chez 6 sur 10 enfants, nés dans une famille en précarité, la mère n'avait pas la nationalité belge à la naissance de l'enfant.

En ce qui concerne l'âge (0-25 ans) des enfants donnant droit à une allocation familiale garantie, on constate, en comparaison avec le système des travailleurs salariés, ce qui suit (RKW, 2007a).

Quoique la différence entre les deux systèmes diminue pendant la période étudiée (avec une petite hausse en 2005 et 2006), la différence selon l'âge reste remarquable, surtout dans les deux groupes d'âge extrêmes: 38,55% de tous les enfants entre 0 et 6 ans se trouvent dans le système de l'allocation familiale garantie (contre 28,66% pour les travailleurs salariés) et 7,41% sont des jeunes entre 18 et 25 (contre 14,79% chez les travailleurs salariés).

Mais il y plus.

5.2 La pauvreté et le bien-être des enfants?

L'intégration dans la recherche de la perspective du groupe cible même est en premier lieu déterminée par la conceptualisation concernant 'enfants en pauvreté.

Il s'agit alors d'une conceptualisation qui tient compte de la position ambivalente des enfants (avec leur dépendance d'une part et la perspective de leurs droits d'autre part) et qui prend son élan dans leur propre vécu. Une telle recherche est nouvelle en Belgique.

On peut néanmoins retrouver une telle approche (basée sur les droits de l'enfant et partant de la perspective du bien-être de l'enfant) dans la recherche comparative internationale. Dans l'Union Européenne on a ainsi développé un index du bien-être des enfants, basé sur une notion de bien-être multidimensionnelle et une notion de droits de l'enfant. Pour le choix des indicateurs dans cet index on a pris l'enfant comme unité de calcul et on a utilisé des enquêtes avec des jeunes et des enfants (Bradshaw et al., 2006; Hoelscher, 2006). Les huit dimensions du bien-être de l'enfant qui sont distinguées ici, comportent 23 domaines qui comprennent 53 indicateurs. Les résultats démontrent qu'on arrive à une toute autre classification des pays, lorsqu'on tient compte avec d'autres données que le revenu, pour comprendre les circonstances de vie des enfants.

'La Belgique obtient un score assez bien avec sa huitième position parmi les pays de l'UE. Elle a toutefois un problème lorsqu'on considère toutes les dimensions séparément. La Belgique est très bien placée pour la dimension "enseignement", est cinquième pour le "logement" et pour "la participation des citoyens" et sixième pour la dimension "relations avec les enfants". Par contre le score est très faible concernant la 'santé' (20^{ème}), et faible concernant le 'bien-être matériel' (15^{ème}) et 'risques et sécurité' (16^{ème})' (Hoelscher, 2006: 328).

Le Bilan Innocenti 7 réalisé par UNICEF (2007), sur la pauvreté des enfants, présente une estimation détaillée des conditions de vie et de bien-être des enfants et des adolescents dans 21 pays du monde industrialisé. Les résultats montrent que la pauvreté affecte de nombreux aspects du bien-être de l'enfant. En effet, il est prouvé que la pauvreté, en particulier si elle persiste, peut influencer la santé, le développement cognitif, les résultats scolaires, les aspirations, la perception de soi, les rapports avec autrui, les comportements à risque et les perspectives d'emploi.

Le Bilan 7 rassemble les meilleures données actuellement disponibles, et marque une avancée importante vers une vue d'ensemble multidimensionnelle de l'enfance dans une majorité de pays économiquement avancés (UNICEF, 2007: 3). La Belgique est classée 10^{ème}, après les Pays-Bas, la Suède, le Danemark, la Finlande, l'Espagne, la Suisse, la Norvège, l'Italie et l'Irlande. Elle se situe dans la 'position moyenne'. Sur le classement moyen des six dimensions, la Belgique obtient un score de 10,7. (voir chapitre 4 pour des résultats plus détaillés, comme le score très faible concernant la santé).

6. Analyse d'interventions politiques

Il faut remarquer que pour obtenir une idée sur l'impact des mesures politiques sur la pauvreté des enfants, on devrait pouvoir analyser toutes les mesures qui ont

un impact possible sur ce problème, allant des changements dans les impôts et les allocations, à des mesures pour valoriser le travail et pour stimuler les gens vers le travail jusqu'aux mesures dans le domaine de l'enseignement, le logement, la participation, etc. (Carpentier, 2005: 68; EU – The Social protection Committee, 2008: 37).

Dans les études qu'on a inventoriées ici, il s'agit surtout d'analyses des effets de mesures concernant la protection sociale en relation avec le revenu et de mesures en relation avec l'accueil d'enfants (en fonction de l'entrée au travail).

6.1 L'importance d'une stratégie intégrée par rapport à la pauvreté et au bien-être des enfants

La recherche comparative internationale démontre que le risque de pauvreté des enfants est le résultat d'interactions complexes entre le chômage, la pauvreté-dans-le-travail ('in-work poverty') et l'effet de répartition de transferts (EU – The Social protection Committee, 2008; Whiteford & Adema, 2007; Whiteford, 2007; Hoelscher, 2006; Morissens, 1999).

En général on constate que les pays avec le score le plus bas concernant les risques de pauvreté des enfants, ont un bon score sur tous ces niveaux. Ils sont caractérisés par *une stratégie intégrée qui transcende les différents terrains politiques* et dans laquelle on combine des mesures pour agrandir l'accessibilité de l'emploi avec des services de soutien dans le domaine du revenu (parmi d'autres: l'accueil des enfants et le case-management intensif).

On fait remarquer néanmoins qu'il est peu probable qu'en dépit de l'importance de ces mesures, elles auront un effet décisif sur la pauvreté des enfants. (Hoelscher, 2006). Vu de la perspective des droits de l'enfant, on aura besoin pour cela, d'une *approche plus large et intégrée du bien-être*: une politique globale, ouverte pour l'enfant et la famille pour créer les conditions dans lesquelles les enfants peuvent grandir et développer pleinement leurs potentialités.

Ce qui signifie que dans les mesures politiques jusque maintenant prises et prévues, la perspective des droits de l'enfant et la perspective participative sont encore totalement absentes (Morissens et al., 2007).

6.2 La protection sociale

En Belgique, les allocations sociales sont considérées comme un complément indispensable dans une politique d'activation vers le marché du travail et un facteur stratégique pour les pouvoirs publics en ce qui concerne la lutte contre la pauvreté et la cohésion sociale.

La politique pour ceux qui ne peuvent accéder au marché du travail veut d'une part garantir le minimum adéquat, et d'autre part éviter les trappes financières en ce qui concerne le chômage ou l'inactivité. Pour la registration ou l'usage de la *protection minimale du revenu*, la recherche démontre que la présence de (*surtout jeunes*)

enfants constitue une protection contre la sous-protection. Autrement dit, la présence de (jeunes) enfants dans un ménage a un effet positif sur l'accès aux systèmes protecteurs (Steenssens et al., 2007; Nicaise & Groenez, 2002). En outre il apparaît que lorsqu'on compare les allocations minimales (comme les allocations 'd'invalidité et de chômage, la pension minimum, et l'intégration sociale minimum avec la limite de risque de pauvreté), *le niveau de certaines allocations se trouvent en dessous* du seuil du risque de pauvreté (rapport stratégique belge sur la protection sociale et l'inclusion sociale 2006-2008). Cela vaut pour les allocations de chômage, d'invalidité et de soutien social pour les couples (avec ou sans enfants) et pour les allocations de chômage et de soutien social pour les personnes vivant seules (avec ou sans enfants).

En ce qui concerne *les mesures pour les enfants et les familles*, l'attention des analyses se dirige aussi bien vers les avantages monétaires (cash) (entre autres les allocations complémentaires au revenu comme l'allocation familiale, et les limitations de frais en fonction du revenu comme les tarifs réduits pour l'accueil des enfants) que vers les avantages fiscaux (par exemple la déduction des frais pour l'accueil des enfants).

Les résultats d'une recherche internationale comparative soulignent d'abord l'importance de l'ensemble des mesures pour la *diminution du risque de pauvreté chez les enfants* (EU – The Social protection Committee, 2008; Immervol et al., 2003; Bradshaw, 2006 dans: Morissens et al., 2007; Bradshaw & Finch, 2002). Cela est surtout vrai en ce qui *concerne l'allocation familiale*, surtout pour des *couples avec trois enfants dépendants* et pour les *familles monoparentales*. (Carpentier, 2005). Seulement pour d'autres ménages avec des enfants dépendants et pour les couples avec un enfant dépendant, d'autres transferts sociaux sont plus importants que l'allocation familiale pour la réduction de la pauvreté des enfants. On a aussi sondé l'impact sur la pauvreté des enfants de deux systèmes alternatifs pour l'actuel système d'allocation familiale: la sélectivité catégoriale (des allocations plus importantes pour certains groupes de familles: familles monoparentales et couples avec un revenu) et un supplément en relation avec le revenu (en faveur des groupes les plus défavorisés du point de vue du revenu) (Verbist, 2002). Dans ces deux simulations on voit que ces mesures réduisent le risque général de pauvreté d'un individu dans une famille avec enfants ainsi que le risque de pauvreté d'individus dans tous les types de ménages. Dans ces deux scénarios, la diminution du risque de pauvreté est la plus avantageuse pour les familles avec un revenu ayant des enfants, les familles avec trois enfants et les familles monoparentales.

Deuxièmement on constate aussi que la façon dont ces avantages sont canalisées (cash ou avantages fiscaux) ont un effet important sur leur répartition entre les familles. *Des avantages fiscaux sont plutôt favorables pour les groupes à revenu meilleur* (EU – The Social protection Committee, 2008; Morissens et al., 2007). Pour cela une transition d'avantages fiscaux vers des avantages monétaires aurait en principe un effet de répartition de revenus en faveur des enfants les plus pauvres, surtout

lorsque ces avantages seraient dépendants du revenu. Remarquons toutefois que les mesures en faveur du groupe-cible, notamment pour les familles à bas revenu, sont toujours plutôt l'exception que la règle (Morissens et al., 2007). On remarque également que, dans le cas d'avantages fiscaux, le risque d'un effet perturbateur sur les mesures visant la mise à l'emploi et sur le 'non take-up' est plus petit (EU – The Social protection Committee, 2008).

En ce qui concerne la problématique de la précarité des pensions alimentaires, on constate que le *Service des créances alimentaires, érigée en 2004 (SECAL)* ne fonctionne pas de façon efficace jusqu'à ce jour (Morissens et al., 2007). On n'a pas encore trouvé les moyens efficaces pour faire arriver les acomptes aux ayants-droit, ni pour réclamer les sommes dues chez les débiteurs.²⁶

6.3 Accueil d'enfants et combinaison travail-famille

Deux instances publiques responsables pour le soutien des jeunes enfants et leurs familles: 'Office de la Naissance et de l'Enfance' (ONE) en Communauté française et 'Kind & Gezin' (K&G) en Communauté flamande, ont, entre autres, un rôle de coordination et de contrôle sur le plan de l'accueil des enfants (voir chapitre 4: prévention et conseils).

L'accueil subsidié des enfants est très bien organisée en Belgique comparée à beaucoup d'autres pays, et est considérée comme un service très important de support en ce qui concerne la mise à l'emploi, surtout pour les femmes. À côté de cette fonction économique de l'accueil des enfants, on reconnaît actuellement de plus en plus son importance pédagogique et sociale. Sa fonction pédagogique concerne la stimulation du développement physique, psychique et social de l'enfant. Sa fonction sociale peut être définie comme une fonction d'intégration des groupes vulnérables: l'accueil des enfants peut permettre aux parents de suivre une formation, de solliciter, de trouver du soutien, de connaître d'autres parents, et/ou de trouver un peu de repos.

Tenant compte de ces trois fonctions, il est donc important qu'à côté des mesures pour augmenter le nombre de places dans les milieux d'accueil, on élargit aussi l'accessibilité du système pour des groupes vulnérables (Morissens et al., 2007).

²⁶ Dans la marge de recherches terminées et en cours, on constate que des familles monoparentales avec des enfants avec ou sans emploi, qui habitent dans la famille, sont exclues des systèmes d'allocations et de soutiens financiers parce que on attend des enfants travaillant qu'ils paient une contribution à leur parent. En pratique il n'y a que peu de parents qui veulent demander cette contribution (ou la somme maximale) à leurs enfants. Les parents (et les enfants non-travailleurs qui cohabitent) peuvent ainsi arriver dans des conditions de vie très pénibles (Béatrice Storms, communication personnelle).

Après la constatation que les groupes de bas niveau socio-économique ('low SES'), en dépit d'allocations liées au revenu, se servent moins des dispositions formelles de milieux d'accueil des d'enfants que le reste de la population (Vanpee et al., 2000), la recherche en Flandre constate également *que les enfants de familles vivant en précarité* ainsi que *les enfants de familles étrangères*, fréquentent beaucoup moins les milieux d'accueil des enfants que la population totale (Van Keer et al., 2004; Govaert & Buysse, 2004; Bettens & Buysse, 2002). Seulement 23,7% des enfants de familles étrangères et 21,7% des enfants de familles vivant en précarité fréquentaient en 2004 régulièrement les milieux d'accueil des enfants. Les enfants de familles étrangères en font le moins usage (12,7%). Remarquons toutefois qu'en contraste avec fin 2002, l'usage régulier des milieux d'accueil était en 2004 en hausse, aussi bien chez les familles vivant en précarité que chez les familles étrangères. Les enfants de parents seuls fréquentent également moins les milieux d'accueil. Au début de 2004 la fréquentation régulière était de 48%.

La recherche récente constate que l'observation de l'accessibilité réduite des parents vivant en précarité aux dispositions formelles, s'applique aussi à l'accessibilité réduite de ce groupe à d'autres possibilités d'accueils d'enfants (Ghysels & Debacker, 2007). Ce groupe de parents semble notamment également avoir plus de mal à trouver un accueil flexible que d'autres parents. Ils disent plus souvent n'avoir pas trouvé des solutions, ce qui est en partie dû aux réseaux sociaux plus faibles. Les grands-parents sont moins disponibles que chez une famille flamande moyenne. Ces constatations démontrent l'importance de l'accessibilité des accueils formels pour enfants pour ce groupe-cible.

On constate également des problèmes d'accessibilité à Bruxelles néerlandophone (Vandenbroeck & Van Nuffel, 2006). Les familles monoparentales et les parents à bas revenu n'ont pas accès au secteur indépendant à cause des prix. Ils n'ont donc à leur disposition que les instances formelles. Mais c'est justement ces groupes et les familles étrangères qui sont sous-représentés dans ces secteurs. La politique d'accueil (priorité pour qui se présente le premier, et le travail comme raison prioritaire) et la façon de chercher des parents jouent un rôle dans cette exclusion. Des familles néerlandophones avec deux parents plus scolarisées s'informent mieux et plus vite, cherchent en fonction des critères utilisées et s'inscrivent sur plusieurs listes d'attentes.

Des résultats de projets expérimentaux démontrent que la création d'une *plateforme de concertation* entre les organisations intermédiaires et les institutions d'accueil des enfants, ont un impact important dans la recherche d'une place d'accueil pour l'enfant et sa famille (VBJK, 2007 dans s.d.).

Vu ces constatations on innove actuellement l'accueil des enfants. Le but est de réaliser une meilleure accessibilité pour tous les parents et/ou le développement des trois fonctions: l'économique, le pédagogique et le social. En fonction de ce 'nouveau cadre conceptuel d'accueil des enfants' on a installé l'année précédente 16 projets-pilotes pour l'accueil des enfants (CKO's) (info: via www.kindengezin.be).

En plus les pouvoirs publics soutiennent les familles dans la combinaison emploi-famille avec le financement *d'interruptions de carrière* (par exemple le crédit-temps et le congé parental). Il faut toutefois remarquer que les familles à bas revenu ont souvent des emplois précaires qui ne permettent pas une réduction du temps de travail, ou la prise de congés (Morissens et al., 2007). Ceci est un argument supplémentaire pour préférer pour le groupe-cible *des soutiens financiers directs et/ou la création d'emplois qualitatifs* (cf. supra).

7. Conseils aux pouvoirs publics²⁷

Dans les études groupées sous ce chapitre les conseils se rejoignent. Nous résumons ci-dessous les lignes majeures.

La lutte contre la pauvreté est prioritaire et doit le rester, vu l'ampleur et le risque de consolidation de la pauvreté intergénérationnelle des enfants. Les interactions complexes sous-jacentes (par exemple entre la mise à l'emploi, le type de famille, la redistribution des transferts) nécessitent une stratégie intégrée qui surmonte les différents domaines politiques et dans laquelle les mesures pour un meilleur accès au travail et aux services de soutien (comme l'accueil des enfants et un case-management intensif) sont combinés avec des mesures de soutien sur le plan du revenu.

En ce qui concerne l'accès au travail, des mesures de renforcement de l'emploi qualitatif pour les groupes très éloignés du marché du travail, sont nécessaires. Un tel emploi contribue à la qualité de la vie de famille et agit ainsi comme un levier pour sortir de la pauvreté. Pour réaliser ceci il faut de trajets intégraux de travail et de bien-être sur mesure qui stimulent et soutiennent le groupe-cible ainsi que les employeurs et les médiateurs, et tiennent compte du contexte (familial) en son ensemble.

Les familles monoparentales sont un groupe-cible spécifique, vu la gravité du risque de pauvreté et leur nombre grandissant.

L'intégration des droits de l'enfant et, de cette façon, de la perspective du groupe-cible est urgente. Cela demande une approche de bien-être plus large qui est basée sur l'expérience des enfants mêmes.

²⁷ Nous nous limitons ici aux conseils pour les pouvoirs politiques qui sont mentionnées dans les études répertoriées.

8. Conseils pour la recherche

Dans les études que nous avons groupées dans ce chapitre, les suivants conseils sont données pour la recherche future:

- recherche de la durée et de la gravité de la pauvreté chez des familles avec enfants;
- recherche longitudinale, qui suit les enfants en pauvreté sur une plus longue période;
- plus de recherches spécifiques (comme la grossesse de jeunes mères) concernant la pauvreté intergénérationnelle;
- recherche à partir de la perspective des enfants vivant en pauvreté;
- recherche sur la situation d'enfants d'immigrés vivant en pauvreté;
- recherche sur le rôle des pensions alimentaires et leur impact sur le risque de pauvreté (tant sur l'ayant-droit, que le débiteur).

9. Recherches en cours

Un projet de budget minimum (o.l.v. Berenice Storms, Katholieke Hogeschool Kempen):

Dans ce projet, différents thèmes (alimentation, logement, soins personnels, soins de santé, vêtements, repos, relations primaires significatives, possibilités d'épanouissement de l'enfant, temps libre, mobilité, sécurité) sont élaborés, qui permettent aux personnes de vivre de façon saine et autonome. Un des éléments est un temps d'enfance en sécurité.

Puisque cette période est liée à l'âge et interfère de ce fait fortement avec d'autres éléments, on y retrouve seulement les besoins concrets qui ne valent pas pour les adultes, mais sont spécifiques pour les enfants et les jeunes. Cela signifie par exemple que la thématique d'alimentation saine contient les ingrédients et les quantités adaptés aux familles avec enfants. Que dans la thématique 'logement' on tient compte du nombre d'enfants pour le choix d'un domicile.

Avec la méthode-Delphi on étudie momentanément quels satisfacteurs relevants doivent être remplis pour que les enfants puissent grandir en sécurité et devenir ainsi des citoyens à part entière. Concrètement on recherche des satisfacteurs autour des quatre besoins suivants: (1) besoin d'amour et de sécurité, (2) besoin de nouvelles expériences, (3) besoin de louanges, de reconnaissance et de feedback positif (4) besoin d'un élargissement graduel des responsabilités. Une fois que les satisfacteurs (et le nombre et la qualité) sont définis concrètement, on peut définir le coût de moyens matériels afin de pouvoir parcourir une période d'enfance en sécurité.

Le projet eurégional *Réseau Eurégional de lutte contre l'exclusion sociale* (RECES), Eurégio Meuse-Rhin, 2005–2007 (responsable: la Croix Rouge de la Belgique, section germanophone):

La Communauté germanophone fait partie du projet eurégional RECES. Le public cible a été limité aux enfants et aux jeunes de 0 à 18 ans, avec une attention particulière pour le groupe d'âge de 0 à 12 ans et pour les enfants et les jeunes d'origine étrangère.

Les questions traitées sont les suivantes. Comment se présentent les situations de vie des enfants et des jeunes en Communauté germanophone? Est-ce que les enfants et les jeunes qui sont originaires de familles défavorisées ont d'office moins de chances de réussite dans la vie que les autres enfants et jeunes? Est-ce que les services des institutions et organisations existantes pour les différentes domaines de la vie (enseignement, famille, formation, éducation, aides à l'enfance et à la jeunesse, santé, aide sociale, logement, participation à la vie culturelle) sont suffisantes afin de pouvoir prévenir et 'éviter toute sorte d'exclusions sociales? Qu'est-ce qui manque comme service? Qu'est-ce qui est à améliorer? Y-a-t-il des moyens de prévention?

Ce travail ne se concentre pas seulement sur les aspects quantitatifs, mais engendre également les aspects qualitatifs. La publication du rapport est prévue pour fin juin 2008.

Recherche projeté d'UNICEF Belgique:

UNICEF Belgique a retenu la problématique des enfants dans la pauvreté comme une priorité dans son plan d'action et prévoit de mener une recherche sur la situation et le vécu de ces enfants en 2009-2010. L'idée est d'avoir une meilleure vue sur leur situation, de faire entendre la voix de ces enfants, de nourrir un débat de société sur la pauvreté en Belgique et de formuler des recommandations qui puissent guider les politiques pour l'amélioration de cette situation.

Pour l'instant, UNICEF Belgique n'a pas de données ou de résultats provenant d'enfants, sinon les recommandations des enfants sur la pauvreté dans le premier rapport alternatif des enfants pour le Comité des droits de l'enfant.

CHAPITRE 2

L'ÉCOLE ET L'ENSEIGNEMENT

Introduction

Aller à l'école, c'est idéalement retrouver un noyau de relations, créer des liens, apprendre, développer sa curiosité, grandir. Une recherche réalisée en 2000 portant sur les attentes des adolescents par rapport à l'école, montre que pour eux, l'école devrait être un lieu d'apprentissage, mais aussi et avant tout un lieu de vie, un lieu 'pour la vie' (EURONET, 2000:2).²⁸ Cette observation nous stimule à faire la distinction entre 'l'école' comme environnement social dans lequel et par lequel le bien-être général de l'enfant dans son environnement est influencé, et 'l'enseignement' comme bonne préparation au marché du travail. Ceci rejoint la constatation que les performances scolaires prédisent mieux l'avenir du bien-être de l'enfant que sa situation actuelle de bien-être (Hoelscher, 2006).

Les notions de citoyenneté, d'identité et d'intégration à la vie sociale sont intimement liées à celle de l'école et de l'enseignement. Les deux, école et enseignement, peuvent jouer un rôle essentiel dans la prévention des exclusions et la réduction des inégalités sociales. Mais, elles peuvent aussi cultiver des inégalités.

La performance du système scolaire et la qualité de l'enseignement dispensé dans toutes les écoles du pays, que ce soit dans l'enseignement général, professionnel ou spécial, sont en relation avec l'acquisition d'un diplôme ou d'un certificat, facteur quasiment incontournable dans la recherche d'un emploi, et par conséquent dans la reproduction de la pauvreté. Cependant, les dispositifs mis en place pour l'organisation des établissements scolaires ainsi que le mandat accordé aux enseignants déterminent les pratiques, influent sur la construction sociale et identitaire des jeunes et ont de ce fait une incidence directe sur les rapports de société et le rôle effectivement joué par l'école.

Dans la réalité, les parcours scolaires sont bien divers et les différentes études analysées *infra* sont unanimes pour relier 'pauvreté' et 'difficultés scolaires'. Passant de l'enseignement général au professionnel, technique ou spécial, redoublant fréquemment, les jeunes des milieux défavorisés finissent l'école sans maîtriser parfaitement les notions de base de l'écriture, de la lecture et des mathématiques.

²⁸ http://www.crin.org/docs/BulletinInformation11_00dec.pdf.

Ce chapitre dresse un état des lieux des différentes études examinées sur le thème 'pauvreté, école et enseignement' et présente quelques pistes de réflexions et recommandations proposées par les chercheurs pour renforcer le rôle fondamental de l'école en la matière.

Ces constatations peuvent être divisées comme suit:²⁹

- parcours scolaire: constatations;
- facteurs de handicap au niveau de chances inégales;
- facteurs de handicap au niveau des traitements égaux;
- les structures du système scolaire;
- conseils aux pouvoirs publics;
- conseils pour la recherche;
- recherches en cours.

1. Le parcours scolaire: constatations

En Belgique le système scolaire est une responsabilité des trois communautés linguistiques, et cela depuis 15 ans. On constate néanmoins que les trois systèmes scolaires sont visiblement différents et cela à plusieurs niveaux, mais que les défis pour une politique de chances égales se ressemblent de façon frappante (Morissens et al., 2007). Cette constatation générale est confirmée par les différentes études répertoriées. Premièrement, les études examinées sont unanimes pour affirmer une inégalité sociale dans l'enseignement maternel, primaire et secondaire. Deuxièmement, les études examinées sont unanimes pour relier 'pauvreté' et 'difficultés scolaires'.

1.1 L'inégalité sociale dans l'enseignement

Les études examinées³⁰ constatent des relations entre des indicateurs de l'inégalité (p.ex. la participation, le progrès, l'orientation et le rendement (obtenir un diplôme)) et des caractéristiques sociales (p.ex. socio-économique: revenu du ménage, niveau socio-professionnel des parents, niveau du diplôme de la mère, ...; appartenance ethnique-culturelle: nationalité, langue, ...; caractéristiques des ménages: famille monoparentale ou non; le sexe).³¹ Un certain nombre de

²⁹ Partiellement inspiré par Nicaise (1997a, 1997b, 2001).

³⁰ Voir et al.: Pourtois & Desmet, 2008; Hirtt, Nicaise & De Zutter, 2007; Humbeeck, 2007; Jacobs et al., 2007; OECD, 2007, 2006, 2004 & 2001; Lienard & Mangez, 2006; Hirtt, 2006; Casman, 2004; Groenez et al., 2003; UNICEF, 2002; Douterlungne et al., 2001; Nicaise 1997a & b, 2001; Visée, 2000; Kerckhofs, 1998; Hirtt, 1998.

³¹ On constate que les 'inégalités dans l'enseignement' sont plus grandes en Wallonie et à Bruxelles qu'en Flandre (Lienard & Mangez, 2006). Vu les différences semblables, décrites au premier chapitre concernant le niveau socio-économique entre les trois régions, cela peut être une indication qui confirme l'inégalité sociale dans l'enseignement en Belgique.

constatations confirment cette constatation générale d'inégalité sociale dans l'enseignement.

En Belgique, l'inégalité sociale est grande. Des études comparatives internationales, basées sur les enquêtes PISA³² constatent à chaque fois que le score pour la Belgique se situe dans la bonne moyenne, mais que les inégalités sont très grandes entre le niveau des élèves et qu'il y a une forte détermination sociale des résultats scolaires (OECD 2007, 2004 & 2001; UNICEF, 2002).

De plus on mentionne également dans un rapport récemment publié, basé sur les données PISA-2003 (OECD, 2006) qu'en Belgique les différences entre élèves autochtones et allochtones sont les plus grandes. Des analyses plus approfondies révèlent que le niveau socio-économique des élèves joue un rôle de première importance (Jacobs et al., 2007), sinon presque exclusivement (Hirtt, 2006)

L'inégalité sociale dans l'enseignement belge est caractérisée par une *sélection sociale progressive*: l'inégalité sociale commence en maternelle et augmente durant le parcours scolaire (Hirtt et al., 2007; Groenez et al., 2003). Dans l'ensemble du parcours scolaire il apparaît que les passages de la maternelle à l'école primaire, au secondaire et aux études supérieures, sont des moments pivots, i.e. 'des pierres d'achoppements'.

On constate des *différences remarquables* de sexe dans la sélection sociale progressive (Groenez et al., 2003), résumé comme suit (Groenez, 2004): 'Les garçons commencent déjà leur maternelle avec un retard comparé aux filles. Ils courent plus de deux fois plus de risques d'arriver en enseignement spécial. En enseignement secondaire, le risque d'un retard ou le risque de cascade; le risque de terminer ses études sans qualifications est nettement plus élevé pour les garçons que pour les filles. Les garçons participent moins aux études supérieures, quoiqu'ils y choisissent plus fréquemment pour des études plus longues (notamment l'enseignement supérieur à deux cycles). Le fait que le retardement des garçons peut déjà être observé en maternelle, indique que ce retardement à au moins partiellement affaire avec la culture de la famille; mais la différence est plutôt renforcée que corrigée par l'enseignement.'

1.2 Inégalités dans l'enseignement et pauvreté

Dans les études examinées la relation: inégalités dans l'enseignement – pauvreté, est surtout constatée *indirectement*. Ceci est le cas lorsqu'il s'agit de la relation avec des facteurs ou des caractéristiques sociaux qui sont étroitement en rapport avec la

³² Le 'Programme for International Student Assessment' (PISA) est un programme OECD comprenant des recherches d'évaluation internationalement standardisées auprès d'élèves de 15 ans. Actuellement on dispose des résultats concernant les enquêtes de 2000, 2003 & 2006.

pauvreté, comme un revenu familial en dessous du seuil de pauvreté, chômage ou le bas niveau de formation de la mère. Nous donnons quelques exemples à titre d'illustration.

- '21% des enfants qui vivent dans une famille avec un revenu plus bas que le seuil de pauvreté ont un retard scolaire.³³ Dans les familles avec un revenu au-dessus du seuil de pauvreté le retard scolaire est de 11% en moins' (Ghysels & Debacker, 2007: 157).
- Lorsque les enfants sont dans leur 10^{ème} année, moins de 30% des enfants d'enseignants sont en retard, c'est-à-dire ont redoublé au moins une année. Les enfants de cadres et de professions libérales sont un peu plus de 30% à connaître un retard scolaire. Les enfants d'ouvriers sont majoritairement dans le cas (55%) ainsi que ceux dont le chef de ménage est sans profession (60%) (Kerckhofs, 1998).³⁴
- L'orientation vers le technique et surtout le professionnel représente une sélection bien plus irréversible: Les enfants d'ouvriers ou de 'sans profession' sont respectivement à moins de 20% et à moins de 15% à terminer dans cette filière (Kerckhofs, 1998).³⁵
- 'L'orientation vers l'enseignement spécial et dans l'enseignement secondaire vers des filières peu qualifiantes est fréquente pour les enfants issus de milieu défavorisé. L'orientation vers les types 1, 3 et 8 de l'enseignement spécial primaire touche majoritairement les enfants de milieux défavorisés, de toutes origines. Les enfants de familles ouvrières et sous-prolétaires représentent environ 77% de la population de l'enseignement spécial. Les élèves issus des catégories socio-professionnelles défavorisées sont majoritaires et surreprésentés dans les types 1 (arriération mentale légère), 3 (troubles caractériels) et 8 (troubles instrumentaux) de l'enseignement spécial. 75% des enfants repris dans ces trois types rejoignent l'enseignement spécial vers 9 ans, après un essai infructueux dans l'enseignement ordinaire' (Visée, 2000:1).
- L'absentéisme scolaire trouve fréquemment sa cause dans un ensemble de facteurs liés à la pauvreté (ADT Quart Monde, 2003). Les difficultés à payer les frais scolaires, surtout quand elles se répètent ou perdurent, amènent souvent des problèmes pour l'enfant à l'école, qui ne sont pas dus ni à son attitude, ni à son travail, mais ont des répercussions sur ceux-ci (ATD Quart Monde, 2006: 13). 'Parfois l'absentéisme est la seule façon pour les familles et l'enfant d'éviter la honte' (ATD Quart Monde, 2006:10).
- Au terme de 11 années d'enseignement obligatoire, seulement 19% des enfants d'ouvriers ont pu rester ou se maintenir dans l'enseignement général. Les autres se répartissent à parts égales entre le professionnel et le technique. La situation est encore pire chez les enfants dont le père n'a pas de profession:

³³ Données concernant l'enseignement secondaire.

³⁴ <http://users.swing.be/aped/documents/d0056/d0056.html>.

³⁵ <http://users.swing.be/aped/documents/d0056/d0056.html>.

- 14% seulement sont restés dans le général (dont 3% en 6e, le reste a du retard) et 60% fréquentent l'enseignement professionnel (Hirtt, 1998).³⁶
- En 2000, en Communauté française, lorsque la mère a au mieux terminé l'enseignement primaire, la probabilité pour l'enfant d'obtenir un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur est de 65%. 'Cette probabilité passe à 87% lorsque la mère est diplômée de l'enseignement supérieur (court ou long), soit 34% de chances en plus de terminer avec succès l'enseignement secondaire' (Lienard & Mangez, 2006: 18).
 - Ceux qui sortent de l'enseignement sans qualifications sont surtout des jeunes des classes sociales défavorisées qui n'obtiennent jamais de diplôme qui leur donnerait accès à l'enseignement supérieur (Groenez et al., 2003). En ce qui concerne l'enseignement flamand: 'la moitié de tous les enfants dont la mère a au mieux un diplôme d'enseignement primaire, n'a pas d'accès à l'enseignement supérieur. Un sur quatre sort de l'enseignement secondaire sans qualifications. Par contre 95% des enfants dont la mère a un diplôme d'enseignement supérieur ont accès à l'enseignement supérieur. De plus l'origine socio-economique et ethno-culturelle semble avoir une influence supplémentaire sur la décision de participer ou non à cet enseignement (à condition d'y avoir accès)' (Groenez, 2004).

En second lieu la relation entre les inégalités dans l'enseignement et la pauvreté est également observée de façon *directe*.

Quatre petits échantillons d'enfants de familles belges vivant dans la pauvreté persistante,³⁷ illustrent que la situation dans l'enseignement du groupe de personnes vivant dans la précarité est pire encore que la situation des groupes les plus bas selon les différentes caractéristiques socio-économiques de la famille (i.c.: profession du père, diplôme de la mère, revenu mensuel net) (Nicaise, 2001: 3-4): '64% des élèves de l'enseignement primaire et secondaire avaient au moins une année de retard, 30% deux ans ou plus, et environ un sur trois était arrivé dans l'enseignement spécial, ce qui signifie que le risque d'arriver dans l'enseignement spécial est cinq à six fois plus élevé chez les enfants pauvres que pour l'enfant moyen flamand.'³⁸

³⁶ <http://users.swing.be/aped/documents/d0056/d0056.html>.

³⁷ Le premier échantillon était étudié dans le cadres d'une recherche sur les contacts avec l'Aide à la Jeunesse (région flamande) (Nicaise & De Wilde, 1995); le deuxième dans le cadre du Rapport Général de la Pauvreté (ATD-Vierde Wereld et al., 1995). Deux autres échantillons comprennent des familles vivant en pauvreté en Région Wallonne (ATD-Vierde Wereld, resp. en 1994 et 1996, non-publié). L'ensemble des échantillons contient des données de 243 enfants de primaire et de secondaire.

³⁸ La population d'élèves dans l'enseignement spéciale en Flandre égale 3,6% de la population écolière totale.

1.3 La signification, l'expérience vécue et les conséquences des difficultés à ou avec l'école

Derrière les chiffres concernant les inégalités dans l'enseignement (retard scolaire, (ré)orientations, ...) se cachent des processus qui vont de pair pour les élèves concernés avec des changements (parfois très incisifs) dans leur monde vécu. Le vécu et la signification de 'difficultés à ou avec l'école) et/ou la relation de ceci avec le bien-être psychique sont, de temps à autre, thématiques dans la recherche quoique cette thématique n'est pas faite en relation avec le contexte socio-économique (i.e. pauvreté) des élèves concernés. Les inégalités sociales constatées dans l'enseignement mènent en effet à l'hypothèse que les résultats de ces études n'ont pas seulement 'aussi' mais peut-être 'surtout' trait au groupe 'd'enfants vivant dans la pauvreté'. Quoique ces études se trouvent en dehors de l'optique de cet inventaire et ne sont donc pas inventoriées systématiquement, nous en présentons pourtant quelques résultats.

Premièrement on constate que différents types d'exclusion constatés au niveau de l'école, concernent *des réalités diverses*. 'Parfois on évoque à travers cette notion un problème de rentabilité scolaire, des cotes faibles et insuffisantes pouvant mener au redoublement, voire l'abandon scolaire. Cette expression peut aussi vouloir dire exclusion physique, écartement temporaire ou définitif signifié à l'élève par l'établissement scolaire où il est inscrit. Mais, l'exclusion scolaire renvoie aussi au vécu intérieur des élèves qui se sentent mal intégrés ou acceptés dans un lieu, une micro-société, où ils sont tenus de passer de nombreuses heures dans la proximité, voire la promiscuité d'autres jeunes et adultes et d'y être attentifs, productifs, actifs et calmes à la fois' (Born, 2005: 1).

En second lieu on constate que 'des difficultés à ou avec l'école' et les (ré)orientations ou décrochages qui les accompagnent, entament négativement le *bien-être (psychique)*.

- 'Les problèmes de fréquentation scolaire se rattachent habituellement à un mal-être du jeune au sein de l'école. Il peut toucher les jeunes aussi bien au niveau de son apprentissage (échecs scolaires, réorientations multiples, démotivation, etc.) que sur un plan personnel (expression de manque de confiance en soi, d'incapacité à dépasser ses problèmes ou encore d'anxiété, etc.) ou relationnel (sensation d'être différent des autres élèves, difficulté de respecter les règles en classe, sentiment d'être exclu par certains professeurs, etc.).' (Piette, 2003: 98)³⁹

³⁹ L'étude analyse d'une part des entretiens individuels réalisés auprès d'un groupe de 35 jeunes ayant abandonné la scolarité, et d'autre part des questionnaires réalisés auprès d'un groupe de 567 jeunes issus de formation à horaire réduit (CEFA 48,1%, apprentissage des Classes Moyennes, 47,2%) et fréquentant des associations pour jeunes, maisons de jeunes, et d'Aide en Milieu Ouvert (AMO), 4,7%.

- L'exclusion sociale constitue un terrain favorable à la victimisation et un terrain défavorable au bien-être et au développement personnel. 'L'exclusion entrave également le développement des relations interindividuelles et sociales harmonieuses comme le fonctionnement même de l'institution scolaire et de ses missions.' (Born, 2005: 1)

On rencontre également un *manque d'un encadrement adapté en milieu scolaire ou en milieu extra-scolaire*, leur permettant d'être maintenus ou réintégrés dans l'enseignement ordinaire. (Visée, 2000: 1)

2. Facteurs de handicap liés à l'inégalité des chances

'L'(in)égalité des chances renvoie à des facteurs matériels, physiques, sociaux et culturels qui peuvent influencer positivement ou négativement les performances des élèves dans l'enseignement (santé physique et mentale, développement préscolaire au plan psychomoteur et langagier, les potentialités (*draagkracht*) pédagogiques de la famille, confort matériel, le capital culturel, les réseaux relationnels, etc.). Ces facteurs sont exogènes au système de l'enseignement, mais la politique de l'enseignement peut, oui ou non, intervenir pour compenser ces facteurs lorsqu'il est clair que les chances sont inégalement réparties.' (Nicaise, 2001: 9)

2.1 La culture familiale et le bagage éducatif des parents.

Dans les différentes études on trouve la *différence culturelle entre la maison et l'école*, comme un facteur qui peut co-déterminer les inégalités dans les trajets scolaires des enfants vivant dans la pauvreté.

En ce qui concerne les aspirations des parents par rapport au parcours scolaires de leurs enfants, plusieurs études sociologiques constatent qu'elles diffèrent en effet selon le contexte social, mais quelles sont toujours plus élevées que ce qui se voit réalisé par après (Cliquet & Ryelandt, 1974; Verhoeven & Kochuyt, 1995). On en conclut que ce ne sont certainement pas les attentes trop basses des parents vivant en précarité, qui freinent le parcours scolaire de leurs enfants. On affirme que ces parents soulignent au contraire la nécessité d'un parcours scolaire réussi, en référence à leur propre échec scolaire et leur pauvreté actuelle (Nicaise, 1997a).

Cela n'empêche que dans les études répertoriées, l'on trouve bien des différences (plus ou moins déterminantes) entre la culture à la maison et celle à l'école, de même que des messages ambivalents dans la culture familiale.

- Il existe de nombreuses différences dans les valeurs et dans la relation entre la culture des familles défavorisées et les exigences de la culture scolaire. Ce sont deux manières différentes d'interpréter le monde. Ces différences relationnelles peuvent contribuer à créer pour les familles populaires des inégalités dans les trajectoires scolaires des enfants (Lienard & Mangez, 2006: 24).

- ‘Les familles vont susciter chez les enfants ou bien un sentiment de familiarité et de positivité à l’égard de l’école ou bien, au contraire, un sentiment d’étrangeté, voire de rejet, sentiment qui favorisera ou non l’adaptation scolaire de l’enfant’. (Pourtois & Delhay, 2008: 6)
- En examinant la dimension trans-générationnelle du temps dans la pauvreté et l’exclusion sociale, on constate que les parents disent à leurs enfants ‘Réussis mieux que nous’, mais aussi ‘ne te crois pas mieux que nous et ne nous laisse pas tomber’. Ceci peut paraître une double contrainte familiale, mais elle ne le sera que si il est impossible d’en parler. Fontaine (2002: 192) reprend le terme ‘simple bind’ ou simple contrainte de Hoffman. Contrainte dont on sort par un ‘saut’, un changement discontinu; pas un changement en plus ou moins, mais un changement dans la façon d’être, comme l’on voit par exemple lors du passage de l’enfance à l’adolescence: non seulement l’enfant a grandi, mais à un moment, l’on ne voit plus l’enfant, mais la jeune fille. De même, dans des familles défavorisées, de façon discontinue sous l’influence d’un instituteur et de la famille peut apparaître, se révéler, un écolier. Dans quel genre de familles? Nous verrons que c’est dans des familles, où les liens familiaux se discutent plus facilement.

Pourtois (2004: 200-210), en effet, étudie le lien entre l’éducation familiale implicite et la réussite scolaire, dans des familles dont les parents sont peu scolarisés. Il l’analyse en fonction de son paradigme des douze besoins. Nous ne reprenons ici, comme exemple, que les trois besoins liés à l’affectif, mais les besoins cognitifs, sociaux et de valeurs jouent également.

Dans les familles qui favorisent la réussite, les parents disent leur *attachement*, mais il est dynamique, il peut être remis en cause, sans toutefois briser le lien fondamental qui unit les membres. Une composante dialectique est présente. Quant au besoin d’*acceptation*, il est pris en compte, mais pas pour autant exempt de signes de rejet. Ainsi les mères peuvent refuser de faire des cadeaux. Ce processus composite et dialectique favorise le développement de l’enfant. Pour l’*investissement*, les parents discutent avec les enfants du choix de métier et développent un projet professionnel pour ceux-ci.

Dans les familles qui favorisent moins la réussite: Pour l’*attachement*, les parents parlent plus de leur crainte de détachement et l’autonomisation de l’enfant pose problème. Pour l’*acceptation*, ils acceptent toujours l’enfant et ses réalisations. Pour l’*investissement*, ils sont moins ambitieux, n’ont pas de projet professionnel pour leur enfant et ils sont plus défaitistes.

On constate, que l’éducation implicite joue ‘en sourdine’, avec force et prégnance sur le développement de tout individu. Notre capital incorporé d’habitudes fixe des contraintes sévères au mouvement d’ouverture de nos actions. Ainsi s’installent des logiques familiales spécifiques (des théories implicites de l’éducation) créées par cette mémoire sociale incorporée. En

réalité, les expériences laissent des traces indélébiles qui, au fil du temps, forment l'identité de la personne (Pourtois & Desmet, 2008: 34).

En plus on souligne l'importance du *bagage éducatif restreint* des parents

L'accompagnement des études est forcément limité dans des familles vivant en précarité à cause du bagage scolaire limité des parents. Des parents illettrés peuvent bien stimuler leurs enfants d'investir du temps et de l'énergie dans leurs études, mais ils ne peuvent pas les assister (Verhoeven & Kochuyt, 1995).

On note également que ces limitations ne sont pas compensées par le fait que leurs parents sont plus à la maison à cause de leur grande inactivité économique (Nicaise, 1997a & b). Les observations pointent paradoxalement dans la direction contraire. 'Même si on décompte les autres influences, on constate à chaque fois l'effet négatif de l'inactivité économique des parents sur les performances scolaires des élèves. Et cela d'autant plus lorsque le parent est moins scolarisé, ou lorsque les deux parents sont inactifs à l'extérieur' (Nicaise, 1997a: 5).

2.2 Autres facteurs contextuels

Sur base de différentes recherches (Tratsaert, 1994; Verhoeven & Kochuyt, 1995; Elchardus et al., 1995), on peut retenir les facteurs contextuels (interdépendants) suivant avec une influence négative (Nicaise, 1997a & b):

- le déficit cumulé de la santé des enfants et des jeunes en précarité;
- un capital social instrumental restreint des familles en précarité;
- l'instabilité du contexte familial (déménagements fréquents et ruptures relationnelles);
- chômage;
- stress;
- situations de crise.

2.3 Les coûts de l'enseignement

Un sondage des coûts scolaires est régulièrement effectué (Cossey et al., 1993; Denys, 1987; Dewaele, 1987; Van Hooreweghe et al., 1989; Nicaise et al., 1990; Bollens et al., 2000; Verhaeghe et al., 2000; Fripont et al., 2001; Bollens & Vandeputte, 2007). Les résultats démontrent que la *gratuité de l'enseignement est un mythe*, puisque les frais de déplacement, d'outillage scolaire, des livres et des cahiers, des activités obligées extra-scolaires, et al., sont souvent dévolus vers les parents. (Nicaise, 2001).

De plus on constate que le coût de l'école est en augmentation progressive au fil de la scolarité de l'élève. Si on classe les frais scolaires en obligatoires, facultatifs et libres on remarque qu'en maternelle et, surtout, en primaire et secondaire, les frais perçus comme obligatoires sont largement dominants (respectivement 52%, 66%,

72%) et représentent une part croissante du budget tout au long de la scolarité. De leur côté, les frais perçus comme facultatifs (31%, 20%, 15%) diminuent en importance et les frais libres (17%, 14%, 13%) restent relativement constants dans le budget des parents au fil des niveaux d'enseignement (La Ligue des familles, 2005: 19).

Que les coûts de l'enseignement causent des *problèmes pour les moins favorisés* se confirme dans diverses études inventoriées, et cela aussi bien pour les frais directs qu'indirects.

Les parents *économisent* en premier lieu sur les activités extra-scolaires (Van Hooreweghe et al., 1989) ou gardent leurs enfants à la maison lorsqu'ils ne peuvent plus payer certaines factures (Verhoeven & Kochuyt, 1995).

Cette situation est source de *tension et de conflit entre familles, enfants et écoles* (ATD Quart Monde, 2005 & 2006; CODE, 2007; Ligue des droits de l'enfant, 2007).

En outre il apparaît que les frais élevés, sont pour certaines familles avec enfants qui doivent vivre d'un revenu trop bas, forment toujours encore un empêchement pour permettre à leurs enfants de continuer leurs études (Storms, Légar & Bonroy, 2007).

Des analyses économétriques montrent que les chances à la participation à l'enseignement poursuivi est aussi freiné significativement par le seuil financier que forme les coûts indirects (Nicaise, 1997c & 2002). Le coût indirect – être privé d'un revenu aussi longtemps qu'on est à l'école – est plusieurs fois plus élevé que le coût direct (Nicaise, 2001). Même en tenant compte des allocations diverses, comme les allocations familiales, une diminution des impôts et d'éventuelles bourses d'études, chaque année scolaire signifie un investissement considérable.

Dans diverses études on remarque un certain nombre de bonnes pratiques dans des écoles. A Anvers par exemple, on a rédigé un code avec dix principes concrets, et ceci dans le cadre d'un projet SIF 'Opportunités dans l'enseignement' ('Kansen in het onderwijs'), et en collaboration avec le Centrum Kauwenberg, Recht-Op et un nombre d'écoles (voir: Vooruitgangcongres, 2002). Plusieurs écoles ont entre-temps souscrit à ce code (Ruelens & Nicaise, 2004).

Il est toutefois difficile de généraliser ces bonnes pratiques à l'ensemble des écoles (Lejeune, 2007: 48). Toutes les écoles ne peuvent pas s'appuyer sur les mêmes moyens d'action et n'ont pas les mêmes possibilités de solliciter la participation financière des parents car la situation culturelle et socio-économique des parents d'élèves est très diverse. La situation culturelle et socio-économique des parents d'élèves, ne place pas les écoles sur un pied d'égalité. 'Le seuil critique au-delà duquel les directions savent qu'elles ne peuvent plus solliciter la participation financière des parents diffère d'une école à l'autre' (Lejeune, 2007: 48).

3. Facteurs de handicap liés à des traitements inégaux

'Un traitement (in)égal renvoie aux discriminations, existantes ou pas, conscientes ou pas dans l'enseignement lui-même (certains préjugés culturels, communications qui sont socialement déformées, barrières linguistiques ou ethniques, des visions d'avenir ou curricula socialement déformés, ségrégation sur base de niveau d'intelligence- ou de performance, etc.).' (Nicaise, 2001: 9)

On constate que le *QI* ou autres scores diagnostiques, qui sont en grande partie le produit du contexte social, peuvent mener à des stigmates individuels du à une interprétation fautive, qui causent des décisions d'orientation quasi-irréversibles. Pour des enfants d'allochtones il y a en plus des problèmes linguistiques et des différences culturelles supplémentaires. De plus en plus les PMS se rendent compte de la déformation que tout ceci effectue dans les tests diagnostiques: des solutions pertinentes ne sont pas encore disponibles. (Nicaise, 1997a et 2001)

Beaucoup d'autres formes de discrimination sociale ont affaire à l'*information socialement déformée*, qui est inconsciemment traduite dans des préjugés et dans des comportements discriminatoires. (Nicaise, 1997a)

Envoyer les enfants des classes défavorisées vers l'enseignement technique ou professionnel n'est pas tellement basée sur une image positive de leurs capacités et intérêts mais sur la mesure dans laquelle ils échouent dans le plan dominant de l'enseignement. Ainsi l'hierarchie sociale est traduite en hiérarchie cognitive et professionnelle. (Nicaise, 1997a en 2001)

Des recherches et des études sont menées sur les *relations problématiques entre familles défavorisées et l'école*. On constate que des différences de normes, de langage, de manières d'interpréter le monde et de concevoir l'éducation de la petite enfance sont souvent la source de tensions et d'incompréhensions. (Verhoeven & Kochuyt, 1995; Mangez et al., 2002; Pourtois & Desmet, 2008)

Que les élèves vivent ce même processus, apparaît clairement dans la recherche sur *vulnérabilité sociale, expérience scolaire, et délinquance* (Vettenburg, 1988).⁴⁰ Les résultats de cette recherche confirment la thèse centrale de la théorie sur la vulnérabilité sociale de la manière suivante: on constate que la vulnérabilité à l'école va de pair, dans l'interaction journalière, avec les caractéristiques culturelles de la famille de l'élève. Plus spécifiquement on constate que la façon d'interagir avec le jeune, ainsi que les attentes de l'enseignant par rapport au jeune (a) covarient avec les caractéristiques culturelles familiales des jeunes et (b) influencent le comportement problématique du jeune. Plus la relation est émancipatoire, moins elle est vécue comme blessante, et moins les jeunes commettent des comportements problématiques. Dans les interactions journalières en classe, le *modèle émancipatoire*

⁴⁰ Information venant d'une interview d'expert avec Prof. Dr. Nicole Vettenburg.

s'applique pourtant beaucoup plus chez des *élèves de l'enseignement général (ASO)*, que chez des *élèves de l'enseignement secondaire professionnel (BSO)*, et plus chez les garçons que chez les filles.

Ces mécanismes blessants peuvent donner lieu à de la délinquance mais aussi à beaucoup de *processus qui entravent le bien-être et le développement personnel* (par exemple dégoût de l'école, décrochage scolaire, image de soi négative, ...) et ces processus peuvent se jouer aussi bien à l'école que dans d'autres contextes d'interactions (par exemple les mouvements de jeunesse et les services d'aide aux jeunes et les services d'aide et de soin).

Plusieurs recherches et recherches-actions visent à mieux comprendre et à améliorer les relations école (c.q. enseignants) – élève et école (c.q. enseignants) – famille et proposent en même temps des actions et des recommandations.

- Le partenariat éducatif entre les enseignants et les familles défavorisées par la stimulation du partenariat école-famille. Sensibilisation et formation des enseignants à la pédagogie familiale. (Pourtois et al., 2008: 38)
- Depuis quelques années une recherche – une collaboration entre l'Université de Gent (prof. dr. A. Buysse, Onderzoeksgroep 'Family Studies') et l'Ecole des Hautes Etudes West-Vlaanderen (C. Barbez, Departement Vesalius-Hiss) – est en cours sur les enfants vivant en pauvreté et leurs familles dans le cadre de Katrol. Katrol est un projet social préventif à Ostende, qui veut améliorer les chances de réussite des enfants en école primaire. Le Katrol offre aux enfants de la dernière maternelle et de la première et deuxième année primaire qui répondent aux indicateurs GOK (Gelijke OnderwijsKansen: chances égales dans l'enseignement), à leur domicile, et cela de façon libre et gratuite, un soutien pédagogique et une aide pour les études. Ainsi non seulement les enfants mais aussi les parents sont impliqués dans le travail pour l'école. Ce soutien est livré par des étudiants dans leur formation d'enseignant, d'infirmière sociale, de psychologie appliquée et de travail social. La recherche comprend les attentes et les expériences des parents, la participation des parents, le rôle de la personne clé, une évaluation du fonctionnement de la famille et des résultats d'études avant et après la recherche-action, la relation pauvreté et bien-être à l'école, l'image de soi des enfants vivant ou non en pauvreté, les difficultés qu'on rencontre près des enfants allochtones dans le processus de soutien aux études. Jusqu'à maintenant, la recherche a résulté dans un nombre de mémoires de licence qui doivent encore être publiés. Le but est néanmoins d'employer les résultats pour des recherches plus poussées concernant la prévention pour les familles/enfants vivant en pauvreté.
- Objectif préventif: par l'approche de *co-éducation*, qui cherche à associer les structures sociales et pédagogiques aux parents pour éduquer ensemble les enfants (Balsamo et al., s.d.: 4). Des séances sont organisées sous la forme de groupes d'échange et d'écoute (Groupe de parole). Les parents se sont interro-

gés sur les relations école/famille et sur l'éducation des enfants. L'animateur invitait les parents à mettre en évidence les besoins psychosociaux⁴¹ de leurs enfants ainsi qu'à exprimer leurs propres besoins comme adultes et parents (paradigme théorique des douze besoins/quatre dimensions: affective, cognitive, sociale et idéologique). Des actions visant la co-éducation ont été mises en place par les enseignants:

- l'accueil des parents à l'ouverture de l'école;
 - l'implantation d'un espace consacré à la lecture et aux jeux interactifs pour les enfants et les parents;
 - un tutorat-monitorat au sein de classes de primaire.
- Analyse des manières de structurer l'école et les relations école – familles (Mangez, Joseph & Delvaux, 2002: 127). Cette recherche étudie la problématique de l'inscription et la fréquentation de l'enseignement maternel en mettant davantage l'accent sur les relations famille-école, de manière à ce que l'école soit perçue et vécue par les familles défavorisées comme un lieu positif selon leurs propres critères.
 - Analyse du discours des parents (ATD Quart Monde 2003; Boigelot, 2003). Ces études présentent une série d'observations portant sur la communication entre l'école et les familles, réalisées à partir de l'analyse des récits des parents vivant dans une situation de pauvreté:
 - les adultes gardent très fréquemment un mauvais souvenir de l'école;
 - ils ont un faible niveau de scolarité;
 - ils ont un faible niveau également en lecture et écriture;
 - les étrangères ont peu de connaissance de l'école ici.

On constate que ces parents attendent de l'école 'qu'elle soutienne et respecte leurs enfants, qu'elle les valorise tout en permettant à ces enfants de rester fiers de leurs parents et de leurs familles, qu'elle reconnaisse les difficultés de la vie dans la pauvreté et qu'elle s'émerveille du combat mené au quotidien par ces familles pour un avenir meilleur. Ils aiment les rencontres conviviales et informelles à partir desquelles naît le dialogue 'parents – enfants – école', conditions indispensables à la bonne intégration scolaire. (Boigelot, 2003: 25)

- Valorisation des compétences éducatives des familles en pauvreté: développement des modèles d'évaluation des pratiques familiales et des outils. Le but est de concevoir le 'monde vécu' des familles de milieu défavorisé. Les travaux de CERIS indiquent comment les compétences éducatives se manifestent dans les familles précaires, même si elles s'expriment différemment. 'Pour mobiliser ces ressources familiales il est nécessaire de comprendre comment elles les expriment au quotidien' (Humbeeck, s.d.a: 124).

⁴¹ Modèle des besoins: Pourtois & Desmet, 2003.

- Analyse des média de communication entre les parents et l’enseignant: le bulletin, les devoirs, le journal de classe, ... (Balsamo, Humbeeck, & Lahaye, s.d.: 22)
- Expériences d’intégration sociale des élèves socialement vulnérables et de leurs familles. Ces projets ‘visent à augmenter les chances des jeunes en termes d’études, d’autres ont pour but de leur fournir un aperçu de la culture, autres cherchent à améliorer les relations entre l’école, le voisinage et les parents. Plusieurs activités sont organisées, tels que l’encadrement à domicile, l’élaboration des livres de lecture, la création d’un site Internet, l’encadrement individuel, des programmes de formation, l’élaboration d’une présentation théâtrale, d’un journal scolaire, d’un programme radio, d’un montage vidéo, ...’ (Vettenburg & Gavray, 2003: 25)

4. Les structures du système de l’enseignement

Dans la recherche comparative internationale, les résultats de l’enquête PISA de plusieurs pays européens sont comparés entre eux et aussi mis en relation avec les structures de leur système d’enseignement (Hirtt, 2003; Hirtt et al., 2007). On constate que les pays avec la plus grande inégalité sociale à l’école sont ceux dans lesquels il y a des formes d’enseignement hiérarchisé avec des mécanismes de marché semi-libre (‘la liberté de l’enseignement’) et avec un sous-financement de l’enseignement primaire. Le système d’enseignement en Belgique qui est caractérisé par une grande inégalité sociale, accumule ces trois caractéristiques.

5. Conseils aux pouvoirs publics

Il semble souhaitable d’abord que les objectifs sociaux de l’enseignement seraient clairement explicités. Pour cela on doit faire une distinction entre ‘chances égales’ (à l’entrée), ‘traitement égal’ (absence de discrimination) et ‘résultats égaux’ (dans le résultat final). (Nicaise, 2001)

5.1 Une politique de chances égales

Dans les études inventoriées, que nous avons groupées sous ce chapitre, il y a des redondances partielles concernant une politique de chances égales. Nous les résumons ci-dessous:

- l’élaboration de *programmes de stimulation préscolaires* pour les enfants des milieux défavorisés. Pour cela il est souhaitable de mettre sur pied des projets de collaboration entre l’école maternelle et Kind & Gezin (ONE), afin de prévenir du retard avant et pendant la maternelle, en étroite concertation avec les parents (Nicaise, 2001);

- si on veut que les enfants démarrent à l'école primaire avec plus de chances égales, il faut veiller à ce que tous les enfants soient préparés à une participation active en école primaire. Rendre obligatoire la maternelle peut faire avancer l'âge d'entrée effective des élèves en maternelle (Groenez, 2004);
- *des actions à l'égard des parents de milieux défavorisés:*
 - augmenter les ressources des parents appartenant aux milieux défavorisés de façon à favoriser la création des relations de confiance par la valorisation et la reconnaissance des apports et des manques de chacune des parties (école-enseignants et parents) (Lienard & Mangez, 2006: 121);
 - valoriser les compétences éducatives des familles en pauvreté (Humbecq, s.d.a:124);
 - co-éducation où parents et enseignants prennent ensemble les enfants en charge et se forment mutuellement (Balsamo, Humbecq, & Lahaye, s.d.:4);
 - mobiliser des acteurs extérieurs au champ de l'enseignement (éducation permanente et services sociaux). Partenariat et articulation entre:
 - les institutions scolaires, les services pédagogiques, les services sociaux et les universités (Balsamo, Humbecq, & Lahaye, s.d.: 45);
 - le milieu scolaire y compris les centres psychosociaux, les PMS, ... pour mieux répondre aux requêtes des familles: logement social, assistance sociale, formations du FOREM et de l'ORBEM, associations et mouvements (Lienard & Mangez, 2006:32).
- une offre de services, plus large et plus *multidisciplinaire* à ces élèves tout au long de leur parcours scolaire (soins de santé, projets culturels, sport, soutien familial, aide à la jeunesse). L'objectif de ces initiatives est surtout le renforcement du potentiel pour le développement de l'enfant et la création d'un milieu d'apprentissage plus solide 'autour' de l'école (Nicaise, 2001) cf.: concept de 'école large' (Pirard, Ruelens & Nicaise, 2004) et 'Ecole +' (www.school-ecole-plus.be) (Ruelens et al., 2005);
- *l'enseignement obligatoire gratuit* (Art. 24, § 3 de la Constitution belge) doit rester un objectif prioritaire pour l'ensemble des acteurs concernés par la gratuité de l'enseignement;
 - jusqu'à une certaine hauteur, les écoles peuvent eux-mêmes s'attaquer au problème, en réduisant les coûts au minimum, en élaborant des arrangements d'acompte en cas d'accident, en permettant la répartition dans le temps des paiements, etc. (Ruelens & Nicaise, 2004);
 - cela suppose une définition plus claire des postes de dépenses qui ressortent sous la gratuité, des moyens de fonctionnement plus grands, et des bourses d'études (beaucoup) plus élevées (Nicaise, 2001);
 - la Ligue des Familles plaide pour le refinancement différencié: la Communauté française doit renforcer son effort de refinancement des écoles maternelles, primaires et secondaires, en privilégiant celles qui en ont le plus besoin. Les chercheurs responsables de l'enquête de la Ligue des

Familles (2006) concluent: 'Vouloir reproduire les pratiques des uns dans les contextes des autres, ce serait faire fi du fonctionnement de notre système scolaire et de la concurrence entre les écoles qu'il induit; tous deux entravent le développement systématique des initiatives positives des écoles' (Alter Echos, 2007: 2). Emily Hoyos plaide 'pour une action politique 'fine et différenciée' en fonction de la position de chacune des écoles, pour lutter contre la concurrence entre écoles' (Alter Echos, 2007: 2);

- la CODE, propose une série de recommandations, dans la perspective des droits de l'enfant, et dans la lignée de celles proposées par la Ligue des familles. La CODE demande aux autorités politiques:
 - de mettre tout en oeuvre pour permettre aux familles de disposer de moyens financiers suffisants pour couvrir l'ensemble des frais qui résultent de la scolarité des enfants;
 - d'accompagner les établissements scolaires dans la recherche d'outils de communication autour du coût scolaire (transparence, facturation) en vue de réduire les dépenses à charge des familles;
 - d'encourager les établissements scolaires à favoriser le dialogue autour de la participation financière des familles par un discours d'ouverture affirmant qu'il est possible d'en parler, qu'un interlocuteur (directeur, instituteur) peut les entendre et, qu'ensemble, ils peuvent chercher des solutions (par exemple, s'il existe une 'caisse de solidarité') (CODE, 2007: 11).

5.2 L'égalité face à l'école

En ce qui concerne une politique de traitement égal, on peut énumérer les conseils comme suit:

- une politique de traitement plus égal face à l'école exige un processus difficile d'intégration culturelle (dans les deux sens) entre l'école et les milieux familiaux divers (Hirtt et al., 2007). Cela commence par une meilleure communication entre l'école et les parents:
 - l'école ne doit pas être uniquement l'expérience de la culture dominante, mais une culture ouverte (Fontaine: communication personnelle);
 - a coté de contacts directs et personnels à la porte de l'école ou pendant des visites à la maison, il est sans aucun doute aussi nécessaire d'élaborer et de reconnaître structurellement 'l'animation école-communauté (schoolop-bouwwerk) (Nicaise, 2001);
 - une meilleure sensibilisation et formation des enseignants aux publics éloignés de la culture scolaire. (Balsamo, Humbeeck, & Lahaye, s.d.: 23);
 - des actions dans les écoles pour apprendre à connaître la culture des groupes socialement faibles et apprendre à les valoriser comme variante culturelle. Des organisations à l'extérieur de l'école (entre autres le travail de soutien social, des centres d'intégration, des mouvements quart monde,

- etc.) disposent d'un grand know how, ce qui justifie une collaboration étroite avec ces instances. (Vettenburg);
- accorder plus d'importance au rôle de médiateur des institutions sociales et éducatives (Balsamo, Humbeeck, & Lahaye, s.d: 46).
 - le traitement égal des élèves socialement défavorisés ne pourra être réalisé en classe qu'en réformant fondamentalement *la formation des enseignants*:
 - en premier lieu le personnel enseignant doit apprendre à reconnaître les inégalités sociales et à les interpréter. Le comportement et les difficultés d'apprentissage éventuelles doivent pouvoir être mis en relation avec leur réalité sociale, et les différences de culture éventuelles doivent pouvoir être surmontées par une meilleure collaboration entre l'école, les parents et l'environnement de l'élève (Vettenburg & Nicaise, 2001);
 - une meilleure sensibilisation et formation des enseignants aux publics éloignés de la culture scolaire. L'action à mener vis-à-vis des enseignants pourrait consister à leur apprendre à connaître et comprendre l'ethos domestique qui est souvent au coeur de la culture des parents défavorisés et les raisons objectives (conditions de vie) qui les conduisent à adopter un tel ethos (Mangez, Joseph & Delvaux, 2002: 118);
 - une augmentation des ressources culturelles et sociales des enseignants sur les perceptions des familles issues de milieu défavorisé (semestre sabbatique) ((Lienard & Mangez, 2006: 31);
 - donner des ressources aux parents - L'action à l'égard des parents de milieux défavorisés nécessite en partie la mobilisation d'acteurs extérieurs au champ de l'enseignement (notamment éducation permanente et services sociaux) et exige, au niveau des décideurs, une coopération interministérielle (Mangez, Joseph & Delvaux, 2002: 121);
 - une meilleure intégration dans la formation initiale et continue: formation à l'interculturalité, déconstruction des stéréotypes et mise à distance des représentations spontanées sur l'échec et la réussite scolaire (Humbeeck, s.d.a: 124).
 - en plus des réformes structurelles de l'enseignement sont nécessaires:
 - réduire l'influence du marché dans l'enseignement. Le 'droit à l'inscription' et la facture maximale sont des étapes dans cette direction. En plus on peut penser à un renforcement et à une plus forte précision des termes finales, ou d'une réglementation plus centralisée des curricula. (Hirtt et al., 2007). On doit également penser à des formules d'organisation d'inscription dans laquelle le mélange social est amélioré dans toutes les écoles;
 - une élaboration plus poussée de l'enseignement *inclusif* (Nicaise, 2001);
 - à cause de la relation pertinente entre l'âge de la première sélection et l'inégalité sociale dans les résultats à l'école (plus jeune se fait l'orientation dans les études, plus mauvais est le résultat): des réformes sur le plan pédagogique et sur le plan du curriculum, et al. un *enseignement compréhensif* et la *déconstruction du système de cascade*. La différenciation vers des

orientations d'études spécifiques doit être résolument différé vers le deuxième ou même le troisième degré de l'enseignement secondaire. Le tronc commun du curriculum doit être en même temps moins académique, plus expérientiel, technique et instrumental. Si il faut différencier entre les formes d'enseignement, ce n'est pas l'enseignement général qui doit être renforcé, mais l'enseignement professionnel (Hirtt et al., 2007; Nicaise, 2001);

- une condition indispensable pour une orientation plus positive est le *renforcement et la valorisation de l'enseignement professionnel* (Groenez, 2004; Groenez et al., 2003).

5.3 Résultats égaux

Cela veut dire que pour éliminer l'inégalité sociale à la fin des études le plus possible, on fait une politique forte de discrimination positive, des investissements supplémentaires dans les jeunes de milieu défavorisé, pour éliminer les différences sociales initiales entre élèves (Nicaise, 2001).

Plus ponctuelles:

- envisager 'une durée plus longue que la norme du cycle maternel-primaire, pour favoriser l'égalité de résultats quant au niveau et quant à la qualité des connaissances. Les enfants de familles défavorisées connaissent fréquemment dans leur parcours préscolaire et primaire une double inégalité: d'une part les années de retard dues au redoublement et d'autre part un niveau et une qualité des connaissances pas nécessairement suffisants, malgré la durée prolongée du parcours à l'école maternelle et primaire' (Lienard & Mangez, 2006: 31);
- il est de la plus haute importance d'éviter des retards en école primaire et en ce sens d'investir dans une *bonne politique d'élargissement de soins ou de soutien (zorgverbredingsbeleid)* (Groenez, 2004);
- renforcer les mesures de *remédiation* et de prise en charge par l'école face au retard scolaire dans le primaire et au décrochage scolaire (ATD Quart monde, 2005).

6. Quelques thèmes proposés pour de futures recherches

- Des données socioéconomiques, démographiques et culturelles au sujet des adolescents.
- Analyse détaillée du parcours des décrocheurs.
- L'enseignement spécialisé.
- Recherche qualitative des différences de sexe constatées dans les processus d'exclusions

7. Recherches en cours

Au-delà de la méritocratie? Explications pour la persistance des inégalités sociales dans l'enseignement (Recherche doctorale de Steven Groenez, promoteur Prof. Dr. Ides Nicaise, K.U.Leuven):

Au coeur de ce projet de recherche se situe la persistance de l'inégalité sociale dans l'enseignement. Un premier volet dresse une image de l'évolution de la relation entre l'origine sociale et le niveau d'enseignement atteint dans une perspective à long terme. Dans un deuxième volet on va à la recherche d'explications de la persistance de l'inégalité sociale. A côté de l'influence des quatre sources de biens (financière, matérielle, sociale et culturelle) on examine également l'influence de la différentielles de l'orientation dans l'enseignement sur le développement des compétences cognitives et non-cognitives et la réussite finale. Un troisième volet étudie les conséquences de l'inégalité en termes de marché du travail.

Ségrégation spatiale et ségrégation à l'école (Recherche doctorale d'Isabelle Pannecoucke, promoteur Prof. Dr. Luc Goossens (Faculteit Politieke en Sociale Wetenschappen, UAntwerpen):

Dans cette recherche on pose la question si il y une différence pour l'enfant de grandir dans un quartier riche ou dans un quartier pauvre et cela plus concrètement pour ces expériences et attentes de l'école. On examine la relation entre l'usage et le vécu journalier de l'espace urbain des enfants (avec un accent sur la signification, les perspectives des usagers – leur propre définition, concepts, interprétation) et leurs attentes et expériences vis-à-vis de l'école.

Le vécu à l'école et la pauvreté. La perspective des jeunes comme élargissement du débat 'pauvreté et enseignement (Recherche doctorale de Veerle Vyverman, promoteur Prof. Dr. Nicole Vettenburg (Vakgroep Sociale Agogiek, UGent):

Cette recherche veut parvenir à une image du vécu de l'école des jeunes vivant dans des familles en pauvreté en Flandre, d'une part au moyen d'enquêtes par écrit – récoltées dans le cadre de la plateforme de recherche sur la jeunesse (JOP) – et d'autre part à l'aide d'interviews face à face. La recherche veut élargir le débat sur la pauvreté et l'enseignement, éclaircir des concepts et modèles explicatifs fréquemment employés, tel que chances inégales, traitement inégal, le gouffre entre le milieu de l'école et le milieu à la maison, etc, et cela en partant du point de vue des jeunes.

Evaluation du décret-PMS Flandre (Eric Depreeuw - K.U. Brussel et Hubert Cossey - K.U.-Leuven; en cours jusqu'en juillet 2008):

D'abord on examine à quel point les CLB et les écoles réalisent les innovations concernant le contenu et l'organisation, comme prévu dans le décret CLB: quels

sont les facteurs promoteurs et quelles sont les obstructions. Ceci se fait sur base d'une enquête avec des questions standardisées mis au point par les CLB et les écoles, et une recherche qualitative près des mêmes acteurs afin d'approfondir les facteurs explicatifs.

Ensuite on étudie comment les parents, les élèves (comprenant aussi les enfants en pauvreté) et les acteurs des secteurs adjacents (p. ex. CAW, aide à la jeunesse, santé mentale, ...) évaluent les différents aspects (aussi bien le continu que l'organisation) du décret.

Recherche auprès des écoles maternelles pour *réduire le retard langagier* des enfants de milieu défavorisé. (Humbecq, s.d.b)

Projets de recherche OBPWO récemment mis en route:

- *l'évaluation des communautés d'écoles* dans l'enseignement primaire et secondaire (direction: Geert Devos, Universiteit Gent et Peter Van Petegem, Universiteit Antwerpen);
- l'inégalité sociale lors du passage de primaire en enseignement secondaire: une recherche du déroulement de *la pratique d'orientation* (direction: Mieke Van Houtte, Universiteit Gent);
- recherche approfondie des résultats de sondage concernant la consultation de tables et graphiques (direction Rianne Janssen; Wim Van Dooren; Dirk Janssens; Marion Crauwels, Katholieke Universiteit Leuven).

CHAPITRE 3

LA FAMILLE COMME CONTEXTE PEDAGOGIQUE ET CONTEXTE DE DEVELOPPEMENT

Introduction

Nous discutons ici de la recherche inventoriée qui a trait à la famille comme contexte pédagogique et contexte de développement.

Avant de nous pencher sur la recherche sur les familles vivant en situation de pauvreté, nous donnons, dans un premier paragraphe, un aperçu des développements sociaux et culturels contemporains qui influencent la composition et le fonctionnement des familles. La problématique de divorce retient particulièrement notre attention dans le cadre des 'enfants vivant en pauvreté'.

Un deuxième paragraphe traite de la recherche sur la parentalité, l'attachement et le soutien pédagogique dans des familles vivant en pauvreté. Entre autres le rôle d'un composant psychologique dans la pauvreté (intergénérationnelle) et l'importance de liens relationnels se manifestent clairement.

Le troisième paragraphe concerne principalement le placement des enfants.

Nous retrouvons des conseils pour les pouvoirs publics, pour la recherche future, et un aperçu de la recherche en cours, dans les quatrième, cinquième et sixième paragraphes.

1. Les nouvelles situations familiales dans la société contemporaine

Des développements sociaux et culturels ont des conséquences pour la composition et le fonctionnement des familles.

De plus en plus la famille traditionnelle – un couple marié avec un ou plusieurs enfants – doit faire place à des formes alternatives comme contexte de vie pour les enfants: ainsi il y a les familles monoparentales, familles où les parents vivent ensemble sans être mariés, familles recomposées, familles d'accueil, etc. Beaucoup de recherches ont été faites à ce sujet. Les études qui prennent les enfants comme point de départ sont néanmoins rares.

Quelques études qui prennent la perspective des enfants sont des analyses numériques des données du registre national (Lodewijckx, 2004, 2005a & 2005b). Ces

analyses démontrent les changements dans la situation de vie (i.e. des familles) des enfants. On en conclut que plus en plus de jeunes de 0 à 17 ans ont vécu une séparation de leurs parents. Il s'agit alors de divorces, de divorces de fait, la dissolution de la relation des cohabitants ('decohabitation') ou le décès d'un des parents. On constate en plus que les enfants sont confrontés avec ces situations à un âge de plus en plus jeune et que, lié à cela, de plus en plus d'enfants vivent dans des familles monoparentales et des familles recomposées. Beaucoup d'enfants n'ont pas seulement à digérer la séparation en elle-même: quelques années plus ils vivent ensemble avec un beau-parent, ce qui exige une nouvelle adaptation. Ceci semble valoir surtout pour des enfants qui vivent avec leur père après la séparation. Mais la plupart des enfants néanmoins habitent chez la mère après la séparation. Ils habitent relativement plus et plus longtemps après la séparation dans une famille monoparentale.

Une revue de la littérature actuelle sur les nouvelles situations familiales (famille monoparentale, famille recomposée, famille démissionnaire, etc.) analyse comment ces situations peuvent induire des difficultés relationnelles, comportementales et émotionnelles au sein d'une famille, fragiliser la santé mentale et affecter le milieu relationnel familial (Doumont et al., 2007). Des nouvelles fragilités sont identifiées.

- Les familles sont en effet de plus en plus souvent exposées au risque de *précarité lié au monde du travail* (rendement, flexibilité, disponibilité, travail à temps partiel, risque de perte d'emploi, etc.), risque qui induit au sein de la famille un important sentiment d'insécurité et un stress supplémentaire pour les parents (par ex: pas assez de temps à consacrer aux enfants vu l'activité professionnelle). On renvoie aux recherches dans lesquels on constate que depuis les années '80, les salaires réels disponibles pour les familles n'augmentent pas. On assiste donc à une augmentation du nombre des familles à faibles revenus surtout chez les familles monoparentales.
- Les familles sont confrontées à des *pressions financières*, ainsi qu'à des difficultés d'offrir des activités familiales communes. Elles doivent également faire face à des pressions de consommation, telles que l'achat de vêtements de marque, achat de GSM dernier cri, etc. Ces pressions de consommation sont accentuées d'une part par les enfants eux-mêmes et leurs pairs et d'autre part par un marketing extrêmement bien ciblé.

Il y a aussi beaucoup de recherches sur les effets des nouvelles situations familiales sur le développement et le bien-être des enfants. Nous mentionnons par exemple l'étude récente de la littérature concernant l'impact de la séparation sur les enfants (Van Peer, 2007). L'analyse d'une telle recherche ne fait pas partie de l'optique de notre tâche. Plusieurs constatations justifieraient néanmoins une plus grande attention pour cette thématique dans le cadre d'une étude sur enfants en pauvreté.

La privation économique ainsi que les problèmes financiers des parents ne sont pas seulement indiqués comme facteurs intermédiaires dans l'effet de la séparation des parents sur le bien-être des enfants (Van Peer, 2007). Il y a en effet aussi des indications que la vie en pauvreté est en lien dans les deux sens avec la problématique de la séparation. Les constatations concernant la nécessité de deux revenus pour un niveau de vie convenable et concernant les avantages financiers liés à un ménage à plusieurs personnes (l'avantage le plus important concerne les frais de logement) démontrent en premier lieu que la formation d'une famille monoparentale peut être considérée comme une transition risquée dans le cours de la vie (Valgaeren, 2008). Dans notre chapitre premier ceci est aussi confirmé par les résultats de recherche concernant le risque de pauvreté dans différents types de ménage. D'autres résultats de recherche indiquent en second lieu que vivre dans la pauvreté compromet fortement la formation et le maintien d'une famille nucléaire (traditionnelle) et qu'une rupture peut être comprise en certains aspects non pas seulement en termes de perte mais aussi en termes de gain (voir et al. Steenssens et al., 1996).

Ces constatations montrent l'interaction complexe entre pauvreté et (les conséquences sur le plan économique et sur le plan du bien-être de la) séparation. Jusqu'à maintenant, aussi concernant cette problématique, la perspective des enfants est fort peu mise en lumière.

2. Parentalité, attachement et soutien pédagogique des familles vivant en pauvreté

2.1 Parentalité dans les familles en pauvreté intergénérationnelle vue de la perspective des parents ⁴²

Basée sur trois recherches (Vanhee et al., 2001a & b, 2003 & 2004) Lieve Vanhee a défendu son doctorat sur *Parentalité dans les familles en pauvreté intergénérationnelle vue de la perspective des parents* (Vanhee, 2007) Il s'agit ici de questions comme: comment est vécu la parentalité par les parents vivant en pauvreté, comment vivent-ils leur histoire, l'éducation de leurs enfants et les difficultés qu'ils rencontrent, tout ce qui les empêche, mais aussi tout ce qu'ils pensent pouvoir faire eux-mêmes? Les concepts de base '*fragilité*' et '*résilience*' obtiennent ainsi de la signification de la part des personnes concernées.

La *plus-value des résultats de recherche de cette approche qualitative* exigeant beaucoup de temps apparaît comme suit: le vécu psychologique des personnes concernées peut être mis en relief d'une façon riche et nuancée, et on obtient de l'information

⁴² Information qui est entre autre basée sur une interview d'expert avec Prof. Dr. Jozef Corveleyn.

qui est perdue dans des enquêtes relativement brèves (par exemple: les ambivalences des parents concernant leur parentalité).

En premier lieu on peut préciser les *facteurs de fragilité psychosociale* liés à la pauvreté intergénérationnelle qui caractérisent aussi le vécu de la parenté dans cette condition.

- La pauvreté intergénérationnelle est ‘marquée’ par une *souffrance supplémentaire* qui caractérise de façon perçante l’histoire de vie: il s’agit de l’expérience de ‘ne pas compter’, ‘d’être personne’. La parentalité sert parfois à trouver du sens et de la signification pour un tel destin.
- La pauvreté intergénérationnelle a aussi une *dimension relationnelle* très importante. Il y a continuellement des confrontations blessantes (avec préjugés, stigmatisations et exclusions) dans les contacts avec la société, les instances diverses et avec l’entourage immédiat. Ceci est aussi le cas dans le domaine de la parentalité, un domaine crucial et plein de potentialités de sens. Leur propre histoire est aussi traversée par des souvenirs de privations affectifs, allant de pair avec des ruptures de relations, comme entre autres dans le contexte du placement d’enfants.

Ces observations sont en deuxième lieu l’arrière-fond d’un nombre de constatations qui rendent plus compréhensible la parentalité en *pauvreté intergénérationnelle*.

- Les parents sont constamment troublés mentalement et dans leur comportement par tout ce qu’ils ont eux-mêmes vécu. Le *passé non digéré* et les traumatisations et blessures les freinent continuellement. Ainsi ils recherchent parfois dans la relation avec leur enfant la réparation du manque qu’ils ont connu, plutôt que de mettre l’enfant même au centre de la relation. Ce même passé contient néanmoins la forte motivation pour la création d’un *avenir meilleur*, en premier lieu pour les enfants. La parentalité obtient ainsi une signification réparatrice intergénérationnelle. Dans les systèmes de soutien on tient encore trop peu compte de cette perspective de résilience complémentaire.
- Les parents ont hérité de leur passé *un manque de modèles* pour éduquer leurs enfants. Le développement de capacités pédagogiques et la capacité d’élaborer une relation affective de soutien avec l’enfant sont vécus comme problématiques à cause de ce passé. La nouvelle vision sociale sur le soutien pédagogique comme un besoin de tout un chacun et comme un droit de tout parent a un effet déculpabilisant important. Les systèmes actuels de soutien et d’aide ne sont pas suffisamment calibrés sur cette insécurité pédagogique profonde des parents vivant en pauvreté intergénérationnelle. Cette insécurité est encore compliquée par les difficultés de la vie de chaque jour et par le contexte social actuel (voir aussi: paragraphe 4 dans ce chapitre).
- Un incident spécifique de vie, comme le placement d’un enfant (voir aussi paragraphe 5), n’a pas toujours un effet négatif pour le développement de l’enfant, ni pour le parent. Un très grand rôle est joué ici par le contexte relationnel avant, pendant et après l’incident. Nous voulons référer ici à la possibilité d’y donner un cadre positif et de reformuler le placement comme une

opportunité ainsi que la possibilité de faire usage, pendant et après le placement, de *figures relationnelles clés*. On peut envisager qu'on pourra faire des ponts entre familles en utilisant des systèmes de soins d'accueil informels ou un système de 'famille de soutien' afin d'optimiser les potentialités. Pour pouvoir vivre tout cela d'une façon positive il est crucial pour les parents d'être toujours reconnu comme parent et de recevoir du respect pour leur mode de vie.

2.2 L'attachement entre mère et enfant vivant dans la pauvreté extrême⁴³

La composante spécifique psychologique de l'attachement entre mère et enfant dans des familles vivant en extrême pauvreté a fait récemment l'objet d'une thèse de doctorat (Geenen, 2007).⁴⁴ Dans une étude de cas multiples on a étudié la transmission de l'attachement mère-enfant, ainsi que les facteurs médiateurs qui interviennent: la sensibilité maternelle, la mentalisation et la qualité des représentations d'objet. Les données viennent (a) d'interviews en profondeur des mères concernant leurs modèles d'attachement qu'elles ont adoptées durant leur vie, et (b) d'observations directes de l'interaction mère-enfant et du comportement de l'enfant. Finalement on a étudié les corrélations entre les différents modèles d'attachement.

Cette recherche mène à la conclusion qu'il s'agit de modèles d'attachement problématique dans ce groupe, ainsi que d'une *interaction problématique* mère-enfant et aussi, pour autant qu'on a pu mesurer, un développement problématique comportemental chez l'enfant. Les fragilités dans les différents domaines observés montrent une grande vulnérabilité nécessitant un accompagnement intensif de la mère aussi bien que de l'enfant et ceci à long terme, dans une perspective interactionnelle et sur mesure de chaque dyade.

Actuellement on est en train de traduire les résultats de cette recherche sur l'attachement dans un outil de travail pour les travailleurs de terrain.

2.3 Le rôle du composant psychologique dans la pauvreté intergénérationnelle

Sur base des recherches psychologiques on doit conclure qu'il faut distinguer, sur base de critères psychologiques la pauvreté intra-générationnelle de la pauvreté générationnelle (ou intergénérationnelle), dans ce sens que la pauvreté intergénérationnelle signifie une vulnérabilité psycho-sociale fortement augmentée (Corveleyn, 2000; Vanhee, 2007). Il s'agit d'un manque de *capital psychologique* dès

⁴³ Information qui est entre autre base sur une interview d'expert avec Prof. Dr. Jozef Corveleyn.

⁴⁴ Voir aussi: Geenen & Corveleyn, 2002, 2003a & b; Geenen et al., 2004 January, February & November.

le début de la vie. Ceci ne peut pas être compris comme responsabilisation ou culpabilisation, mais comme un problème qui doit être reconnu pour être remédié adéquatement. Ceci ne veut pas dire non plus que les personnes vivant en pauvreté intergénérationnelle n'auraient pas de la résilience.

2.4 Soutien pédagogique

Dans la perspective d'accompagner les parents des familles vivant dans la pauvreté, de les soutenir afin de mieux exercer leur responsabilité parentale, un nombre important des recherches, recherches-actions et interventions ont été développées et sont en cours gardant pour fil conducteur la pédagogie familiale (CERIS). Ces recherches sont orientées de manière à *promouvoir des pratiques durables pour favoriser des changements durables*. Plutôt que connaître la précarité, la question de fond est *comment éviter que l'enfant souffre de la précarité des parents*.

Dans l'ensemble des recherches et des actions dans le domaine de l'éducation familiale et parentale de CERIS on observe quelques approches clés et transversales:

- 'le postulat de base est celui de la perfectibilité de l'homme, de son évolutivité dans l'acte pédagogique qu'il pose. Une confiance en l'être humain, sa capacité à l'autonomie et son aptitude à se dépasser' (Pourtois & Desmet, 2008: 58);
- l'empowerment: reconnaître la capacité des personnes à participer à l'amélioration de leurs propres conditions d'existence et d'intervenir comme partenaires dans les prises de décision. (Pourtois & Desmet, 2008: 59);
- la recherche vise à comprendre, connaître et mesurer les phénomènes. 'On recherche les facteurs de protection ou, en quelque sorte, les 'protéines' du développement de l'enfant. Quels sont les ingrédients de la bientraitance? Quels sont les attitudes et les comportements éducatifs les plus favorables à une adaptation de qualité? Quels besoins fondamentaux sont à l'origine de la construction d'une identité solide? Quelles conduites se transmettent de génération en génération? Pourquoi certains enfants sont-ils résilients et d'autres pas?' (Pourtois & Desmet, 2008: 59);
- les chercheurs visent à convertir toutes les données de recherche en données utilisables de manière à rendre les résultats aux travailleurs sociaux. Ceci suppose un travail pragmatique de diffusion du savoir;
- dans ce but, *des outils* permettant de rendre compte des réalités familiales vécues par les familles de milieux sociaux défavorisés qui favorisent la communication entre les travailleurs psychosociaux, ont été élaborés: grilles d'analyse, grilles d'évaluation et des repères, élaboration d'un canevas conceptuel, mise au point d'un glossaire, méthodologies d'auto-évaluation des pratiques de réseau dans le contexte de grande précarité (Humbeeck, s.d.b: 6).

Le projet de recherche-action 'Promouvoir l'aide aux familles' par le C.E.F. (Balsamo & Humbeeck, 2006) vise à promouvoir l'aide aux familles dans les Cen-

tres Publics d'Action Sociale (CPAS) et, au niveau des Communes, dans le cadre du Plan de Prévention et de Proximité (PPP). Il s'agit d'un projet en cours, initié en 1998, qui est entré dans sa quatrième phase.

'Les CEF offrent aux parents des espaces de parole permettant la mise en débat des pratiques éducatives. Les rencontres se déroulent dans des lieux tels que des halte-garderies, maisons de quartier, crèches ou écoles. La question du changement est au coeur de ce projet, étayée par celle de la résilience, concept que nous relierions au développement de la personne. Le changement s'entend comme l'acquisition de compétences nouvelles par un travail personnel mettant en jeu les routines éducatives, la connaissance puis l'incorporation de nouvelles pratiques qui deviennent, à leur tour, de nouvelles routines.' (Pourtois & Desmet, 2008: 48)

Diverses approches sont particulièrement travaillées (lien familial, lien communautaire, accompagnement familial individualisé, éducation et mise en réseau de l'aide aux familles au sein des CPAS, éducation familiale et soutien scolaire, comportement éducatif des parents, les devoirs et l'accompagnement pédagogique de l'enfant à la maison). Tenant compte que les troubles de l'investissement scolaire sont fort présents dans le milieu défavorisé, le projet a prévu d'associer l'enfant et son parent de façon à ce que chacun se sente concerné par l'évolution de l'autre, autour d'un atelier pédagogique parents/enfants avec 11 familles. (Balsamo & Humbeeck, 2004: 44)

La recherche-action participante concerne la *méthodologie de l'évaluation des relais sociaux*, (Balsamo & Humbeeck, 2004: 3), à partir d'un triple registre du politique, de l'intervention et du scientifique. Elle analyse les rapports de force et les relations de pouvoir des agents situés dans trois domaines principaux:

- le champ de la décision politique et administrative;
- le champ professionnel de l'action sociale;
- le champ scientifique de la connaissance.

Les chercheurs concluent:

- il apparaît que le travail d'éducation familial, envisagé comme instrument de socialisation, ne peut pas s'improviser;
- ce travail doit reposer sur des bases conceptuelles et théoriques suffisamment fiables;
- le dispositif de recherche-action permet d'améliorer la pertinence des pratiques et de favoriser l'évaluation;
- dans le dispositif de recherche-action- formation les implications pragmatiques et les aspirations heuristiques se renforcent mutuellement;
- la phase de généralisation doit être précédée par la diffusion de référents théoriques;
- la viabilité des projets est fortement corrélée à leur ancrage institutionnel (famille, école). L'ancrage institutionnel solide de l'action, la qualité du réfé-

rentiel théorique qui guide les pratiques et les dynamismes des acteurs sociaux chargés d'animer le dispositif constituent des critères essentiels dans la mise en place des Cellules d'éducation familiale.

La recherche du Centrum voor Gezinspedagogiek (K.U.Leuven) concernant les bases théoriques et empiriques d'un concept de soutien pédagogique aux parents par le biais d'un travail en groupe, rejoint la recherche précédente (voir e.a.: Nys & Vandemeulebroecke, 2005; Nys et al., 2002; Nys & Wouters, 2001 & 2002; Vandemeulebroecke & Nys, 1999). Concrètement il s'agit d'une recherche d'évaluation de travail en groupe en vue d'un soutien pédagogique à des familles socialement vulnérables sur la demande de l'asbl De Keerkring (un centre de soutien pédagogique à Sint-Niklaas).

Premièrement on a étudié ce travail en groupe d'un point de vue théorique. Pour cela on est parti de l'approche basée sur l'expérience et sur la réflexion sur la pratique. Sur base d'une exploration de la littérature et de la pratique (et al. observation de 4 séries de ce travail en groupe, conversations avec les participants) une méthodologie scientifique a été développée, dans un cadre de pensée écologique et en tenant compte du concept de 'empowerment'. Après cela on a fait une évaluation du processus et du résultat du travail en groupe. On a utilisé toute une série de techniques de recherche avec entre autres l'observation de trois séries du travail en groupe (avec chaque fois 15 à 18 réunions bi-hebdomadaires avec 8 à 13 participantes), participation à toutes les réunions informelles, (p. ex. des réunions de vacances) et plusieurs interviews standardisées avec d'une part les participantes, les personnes qui ont décrochées, et les mères donnant du soutien (et al. le Parental Awareness Interview) et d'autre part les accompagnateurs de groupe, le superviseur, et les personnes clés.

Les résultats de cette recherche sont très significatifs:

- le groupe de participants est caractérisé par une grande hétérogénéité;
- il est indéniable que le travail en groupe a une fonction très large. En effet les participantes expriment des attentes par rapport au travail en groupe, pas seulement concernant l'éducation mais aussi sur le domaine social et personnel. On trouve une grande communalité en ce qui concerne les forces et les fragilités du travail en groupe. La plupart des participantes trouve ainsi que le groupe et la façon dont les membres du groupe se rencontrent ont une importance décisive pour le succès du travail en groupe. Ceci est tout à fait conforme aux attentes (et al. l'importance de l'échange d'expériences). Cela se retrouve aussi dans l'évaluation généralement positive du fonctionnement des membres du groupe. Néanmoins il est indéniable que précisément dans ce qui est propre au travail en groupe (pouvoir parler en groupe et travailler sur l'éducation et sur d'autres thèmes) réside aussi la vulnérabilité du groupe. Le travail en groupe pose en effet des exigences spéciales aux accompagnatrices de groupe et aux participantes qui ne sont pas toujours réalisables.

En regardant de plus près les résultats, on constate que le travail en groupe répond aux attentes de la plupart des participantes et même les surpassent pour

une grande partie des participantes. On constate une évolution positive à différents niveaux, notamment la perspective pédagogique et la perspective du contexte social. Par ailleurs les changements ne se situent pas seulement au niveau de la signification. Les participantes constatent aussi que le comportement ou leur approche pédagogique évoluent positivement, ce qui est moins signalé par les personnes clé.

Les résultats de ce travail multi-dimensionnel ne se situe pas seulement au micro-niveau. Aussi *au niveau de la communauté, le travail en groupe mène à des résultats positifs*. La sensibilité pédagogique a fait des progrès. Ceci s'exprime dans la plus grande attention de figures clé qui renvoient les familles au travail en groupe. Aussi l'image de et sur les familles socialement vulnérables évoluent dans la région concernée dans une direction positive, et ceci sous l'impulsion du travail en groupe et des autres activités multiples de l'asbl De Keerkring.

Ceci n'empêche pas que l'offre de soutien et d'aide rencontre toujours des seuils qui sont difficiles à franchir. Les initiatives existantes doivent toujours travailler à leur rayonnement social, et elles doivent toujours essayer de s'approcher le plus fort possible des besoins réels des parents.

Enfin aussi le monde vécu d'une famille en pauvreté est étudié dans plusieurs études. En relation avec leurs possibilités, les fragilités et les écueils pour les travailleurs de terrain (voir et al.: Humbeeck et al., 2008; Vansevenant et al., 2008; Driessens & Van Regenmortel, 2006; Thys et al., 2004; Vranken & Steenssens, 1996; Steenssens et al., 1996; Lioni & Born, 1995; Fontaine, 2000 et 2007).

3. Aide à la jeunesse et placement d'enfants

En ce qui concerne *l'évolution du nombre d'enfants placés* on constate les tendances régionales suivantes (Morissens et al., 2007): en Communauté française, le nombre d'enfants placés a diminué de 10% durant la période 1997-2002. En Communauté flamande par contre le placement a augmenté de 24% entre 1995 and 2004. Le facteur crucial ('push factor') semble être une augmentation explosive d'interventions juridiques dans le cadre de risque aigu ('acute risk') (+50% en quatre ans).

Plusieurs recherches étudient différents sujets relatifs au placement des enfants. La *perspective des familles vivant en pauvreté* est également pris en compte. (Nicaise & De Wilde, 1995)

En 1995 on a constaté que 80% des familles vivant en pauvreté de façon continue⁴⁵ avaient été en contact avec l'une ou l'autre instance du secteur de l'aide à la

⁴⁵ La recherche de Nicaise et de De Wilde (1995) était basée sur une étude de la littérature et sur une enquête auprès de 100 familles belges (350 individus) caractérisées par de la privation multiple (au moins trois indicateurs de privation sévère dans différentes dimensions de vie).

jeunesse spécialisé, ou de protection des jeunes (Nicaise & De Wilde, 1995). Environ la moitié des parents et des enfants avaient eus une expérience de 'placement', ce qui révèle le cercle vicieux lié à la privation d'une vie affective normale en famille. En plus, la relation entre les familles vivant en pauvreté et les services est caractérisée par des tensions. Une analyse plus approfondie révèle des raisons multiples qui sont encore toujours considérées comme actuelles. (Morissens et al., 2007)

- Il y a une confusion systématique entre les approches sociales et juridiques. Les soins spécialisés pour la jeunesse est un dénominateur commun pour les services sociaux pour enfants, tandis que la protection de la jeunesse se réfère à l'approche juridique. Le premier nommé de ces services agit en principe sur une base de liberté et a le but de supporter les familles et les enfants dans des 'circonstances pédagogiques problématiques'. (naturellement, cela inclut la pauvreté) Les interventions juridiques visent des cas de délinquance, de négligence ou de maltraitance ou d'abus d'enfants, ou des *circonstances pédagogiques problématiques* à '*risque aigu*'. En pratique les travailleurs sociaux de ces services ont la tendance de retomber sur cette notion de risque aigu afin d'imposer des mesures à leur client chaque fois qu'ils ont le sentiment que les clients ont de la résistance vis-à-vis de l'offre de soutien. Cela signifie que le caractère libre du 'support' donné par les services sociaux (surtout le placement résidentiel) est souvent violé (au moment de la recherche la majorité des parents et des jeunes étaient complètement en désaccord avec l'intervention).
- Le soutien se faisait traditionnellement sous forme de placement résidentiel, qui était la plupart du temps vécu comme extrêmement traumatisant, aussi bien par les parents que par les enfants. Pendant les dernières décennies on a développé graduellement des soins semi-résidentiels et ambulants (centres de jour, counseling, soutien à la maison, des cours pour parents, etc.). Paradoxalement l'effet premier de cet élargissement de services a été l'extension du contrôle social sur les familles en pauvreté, ce qui résultait en une croissance des placements résidentiels ensemble avec la croissance des types alternatifs de soutien.
- Il y a eu une grande controverse sur *la relation entre la pauvreté et les interventions dans des circonstances pédagogiques problématiques*. Les statistiques démontrent indéniablement une tendance fortement sociale dans les interventions (avec un risqué disproportionné de placement pour les enfants des couches socio-économiques les plus basses). Tandis que les parents attribuent leurs problèmes à la privation matérielle (logement délabré, problèmes financiers, problèmes de santé, etc.), les services sociaux ont la tendance à dénier ces éléments et à accentuer le dysfonctionnement pédagogique (individuel) des parents comme le problème central. Cette perception est rejetée par les parents comme 'condamnation à cause de leur pauvreté'.
- Quoique la plupart des réformes à partir des années soixante étaient conçues comme *plus dirigées vers la famille*, les parents trouvaient souvent que leur vue

était ignorée quand on prenait des mesures pour leurs enfants (comme le choix de l'école, les soins de santé, l'éducation religieuse, etc.) La localisation à grande distance des institutions, la longue durée des placements, le manque de communication, les tensions autour des visites, etc. créent l'aliénation dans les familles plutôt que la restauration des liens familiaux.

On peut remarquer (Morissens et al., 2007) que ce diagnostic correspond aux constatations relatées dans le Rapport Général sur la Pauvreté (ATD-Quart Monde, 1994) et est confirmé par les mémoires des associations de personnes vivant en pauvreté. (voir et al.: SLPPEs, 2005a & b)

D'autres recherches mentionnent les thèmes suivants:

- *analyse de la loi*. 'Les résultats de cette évaluation ont initié une réflexion importante sur la problématique de l'accueil d'enfants provenant de familles en grande difficulté, la place des parents d'origine, le rôle des intervenants, le cadre légal organisant les mesures de protection des enfants, et ce compris leur adoption' (Duliere-d'Ursel & Delens-Ravier, 1995: 277);
- *analyse des interventions*. Cette recherche a donné lieu à la création d'un groupe de travail et de réflexion sur la diminution du placement. Elle s'est intégrée dans une large réflexion autour d'une politique de prévention de l'abandon d'enfants contribuant à élaborer une politique d'intervention auprès des enfants et des familles en difficulté en Communauté française de Belgique (Delens-Ravier, 1995);
- *analyse du discours des parents* (Delens-Ravier, 1998). L'analyse des représentations des parents ayant vécu une mesure de placement de leurs enfants, montre qu'en fonction des données sociales et personnelles, chaque famille réagit différemment par rapport à la souffrance que représente la séparation des enfants. A partir du discours recueilli lors des entretiens avec les parents, une typologie a été construite afin de favoriser l'identification des diverses stratégies que les parents développent pour s'adapter à la situation de placement de leurs enfants. (Delens-Ravier, 2001: 152);
- analyse sur les perceptions et les attentes des sphères parentales - familles d'origine et familles d'accueil - dans la situation de placement (Provenzano, 2007);
- analyse des perceptions des familles concernées par le placement des enfants et des acteurs sociaux (ATD Quart Monde, 2000);
- une expérience pilote au Centre de Prévention Maltraitance de la Commune de Peruwelz, sur l'éducation familiale et *maintien de l'enfant dans son milieu de vie*. L'expérience concerne l'installation d'un service de proximité accessible aux familles 24 heures sur 24, la mise en réseau de l'aide à l'enfance et le développement de l'aide mandatée, en articulation avec les exigences du cadre juridique (Humbeeck & Balsamo, 2006).

4. Conseils aux pouvoirs publics

4.1 En général

- L'accompagnement des familles doit s'organiser à partir d'une approche multidimensionnelle (aides financières, aide au logement, aide à la rénovation, accès à l'énergie, aide à l'emploi pour les parents, soutien scolaire aux enfants).
- Importance de la formation concernant et la sensibilisation à la pauvreté des personnes que travaillent avec les familles. (Balsamo, Humbeeck & Lahaye, s.d.a: 23)
- Amélioration de la communication avec les familles. (Balsamo & Humbeeck, 2006: 72)
- Certaines mesures ont pour but de soutenir les parents dans leur rôle d'éducateurs. On observe néanmoins que les politiques récentes sont mélangées. Certaines instances publiques qui sont responsables pour les soins préventifs à la première enfance, telle que ONE et Kind & Gezin ont une forte réputation d'atteindre aussi les familles les plus pauvres. L'accès à des services de soins aux enfants est en train d'améliorer, mais reste néanmoins fortement orienté vers les familles de classe moyenne et en particulier, vers des familles avec deux partenaires salariés, laissant peu de place aux familles les plus pauvres. (Morissens et al., 2007)
- Afin de briser le cercle vicieux de la pauvreté intergénérationnelle, il est important de renforcer (empowerment) les enfants vivant dans des familles à bas revenus. Ainsi on les rend moins vulnérables et plus en mesure de se confronter avec les défis qu'ils rencontrent. *Des mesures pour promouvoir l'empowerment des enfants* n'est jusque maintenant pas présent dans l'approche belge. L'attention est toujours surtout dirigée vers des mesures de soutien des parents dans leur rôle pédagogique. (Morissens et al., 2007)

4.2 La reconnaissance de l'importance du capital psychologique

Un dénominateur commun qu'on peut retrouver dans un nombre important de conseils aux pouvoirs publics, peut être décrit comme suit: il est important de reconnaître l'importance du capital psychologique (avec ses processus fragilisant aussi bien que les processus protecteurs) dans la lutte contre la pauvreté et en particulier contre la pauvreté intergénérationnelle. Ou encore: si on veut faire quelque chose concernant la pauvreté, il faut aussi utiliser les moyens de soins et les cadres de pensée psychologiques et cela pour bien organiser aussi bien la prévention que l'intervention. L'expertise qui existe dans ce domaine doit être prise en compte dans les mesures politiques.

Les paroles clé pour les mesures politique à prendre sont: faire commencer l'accompagnement dès la naissance, sur la base d'une bonne relation, il doit être curatif ET préventif, à long terme et intensif, continuité, représentation mentale

comme porte d'entrée essentielle dans toute intervention, accompagnement à domicile, soins sur mesure, importance du réseau social, faire attention à la culture spécifique de la famille, reconnaissance des vulnérabilités et des potentialités. Pour réaliser de bonne manière cette dernière chose, il faudra développer des instruments (d'évaluation) spécifiques qui sont plus sensibles pour les variations (sensibles donc à ces vulnérabilités et potentialités) dans ce groupe cible que les instruments actuels qui sont surtout calibrés sur la classe moyenne.

Plus concrètement:⁴⁶

- il faut organiser des soins intensifs, de longue durée et commençant très tôt qui visent la relation mère-enfant, aussi sur le niveau simple du comportement. Néanmoins, cet accompagnement ne peut pas seulement viser le comportement de la mère, et ceci d'une façon psycho-pédagogique, mais doit aussi viser la vie mentale (les représentations) de la mère concernant sa relation avec son enfant. Cet accompagnement doit être donné à la mère à partir d'une forte relation de soutien entre l'aidant et la mère;
- les interventions doivent viser le bien-être de toute la famille: *les parents ET les enfants*. Une lacune à signaler ici c'est le manque de soutien aux parents pendant le placement d'un enfant;
- pour que de jeunes enfants puissent obtenir d'une façon cohérente des *figures d'attachement* à côté de leurs parents biologiques et ceci pour débloquer leurs potentialités développementales, il faudra élaborer, à côté des soins préventifs, des possibilités de partage ou de transmission du mandat pédagogique et ceci d'une façon mieux orchestrée et plus supportant pour les parents, c'est à dire dans une atmosphère de collaboration avec les parents eux-mêmes;
- tenant compte du fait que leur passé personnel est, avec toutes ses blessures, toujours très présent dans la vie actuelle des personnes qui vivent en pauvreté intergénérationnelle, il faudra organiser adéquatement une *offre thérapeutique* pour eux. Pour cela il faut créer avec soin un contexte d'aide basé sur une relation fiable. Ceci est une tâche pour les systèmes de santé mentale: organiser une offre facilement accessible pour les parents vivant en pauvreté intergénérationnelle. Une offre d'aide psychothérapeutique qui vise la relation affective entre les générations, est aussi nécessaire qu'une approche plus pédagogique;
- un programme de *soutien pédagogique* peut être enrichi par l'adoption d'idées et de perspectives venant de la recherche sur l'attachement et venant de la théorie psychodynamique sur le développement de la personne. L'offre de soutien pédagogique doit aussi être bien articulée sur les circonstances de vie spécifiques des parents vivant en pauvreté intergénérationnelle;
- pour faciliter le pont avec les systèmes de soins de santé mentale, on pourrait penser à l'organisation d'une *collaboration avec des lieux que les parents fréquentent*

⁴⁶ Voir Vanhee (2007: 137-153) et Geenen (2007: 423-434).

déjà, comme des maisons de quartier, des centres de prévention à seuil très bas (inloopcentra, Kind & Gezin) et les associations où les gens pauvres peuvent prendre la parole.

4.3 Autres réformes dans l'Aide à la Jeunesse

A partir des résultats des recherches, les chercheurs proposent des recommandations concernant le placement d'enfants.

- *Renforcer le travail en triangulation.* Malgré la complexité de travailler la triangulation: famille, intervenant, enfant, il est nécessaire de développer des pratiques de réel partenariat entre parents, jeunes et professionnels.
- *Harmoniser les pratiques.* Renforcer une meilleure organisation de la collaboration entre les différents services qui ont fréquemment des logiques d'intervention très différentes. Il faut favoriser un travail articulé entre les professionnels qui s'occupent des enfants en placement.
- *Diversifier les indicateurs.* Il est nécessaire de continuer à utiliser davantage des indicateurs du bien-être qui dépassent les indicateurs économiques et qui reprennent une série des facteurs sociaux dans l'analyse de la situation des enfants en placement.

Les organisations de base des gens vivant en pauvreté continuent à demander des réformes plus radicales afin de restaurer la confiance entre les travailleurs sociaux et les familles. (Morissens et al., 2007)

- Une séparation radicale entre le support juridique et le soutien social est nécessaire afin de restaurer la confiance des familles vivant en pauvreté dans les services spécialisés de l'aide à la jeunesse.
- Un changement d'une approche 'aide à la jeunesse' en une approche 'aide à la famille'.
- Une stratégie préventive devrait inclure des mesures de soutien à la sécurité matérielle, sociale et culturelle des familles.
- Il faut plus de personnel et qui est mieux formé dans les services, afin de réaliser un soutien de haute qualité.
- En cas de placement résidentiel il devrait y avoir des *procédures et des plans d'action* qui peuvent mener à la restauration des liens familiaux dans l'avenir. De la guidance appropriée est nécessaire aussi lorsque les enfants rentrent à la maison afin de supporter leur réintégration.
- On devrait reconnaître des associations de parents dans le contexte de l'aide à la jeunesse comme partenaires dans la préparation des mesures politiques et on devrait les subsidier à cette fin.

5. Recommandations pour la recherche future

On a récolté les recommandations suivantes pour la recherche future:⁴⁷

- généraliser et approfondir les recherches récentes. Ceci pourrait se faire dans une recherche (d'un grand échantillon) *longitudinale et comparative* concernant les effets de la vie en pauvreté intergénérationnelle pendant les premières années de la vie, sur les capacités de la personne à un âge plus avancé. Dans le contexte international on reconnaît l'importance d'une telle recherche qui sera très intensive aussi bien du point de vue du temps que du travail à investir. Une telle recherche n'a pas encore été faite spécifiquement pour le partie de la population qui vit en pauvreté intergénérationnelle;
- explorer si *la manière actuelle d'organiser les placements* est moins traumatisante pour les parents et les enfants et si elle contient vraiment des chances positives pour la mobilité sociale et le bien-être psychique. L'actuelle recherche Agora pourra décrire quantitativement, pour la première fois en Belgique le parcours complet des placements. Cette recherche devra être complétée d'une recherche psychologique détaillée concernant les parcours de vie des enfants concernés;
- explorer plus amplement les possibilités de partage du mandat pédagogique d'une façon supportante;
- une *étude du trajet des enfants placés* dans le cadre la nouvelle aide à la jeunesse (Integrale Jeugdzorg, en Communauté flamande) avec attention spéciale pour les paramètres psycho-sociaux et en particuliers ceux concernant l'attachement;
- explorer la façon dont les enfants et les jeunes *attribuent de la signification*. On a besoin de plus de recherche pour connaître le vécu, l'attribution de signification et les stratégies de coping des enfants vivant en pauvreté;
- réaliser plus de compréhension pour la position et les besoins de (*grand-*)pères en *pauvreté intergénérationnelle*.

6. Recherches en cours

Interdisciplinair Project voor de Optimalisatie van Scheidingstrajecten (IPOS, [Projet interdisciplinaire pour l'optimalisation des trajets de séparation] voir: <http://www.scheidingsonderzoek.ugent.be/index.html>) (recherche de base stratégique financé par le IWT; Projet réalisé en une collaboration entre la K.U.Leuven et l'UGent; coordinateurs: Lut Daniëls et Dr. Jan De Mol, Vakgroep Experimenteel-klinische en gezondheidspsychologie [section de psychologie clinique-expérimentale et de la santé] (UGent)):

⁴⁷ Basé sur Vanhee (2007), Geenen (2007) et l'interview d'expert avec prof. Dr. Jozef Corveleyn. L'importance de ces propositions a été confirmé dans la réunion du groupe de réflexion.

La question centrale dans cette recherche concerne les facteurs qui déterminent la qualité de vie après une séparation et les possibilités d'influencer ce processus, de manière à réduire le plus possible la perte en qualité de vie et à aider les enfants et les parents à traverser le mieux possible la séparation. Le focus n'est pas seulement les conséquences, mais aussi et en particulier les processus qui deviennent actifs à l'occasion d'une séparation, et ceci avec tout le respect nécessaire pour l'auto-détermination des partenaires en séparation et leurs enfants.

On veut enquêter auprès de 2 000 adultes et 500 enfants (11-18 ans). Entre autre on fera plus d'attention au lien entre la qualité de vie des enfants impliqués dans la séparation et le niveau socio-économique

Dans une prochaine recherche on prévoit une approche plus spécialisée des enfants (et al. des groupes focaux).

Plaatsing van kinderen in armoede - Placement d'enfants et pauvreté (programme de recherche AGORA; Promoteurs Prof. Dr. Bouverne - De Bie, Vakgroep Sociale Agogiek (UGent); Dr. Willems, Vakgroep Huisartsgeneeskunde en Eerstelijnsgezondheidszorg (UGent); Dr. Rosseel, Vakgroep Data-analyse (UGent); Prof. Dr. Ravier & Prof. Dr. Moreau, Section de criminologie et droit pénal (UCL):

Avec ce projet on veut obtenir une vue correcte sur le contexte socio-économique des enfants et des jeunes qui sont confrontés avec une mesure dans le cadre de l'aide à la jeunesse. Quels sont les variables responsables d'un risque augmenté de contact avec les services de l'aide à la jeunesse? Est-ce que la pauvreté mène à un risque augmenté de placement, ou est-ce que d'autres variables y jouent un (plus grand) rôle? Avec ce projet on obtiendra aussi le fondement d'une recherche longitudinale concernant le niveau socio-économique de ces enfants et ces jeunes à un âge adulte. En quelle mesure est-ce que l'offre de l'aide à la jeunesse leur aura donné des chances pour leur vie future?

Pour pouvoir répondre à ces questions de recherche on a croisé les données de: 'datawarehouse marché de travail et protection sociale' de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale aux systèmes d'enregistrement des services d'Aide à la Jeunesse ('Bijzondere jeugdbijstand') des différentes communautés. Afin de faciliter une telle recherche dans l'avenir, le projet développe aussi une procédure détaillée de croisement de toutes ces données.

CHAPITRE 4

LA SANTE

Introduction

Dans le Rapport Général sur la Pauvreté (1994) on dénonce le manque d'information qui existe sur le plan de l'inégalité sociale dans le domaine de la santé. Mais plus de dix ans après ce thème-là devient de plus en plus bien documenté. (Gillis & Mertens, 2008; Vranken et al., 2007; De Maeseneer, 2007). 'On constate que la santé dépend de toute une série de facteurs distribués de manière inégale entre les différentes classes socio-économiques. La santé suit un gradient social: à position socio-économique décroissante, la santé individuelle tend à se détériorer et l'espérance de vie à diminuer. En outre, de nombreuses personnes vivant en situation de précarité financière se voient fréquemment obligées à postposer des soins de santé pour cause de manque de moyens financiers: 60% des personnes pauvres ne peuvent pas intégrer les coûts liés aux soins de santé dans le budget du ménage, et 17% doivent reporter les soins dont ils ont besoin' (Gillis & Mertens: 2008: 9). On en conclut que ce qu'on constate dans les autres pays industriels, est aussi valable pour la Belgique (Vranken et al., 2007: 28):

'Ceux qui sont au bas de 'échelle sociale ont moins de chances d'être en bonne santé, vivent moins d'années en bonne santé' et courent un risque plus grand de mort prématurée. En outre les seuils financiers et autres rendent l'accès aux soins de santé, difficiles. '

On peut supposer que ces situations affectent également les enfants des familles vivant en pauvreté.

Le 'Bilan Innocenti 7' réalisé par l'UNICEF (2007) sur la 'pauvreté des enfants' présente une estimation détaillée pour six conditions de bien-être des enfants et adolescents dans 21 pays d'économie avancée. Nous avons pris trois de ces dimensions de bien-être, qui nous semblaient les plus proches de la santé et avons aussi indiqué leur cote de classification parmi les 21 pays:

- santé et sécurité 16^e;
- comportements et risques 19^e;
- bien-être subjectif 16^e.

Nous constatons que, pour ces trois dimensions, la Belgique se classe mal, de la 16^e à la 19^e place sur 21, tandis pour les trois autres dimensions, elle se classe bien, de 1 à 7. Nous pouvons donc dire que, pour ces indicateurs, proches de la santé, la Belgique se situe comme plus pauvre que d'autres pays et plus pauvre que pour d'autres dimensions. Nous pouvons aussi penser que si la Belgique se situe mal pour ces trois dimensions de bien-être/pauvreté, la situation des enfants en pauvreté sera aussi plus mauvaise.

Nous reprenons ci-dessous certains éléments de ces indicateurs et nous les retrouverons dans d'autres études détaillées dans ce chapitre:

- mort néonatale dans les ménages sans revenus professionnels (Haelterman);
- petit poids de naissance (Deccache & Heremans);
- plus de tabac dans les écoles techniques et professionnelles (Piette; Vereecken);
- grossesses d'adolescentes (cRZ, De Wilde).

Pour 'Santé et sécurité' la Belgique est en 16^e position pour l'ensemble, avec:

- un taux de mortalité pour 1000 naissances vivantes: 4,3 ‰ (m=4,6 ‰) en 9^e position;
- insuffisance pondérale à la naissance (<2500 g.) 6,5% (m=6,4) également 9^e position;
- la mortalité accidentelle (0-19 ans) sur 100.000: 15,1 (m=14,3) en 15^e position.

Pour 'Comportements et risques': 16^e position

- jeunes de 11, 13 et 15 ans fumant des cigarettes au moins une fois par semaine 10,6% (m=11,9%) en 8^e position;
- grossesses adolescentes (naissances pour 1000 mères âgées de 0 à 19 ans) 11‰ (m=16‰) en 10^e place.

Pour 'Bien-être subjectif' en 16^e position

- élèves de 15 ans se reconnaissant dans l'énoncé: 'je me sens marginalisé ou exclu' 7,9% (m=6,7) 16^e position;
- et l'énoncé 'je me sens gêné et pas à ma place' 15,6% (m= 9,8) 21^e position.

En parallèle nous renvoyons au chapitre 1: 5.2. où nous avons cité Hoelscher (2006: 328): Par contre le score est très faible concernant la 'santé' (20^{ème}), et faible concernant (...) 'risques et sécurité' (16^{ème}).

Remarquons qu'il n'existe pas beaucoup de recherches concernant le thème 'enfants en pauvreté et santé'. Ce que nous avons pu inventorier est restreint en nombre et très fragmentaire.

Nous en représentons le contenu dans les paragraphes suivants: l'information sur les différences socio-économiques suivant l'âge (prénatal, maternelle, jeunes, ...), la santé mentale, et l'éducation autour de la santé. Enfin nous présentons les recherches en cours et futures, ainsi que les conseils pour les pouvoirs publics et pour la recherche.

1. Les différences de santé selon la couche sociale socio-économique

1.1 La santé périnatale

Des études sur la *santé périnatale* démontrent que *les inégalités de santé commencent dès avant la naissance* (Piette, 1990; Deccache & Heremans, 1997; Haelterman et al., 2007).

Les mères des milieux défavorisés déclarent plus de problèmes de santé durant la grossesse. Le taux de prématurité, de retard de croissance intra-utérin et de petit poids de naissance y sont plus élevés. De plus, les mêmes facteurs de risques biologiques entraîneraient une mortalité plus élevée chez les enfants des milieux défavorisés (Piette, 1990). ATD Quart Monde confirme ces données: plus grand taux de petit poids de naissance, de prématurité et de retards de croissance intra-utérin, plus petit poids et taille chez les enfants en bas âge, hospitalisation des enfants plus fréquentes. 'Les pathologies rencontrées sont essentiellement: infections, de la sphère ORL, rachitisme, bronchite, asthme, diarrhée avec déshydratation, accidents domestiques et mauvais état bucco-dentaire.' (Deccache & Heremans, 1997: 21)

Pour Bruxelles-Capitale et usant comme indicateur de niveau de pauvreté le nombre de personnes du ménage ayant un revenu professionnel, les conclusions sont les suivantes. (Haelterman et al., 2007)

Pour un enfant bruxellois, né dans *un ménage sans revenu professionnel déclaré*, le risque de *décès* pré- ou néonatal (0-27 jours) est deux fois plus grand, et de *décès* pendant la période postnatale (28-364 jours) trois fois plus grand que pour un enfant né dans un ménage à deux revenus. On retrouve ces inégalités pour toutes les causes de *décès*, mais *l'inégalité est surtout frappante pour la mort subite du bébé*. Un bébé dans un ménage sans revenu professionnel court cinq fois plus de risque d'être victime d'une mort subite qu'un bébé dans un ménage à deux revenus.

Le taux élevé d'enfants vivant dans une situation sociale difficile explique le niveau relativement défavorable de *décès* d'enfants à Bruxelles en comparaison avec la Flandre et autres pays européens.

Tout comme dans d'autres pays on observe à Bruxelles des *inégalités* frappantes *suivant la nationalité de la mère*. Ainsi les risques de naissance prématurée ou de mortalité périnatale est plus haut, et cela de façon significative pour les enfants des mères provenant d'Afrique Sub-Saharienne. Le taux élevé de naissances prématurées est d'autant plus inquiétant qu'il s'agit de naissances prématurées graves (<32 semaines), ce qui rejoint les constatations dans d'autres pays industrialisés. On a démontré que la pauvreté et le stress vont de pair avec plus d'infections en général, et plus d'infections bactériennes vaginales et intra-utérines (asymptomatique ou chorioamnionite) en particulier.

La mortalité périnatale des enfants de mères Turques et Maghrébiniennes est plus haut, de façon significative, malgré un risque moins grand de naissance prématurée ou de petit poids de naissance.

1.2 L'accessibilité des services de soutien et d'aide pour les jeunes enfants

Les deux organisations publiques ONE et K&G ont en Belgique une importante fonction d'aide et de soutien vis à vis des mères et des jeunes enfants (jusqu'à trois ans). Préventions et conseils y occupent une grande place.⁴⁸ Que ces services parviennent à *bien atteindre les familles défavorisées* se retrouve dans leurs chiffres de régISTRATION.

Comme nous l'avons mentionné plus haut, Kind & Gezin a intégré explicitement son attention spéciale pour les familles défavorisées dans sa pratique, et les informations nécessaires sont enregistrées dans une banque de données (IKAROS, cf. supra). Depuis 2005 on registre également le statut de séjour précaire des enfants (cf. infra, chapitre 5). Pouvoir atteindre les familles vivant en pauvreté, avec l'offre préventive (visites au lit, visites à domicile, des consultations, l'examen auditif, des vaccinations) semble souvent mieux réussir que dans le groupe de familles non-pauvres (Kind & Gezin, rapports internes).

La population qui fréquente les consultations pour enfants de l'ONE provient également de tous les milieux socio-économiques, mais avec une grande représentation des populations 'fragiles' (ONE, Rapport 2005-2006: 95):

- plus de trois mères sur dix vivent avec un seul revenu professionnel;
- près de 15% des mères vivent avec un revenu de remplacement ou aucun revenu fixe;
- près d'une mère sur deux est au chômage ou au foyer;
- une mère sur huit a des difficultés à parler le français;
- une mère sur quatre serait primo-arrivante;
- une mère sur quatre n'a pas dépassé le niveau d'étude secondaire inférieur.

1.3 Quelques données sur la santé physique des petits enfants

Les quelques études disponibles sur *la santé physique des enfants* des familles défavorisées démontrent qu'ici aussi les différences socio-économique influencent la santé (Deccache & Heremans, 1997; De Maeseneer & Willems, 2007). Les aspects de santé traités ici sont les *soins dentaires, les troubles de la vue et de l'ouïe*.

Les données de la visite médicale scolaire auprès des enfants de cinq ans à Bruxelles et en Communauté française montrent une prévalence deux fois plus élevée de caries et de troubles de la vue et de l'ouïe auprès des enfants des milieux

⁴⁸ Voir aussi le chapitre 1, concernant l'accueil d'enfants.

défavorisés que dans la population totale d'enfants de cinq ans (Deccache & Heremans, 1997). L'absence de caries ou le traitement de caries est constaté chez 31% des enfants de milieux défavorisés, tandis que ce pourcentage s'élève à 64 pour la population totale. Le pourcentage de caries non-traitées s'élève à 69% chez les enfants de milieux défavorisés, tandis que pour la population totale d'enfants de cinq ans, on arrive à un chiffre de 36%. La prévalence de troubles de la vue non-traitées est de 22,9% pour les enfants de milieux défavorisés, et de 12% pour la population totale. Une même tendance se révèle pour les troubles de l'ouïe: prévalence de 24,6% pour les enfants de milieux défavorisés et de 8% pour la population totale.

En Flandre les données de recherche montrent une même tendance concernant les caries des enfants de 24 à 35 mois (De Maeseneer & Willems, 2007). Dans un échantillon de 384 jeunes enfants en consultation chez Kind & Gezin on a trouvé des caries chez 29,6% des enfants de milieux défavorisés, ce qui veut dire quatre fois plus élevé que chez les enfants de la classe sociale la plus élevée (7,4%). En plus, aucun des enfants des milieux défavorisés n'avait des caries traitées. Cette étude conclut que la présence de caries est liée avec l'ethnicité (Europe de l'Ouest/Europe de l'Est) et la précarité sociale.

1.4 Les jeunes et la santé

1.4.1 Informations générales

L'étude 'Jeunes et Santé' (Jongeren en Gezondheid) (www.jongeren-en-gezondheid.ugent.be) fait partie de l'étude internationale Health Behaviour in School-Aged Children (HBSC: www.hbsc.org), réalisée sous la surveillance L'Organisation Mondiale de la Santé.

L'objectif est de mieux comprendre les attitudes et les comportements concernant la santé, des jeunes et de l'entourage dans lequel ils se développent. Les thèmes étudiés sont 'la manière de vivre' (aliments, tabac, alcool, drogues, sexualité, activité physique), la santé subjective et le bien-être psychique, et l'entourage du jeune (la famille, l'école et le voisinage)

L'étude se sert de certains indicateurs socio-économiques: la profession des parents, une 'Family Affluence Scale' (FAS) et une question concernant leur idée sur le niveau économique de la famille. Ces variables donnent une indication de la situation socio-économique (SES) et non pas de la pauvreté. En ce qui suit nous allons seulement rapporter les résultats sur le groupe de bas niveau socio-économique (low SES).

1.4.2 HBSC-2006: l'enquête en Communauté flamande

L'enquête en Flandre a été réalisée à la demande de la Communauté flamande, département 'Santé publique' (Volksgezondheid), sous la surveillance de la commission VLOR GVO dans l'enseignement (Vereecken, Maes et al., 2004; Vereecken, Inchley et al., 2005; Maes, Vereecken et al., 2006). L'échantillon de l'étude 'Jongeren en Gezondheid' (Jeunes et santé) effectuée en 2006 se compose de 11154 élèves de la cinquième année de primaire jusqu'à la sixième année de l'enseignement secondaire. Il y a 49,8% de garçons et 50,2% de filles.

*Parmi les jeunes de l'enseignement professionnel et de l'enseignement technique secondaires il y a une prévalence plus élevée d'indicateurs d'un style de vie malsain: moins de bonnes habitudes concernant l'alimentation, moins d'hygiène dentaire, moins faire usage de la ceinture de sécurité, regarder plus la TV, fumer plus, être plus fréquemment saoul, plus d'usage de cannabis, plus d'usage d'ecstasy.*⁴⁹

La consommation de fruits chez les jeunes de 11 à 15 ans dans 28 pays ou régions européens augmente avec la richesse familiale et le niveau professionnel des parents. La consommation de boissons rafraichissantes est moins élevée chez les enfants de parents au statut professionnel plus élevé dans les pays du Nord, du Sud et de l'Ouest de l'Europe, néanmoins ceci n'est pas le cas pour les pays européens Central et de l'Est.

L'étude conclut que l'inégalité en ce qui concerne le style de vie selon la position sociale, existe en Flandre chez les jeunes. Pour traiter cette inégalité la promotion de la santé doit particulièrement se concentrer sur les jeunes de l'enseignement technique et professionnel secondaires. Le contexte social familial joue surtout un rôle dans des manières de vivre spécifiques comme les habitudes concernant l'alimentation, l'hygiène dentaire, l'activité physique et l'usage de la ceinture de sécurité. Il est donc nécessaire de s'attaquer aux inégalités sociales dans la promotion de la santé.

1.4.3 HBSC-2006: l'enquête en Communauté française

Dans le cadre de la même étude (HBSC) 11 925 enfants et adolescents en Communauté Française de Belgique, ont participé à la dernière enquête, réalisée en 2006.⁵⁰

⁴⁹ Les conduites à risques sont abordées dans l'enquête HBSC de 2002, par l'étude de la consommation des substances psychoactives licites et illicites, telles que le tabac, l'alcool, le cannabis et l'ecstasy (Piette, 2003: 48) auprès des jeunes d'âge scolaire. Cette enquête évalue son état de santé. La perception de leur santé varie chez les jeunes en fonction de différents paramètres. C'est les élèves de l'enseignement professionnel et technique qui se perçoivent le plus souvent en moins bonne santé.

⁵⁰ Le rapport complète des résultats sera disponible très prochainement.

De façon générale, un très net gradient social s'observe pour les données de bien être et de santé en défaveur des enfants dont la famille se situe dans les catégories les moins favorisées sur le plan matériel.

A partir de données relatives au statut socio économique de l'enfant ou de l'adolescent interrogés – telles que le nombre de voitures et d'ordinateurs dont dispose la famille ou le nombre de fois que celle ci est partie en vacances – 3 niveaux d'aisance matérielles ont été dégagés: élevé, moyen et faible. Le niveau socio économique de l'enfant a été ensuite associé à sa santé, à son intégration scolaire et à sa confiance en lui. On retrouve les données ci-dessous.

Table 4.1 Données de santé: association entre le niveau socio économique de l'enfant/adolescent et sa santé (HBSC, 2006)¹

Niveau d'aisance matérielle de la famille	Mauvaise évaluation subjective de la santé ² (11 153 réponses)	Se plaint de maux de tête, ventre ou dos plus d'une fois par semaine (11 122 réponses)	Problèmes d'intégration scolaire ³ (10 544 réponses)	Peu de confiance en soi (10 647 réponses)
Elevé	4,2 %	29,5 %	14,9 %	35,3 %
Moyen	6,1 %	32,3 %	17,2 %	41,6 %
Bas	9,1 %	35,9 %	18,7 %	44,7 %
Total	6,5 %	33,4 %	16,9 %	40,3 %

1 Etude internationale HBSC (2006), Comportements de santé des jeunes d'âge scolaire SIPES - ESP.

2 Evaluation subjective négative de la santé= réponse à la question 'que penses-tu de ta santé': 'pas très bonne'.

3 intégration scolaire: 3 questions:

1. les élèves de ma classe ont du plaisir à être ensemble'

2. la plupart des élèves de ma classe sont sympas et serviables

3. les autres élèves m'acceptent comme je suis

Création d'un score, divisé ensuite en 2 catégories: 1. 'pas ou peu de problèmes' 2 'beaucoup de problèmes'.

1.5 Grossesses d'adolescentes

Les constatations les plus importantes sur les grossesses d'adolescentes en Belgique (De Wilde, 2007 & 2008) sont les suivantes:⁵¹

- le nombre de grossesses d'adolescentes a légèrement augmenté en Belgique en dix ans: environ 5200 grossesses en 2005, ou 8,5 sur 1000 filles de 10 à 19 ans;
- le nombre d'accouchements par contre a diminué (en 2005 4,61 sur 1000). Le nombre d'avortements a augmenté (en 2005 3,91 sur 1000). Les proportions d'avortements et d'accouchements se rejoignent. Les jeunes choisissent plus pour un avortement quand elles sont plus jeunes;
- 32% des filles enceintes avant leur 20ème année ont moins de 18 ans;
- la fréquence des grossesses d'adolescentes est beaucoup plus élevée à Bruxelles Capitale. Puis suivent la Wallonie et la Flandre. Cela peut sans doute s'expliquer par le pourcentage élevé d'immigrants à Bruxelles. Ils sont souvent très jeunes quand ils se marient;
- les grossesses (semi-)projetées d'adolescentes: une petite partie des jeunes parents planifie la parentalité et un grand nombre ne ressent pas le besoin de prévenir une grossesse. Lorsqu'une fille de ce dernier groupe devient enceinte, nous parlons d'une grossesse semi-planifiée. La parentalité (semi-)planifiée est plus fréquente chez les adolescents de familles allochtones vivant en pauvreté, qui ont de mauvais résultats à l'école et peu d'aspirations concernant leur études et leur carrière.

Les données de recherche confirment que les mères adolescentes ainsi que leurs enfant(s) courent un risque plus élevé de vivre (plus tard) en pauvreté que les adolescents qui ne deviennent pas parent et que les femmes, ainsi que leurs enfants, qui deviennent mère à un âge plus élevé (De Wilde, 2007). Or l'interprétation de ce lien est d'une importance cruciale dans chaque action concernant les grossesses et la parentalité des adolescents. L'association entre 'mère adolescente' et parentalité peut être comprise de quatre manières (note de De Wilde basée sur les références citées):

- la pauvreté comme une conséquence de la maternité pendant l'adolescence. Cette maternité augmente le risque d'un arrêt précoce des études, rend plus difficile une relation durable, et isole la mère des filles de son âge. Ce sont tous des éléments qui peuvent entraîner la pauvreté. Les adolescentes n'ont pas encore la maturité de pouvoir donner à leurs enfants ce dont ils ont besoin, ce qui veut dire que ces enfants commencent avec un retard émotionnel et cognitif, encore un facteur de risque de pauvreté, à long terme. Beaucoup de personnes des pouvoirs publics et des personnes travaillant dans des organisa-

⁵¹ Chiffres concernant les grossesses d'adolescentes entre 1996 et 2005 (en dessous de 20 ans) (base sur les chiffres SPE, ONE, 'Observatorium voor gezin en welzijn' (Observatoire famille et bien-être), 'Abortusevaluatiecommissie' (Commission d'évaluation de l'avortement) et NIS).

tions d'aide et de soutien, pensent dans cette direction. Ils soulignent la prévention (l'usage de contraceptifs et une image réaliste de la maternité) et l'accueil de filles enceintes;

- une maternité précoce comme une conséquence de la pauvreté. Les filles de milieux défavorisés (parents pauvres, familles disloquées, allochtones, mauvais résultats scolaires, adolescentes seules, ...) courent un risque plus grand de devenir mère à un jeune âge. En plus on constate que pour les mères provenant du même milieu, le développement de celles devenues mère avant 20 ans et de leurs enfants n'est pas plus mauvais de façon significative que le développement de celles devenues mère après 20 ans. La plupart des chercheurs (à l'étranger) se servent de ce point de départ. Cela signifie qu'on doit investir dans la lutte contre la pauvreté en général;
- combinaison des deux observations précédentes: une grossesse pendant l'adolescence peut avoir des conséquences négatives qui, selon le contexte, peuvent se renforcer;
- la relation entre les grossesses d'adolescentes et la pauvreté, n'est pas aussi dominante qu'on voudrait bien le croire. La plupart des adolescentes et enfants n'ont pas plus de difficultés que la mère moyenne et ses enfants. Cette grossesse peut être en outre une stimulation pour sortir du cercle de pauvreté. On retrouve cette vision surtout dans la recherche qualitative.

2. Santé mentale des enfants en pauvreté

Pour ce qui est de la santé mentale, on approfondit surtout la notion d'attachement', aussi bien chez les francophones que chez les néerlandophones (voir chapitre 3: Geenen, 2007; Charlier, 2007).

Les recherches sur l'évaluation des *capacités de mentalisation de jeunes enfants présentant des troubles graves du comportement externalisé* ont permis d'identifier des besoins pour les enfants placés dans des services de soins de santé tels que l'hôpital pédopsychiatrique de jour (Charlier, 2007).

Même si l'étude n'est pas focalisée spécifiquement sur les enfants en pauvreté, on peut observer que la plupart des cas d'enfants - analysés dans cette étude - sont issus des milieux défavorisés, ce que permettrait de transférer ces besoins à ce type de population.

La recherche a étudié la relation entre les troubles du comportement externalisé et les troubles de *l'attachement*, ainsi que la relation entre la capacité de mentalisation et la qualité de l'attachement. L'étude a analysé également les variables pouvant affecter la mentalisation et la transmission intergénérationnelle de l'attachement. Il s'agissait d'observer dans quelle mesure le type d'attachement de l'enfant est lié à celui du parent.

Ainsi, selon cette étude, 3 enfants sur 4 présentant un trouble du comportement externalisé, présentent également un attachement de type 'insécure'.

De plus, selon l'analyse qualitative des blocages de mentalisation, la capacité de mentalisation de ces 3 enfants sur 4 est liée à la qualité de l'attachement.

Par ailleurs, dans les 3 cas présentant un trouble du comportement et un attachement 'insécure', au moins un des deux parents présentent, un attachement de type 'insécure'.

L'attachement de type 'insécure' a une influence sur la capacité de mentalisation à trois niveaux: (1) la perturbation grave ou absence de représentations, (2) un blocage des émotions et des affects et (3) le comportement pulsionnel.

Pour les enfants en placement dans des institutions, telles que l'hôpital de jour, la recherche a démontré l'importance d'organiser des activités où les parents peuvent avoir une participation quotidienne, de manière à renforcer les liens et l'attachement entre parents et enfants. Ce traitement doit également avoir une continuité pendant longtemps pour les enfants présentant un attachement de type insécure et particulièrement s'il est désorganisé.

3. Education à la santé

Le Programme 'Schaerbeek' a été développé dans six écoles du quartier (1997-2005), ayant pour objectif l'amélioration de la santé des enfants souvent défavorisés. Le programme prévoyait la participation des enseignants, des familles et des structures préventives. Il comportait sur 4 axes spécifiques: l'éducation, l'axe médico-social, l'axe intersectoriel et l'axe communautaire.

Une évaluation du Programme a été conduite en 2003, permettant de dégager des éléments pour faciliter l'appropriation progressive des pratiques par les instituteurs, au lieu d'une personne de l'extérieur (Martin & Levie, 2006: 4).

4. Conseils aux pouvoirs publics

En général nous pouvons conclure que la recherche 'santé-pauvreté' souligne également l'importance d'une stratégie intégrée dans la lutte contre la pauvreté, impliquant plusieurs domaines. La politique générale en matière de lutte contre la pauvreté devrait être renforcée (aides financières, aide au logement, aide à la rénovation, accès à l'énergie) afin d'améliorer le niveau de vie des familles précarisées et de permettre ainsi une diminution des problèmes de santé qui en sont la conséquence.

Il y a également un consensus concernant *la priorité qu'il faut donner aux jeunes de l'enseignement technique et professionnel comme groupe-cible dans les campagnes de promotion pour la santé*. La lutte de l'inégalité dans la manière de vivre selon la position sociale (alimentation, hygiène dentaire, activité physique et usage de la ceinture de sécurité) est un objectif important dans la promotion de la santé.

Il y a en plus des conseils ponctuels aux pouvoirs publics à propos des thèmes suivants:

- par rapport à la consommation du tabac, il faut porter une attention particulière au passage du primaire au secondaire par le développement des programmes de prévention primaire – destinées à la diminution de la demande – dans la secondaire inférieur (Piette, 2003: 51) Les jeunes de l'enseignement professionnel et technique sont également une priorité;
- la réduction des risques de l'abus d'alcool doit s'intégrer dans tout contenu de programme de prévention (Piette, 2003: 55);
- les primo-arrivants: les recherches-actions proposent des dispositifs innovants et une réflexion sur les politiques qui permettent d'utiliser cette période comme un temps où peuvent s'accroître les ressources de ces familles pour s'adapter à la société d'accueil. Les recherches plaident toutes pour que ce temps d'attente soit investi, qu'il ne soit pas un élément de fragilisation et de désocialisation mais bien un facteur d'intégration dans la société;
- concernant la grossesse d'adolescentes:
 - du point de vue préventif on devrait élaborer une offre qui ne part pas de la supposition que chaque adolescente veut éviter la grossesse. Les collaborateurs dans la prévention doivent oser lâcher l'idée que le désir de chaque adolescente de devenir enceinte est un désir malsain. Seulement en les prenant au sérieux on peut atteindre ce groupe spécifique d'adolescentes qui combinent maternité et pauvreté;
 - un certain nombre de mères adolescentes abandonne l'école et ne poursuit pas leur étude en dépit de leurs capacités cognitives. Beaucoup d'entre eux sont ouvert à l'idée de reprendre une formation supplémentaire (vers le marché du travail ou pas) lorsque leurs enfants ont atteint 2 à 3 ans. Ce groupe spécifique devrait recevoir plus d'attention de la part des services de médiation vers le travail;
 - pour un nombre de mères adolescentes, le logement est un grand problème. Les jeunes mères qui ne peuvent pas rester chez eux, trouvent difficilement une alternative. Les 'Centra voor Integrale Gezinszorg' (CIG's, centres de soin intégral à la famille) ont de longues listes d'attente. Les services d'accompagnement à la vie indépendante (begeleid zelfstandig wonen) ne sont pas préparés à des jeunes avec enfant. Une politique claire par rapport au logement de mères adolescentes est souhaitable.

Concernant la rééducation et le traitement en psychiatrie infanto-juvénile un nombre de besoins ont été identifiés par Charlier (2006) à partir de l'analyse des lieux où l'ensemble des soins de santé sont donnés. Les recommandations suivantes sont proposées:

- *l'intégration du traitement pédopsychiatrique et la réadaptation.* Il s'avère dès lors qu'en pédopsychiatrie intensive, le traitement et la réadaptation ne peuvent pas être dissociés. Dans la pratique, il apparaît que le traitement pédopsychiatrique et les techniques de rééducation pluridisciplinaire associant médico-social, éducatif, familial sont intégrées dans un programme thérapeutique unique (Charlier & Dankaerts, 2006: 3). La globalité et la multidisciplinarité sont donc à encourager à tous les niveaux. La notion de 'Centres de soins intégrés multidisciplinaires' est particulièrement indispensable dans le secteur Infanto-Juvenile (Charlier, 2006: 1);
- *le système de réseau.* Après un inventaire des insuffisances observées dans la pratique pédopsychiatrique, le Sous Groupe de Travail Ministériel sur la Santé Mentale des Enfants et des Adolescents soulève l'importance d'accorder une priorité aux projets de réseau avec répartition coordonnée des fonctions de chacun, ainsi que à l'intégration des centres ambulatoires dans la perspective de circuits de soins. Les enfants et adolescents qui sont admis dans des Centres 7.74 non hospitaliers, destinés à des prises en charge pédopsychiatriques intensives ont un grand besoin d'encadrement. L'analyse de la place de ces institutions dans un réseau structuré pour permettre des circuits de soins optimaux indique la nécessité de promulguer des services de liaison entre l'intensif, institutionnalisé, et l'ambulatoire qui fonctionne dans un cadre de vie normale (Charlier & Dankaerts, 2006: 4). Le système de réseaux devrait être donc, encouragé et développé afin d'assurer la continuité des soins, et les synergies entre les structures disponibles, aussi bien celles responsables des soins d'urgence que celles à court, moyen et long terme;
- *la complémentarité entre le préventif et le curatif.* Il est primordial de favoriser et d'élargir la complémentarité entre le préventif et le curatif, ce qui suppose le renforcement des liens et collaborations entre les institutions du milieu de la santé et du social (Charlier & Dankaerts, 2006: 2). Les enfants présentant des troubles du comportement doivent avoir accès à des institutions qui s'occupent du social, tels que les AMO, le SAIE (Service d'aide Educative aux Parents) et autres. On constate que les services existants accueillent généralement plus les adolescents, que les enfants en bas âge. C'est donc particulièrement pour ces enfants en bas âge que l'offre de services doit être renforcée pour être plus préventive.

5. Recommandations pour la recherche future

On peut faire les recommandations suivantes pour la recherche future:

- l'ONE signale qu'on n'a pas de chiffres fiables et comparables pour ces populations spécifiques. Il faudrait une recherche spécialement ciblée sur les enfants vivant en pauvreté, incluant la participation des personnes et des enfants eux-mêmes et prenant en compte les personnes qui tombent hors de toutes statistiques;
- en ce qui concerne les grossesses d'adolescentes, il y a un manque énorme de recherche en Belgique, surtout en comparaison avec la recherche internationale. On a besoin de:
 - recherche quantitative (socio-démographique) concernant les mères adolescentes;
 - recherche quantitative (socio-démographique) concernant la jeune clientèle pour l'avortement;
 - de moyens pour une analyse permanente des chiffres concernant les grossesses d'adolescentes;
 - recherche sur le vécu des parents adolescents;
 - recherche sur jeunes et avortement.

6. Recherche en cours et recherche prévue

Le 'Steunpunt Welzijn, Volksgezondheid en Gezin' (SWVG) a comme but d'organiser à partir de 2008 des panels d'utilisateurs de soins. Plus concrètement, cela se fait pour trois groupes cible: nourrissons et enfants, adultes et personnes âgées. Pour le groupe d'adultes on va suivre longitudinalement un échantillon de 800 personnes vivant en précarité financière. Précarité financière est définie comme ayant droit au statut OMNIO. Cette limite est plus haute que le revenu d'intégration et que le seuil européen de la pauvreté. On va vérifier de quels services pour le bien-être et pour la santé ils font usage et on va essayer de découvrir si cet usage est en relation avec des caractéristiques individuelles, avec des caractéristiques du quartier et avec l'offre régionale de services. Cette recherche a lieu en 8 régions flamandes, qui sont soigneusement choisies sur base de critères comme l'urbanité, la diversité, la situation socio-économique et la répartition provinciale

En ce qui concerne le thème de parentalité adolescente, le 'Centrum voor relatievorming en zwangerschapsproblemen' (cRZ) (Centre pour formation de relation et problèmes de grossesse) va entamer une recherche sur trois thèmes:

- analyse des données venant des déclarations des naissances en Flandre;
- recherche sur le vécu concernant le soutien social et psychologique que reçoivent les mères adolescentes;
- une nouvelle analyse globale des chiffres (automne 2008).

Enfin, un projet ambitieux sur 5 ans devrait être prochainement lancé en Communauté française, portant sur 'Parentalité et Promotion de la santé du nourrisson et de sa famille auprès des publics fragiles'.

CHAPITRE 5

THEMES ET GROUPES SPECIFIQUES

Introduction

Dans ce rapport nous arrangeons le matériel des recherches inventoriées selon un nombre de thèmes centraux que nous avons déjà traités dans les quatre chapitres précédents. Dans ce 5ème et dernier chapitre nous présentons l'information sur quelques thèmes et groupes spécifiques par rapport avec le thème central du rapport, notamment enfants et pauvreté. Souvent il s'agit de seulement une recherche concernant un seul sous-groupe d'enfants vivant dans la pauvreté ou concernant un thème très spécifique. Le premier thème est la situation d'endettement problématique dans des ménages avec enfants. Le deuxième traite de l'information concernant les enfants sans abri et les enfants sans domicile. Ensuite nous rapporterons sur la recherche concernant des familles avec un enfant handicapé. Puis, nous révisons comment sont abordés les jeunes adultes dans la recherche, un thème qui strictement parlant ne fait pas l'objet de notre rapport actuel, mais qu'on traite quand-même à cause de son importance sociale. Ensuite on parlera du thème 'enfants de détenus' ainsi que le thème enfants des Roma. Enfin nous résumerons les recherches concernant les enfants d'immigrés, enfants sans statut de séjour valable et enfants de primo-arrivants. Comme dans les chapitres précédents nous conclurons avec des conseil pour la recherche future et pour les pouvoirs publics.

1. Endettement problématique dans des familles avec enfants⁵²

L'étude concernant les situations d'endettement et de charge de dettes problématiques est d'une grande importance dans le cadre de la pauvreté et l'exclusion sociale. Des situations d'endettement peuvent être aussi bien la cause que la conséquence de la pauvreté, de la précarité et de l'exclusion sociale. En Belgique ce problème reçoit déjà depuis longtemps l'attention des responsables politiques, aussi bien au niveau fédéral qu'au niveau régional. Aussi au niveau européen

⁵² Information du Centrum voor Sociaal Beleid (CSB), Universiteit Antwerpen.

l'endettement est une thématique importante dans le cadre de l'exclusion sociale. En 2008 la module annuellement changeante de l'enquête SILC est vouée à l'endettement exagéré et à l'exclusion financière. Actuellement il n'y a pas encore des indicateurs communs au niveau européen concernant des situations d'endettement dans le cadre de 'OMC Sociale Bescherming en Sociale Uitsluiting' (OMC Protection sociale et exclusion sociale).

Au nom du Service Fédéral Public Sécurité Sociale on a vérifié les possibilités de développer des indicateurs valides et fiables concernant l'endettement exagéré (trop grande charge de crédits) et les situations de dettes problématiques, sur base du Survey of Income and Living Conditions (SILC) (Carpentier, 2007). On mentionne aussi les limitations de telles indicateurs ainsi que la façon de les améliorer. En plus, le chercheur essaie de donner une image de l'incidence sociale de l'endettement problématique: combien de personnes en sont victimes?, et quelles sont leurs caractéristiques?

Quelques chiffres importants (reçu du CSB, Université d'Anvers):

- enfants plus jeunes que 16 ans ont fréquemment des dettes de consommation: 25% de toutes les personnes avec des dettes de consommation;
- aussi des jeunes de 16 à 24 ans ont souvent des dettes de consommation: 13% de toutes les personnes avec des dettes de consommation;
- le groupe le plus grand avec des dettes de consommation sont les personnes entre 25 et 49 ans: 46% de toutes les personnes avec des dettes de consommation. Parce que les personnes de ce groupe d'âge ont souvent des enfants dépendants, cela signifie que beaucoup de familles avec enfants dépendants ont des dettes de consommation. Des ménages avec enfants ont plus souvent des dettes de consommation que des ménages sans enfants (16 à 19% des ménages avec enfants contre 14% pour les ménages avec deux adultes moins âgés que 65 ans). Les ménages avec enfants ayant des dettes sont plutôt des ménages avec un bas revenu de travail que des ménages dans lesquels personne ne travaille. Des familles monoparentales ont moins souvent des dettes que des familles avec deux parents, mais ont affaire plus souvent avec une situation d'endettement problématique que les familles à deux parents;
- quand est-ce qu'une situation de dettes est problématique?: quand le débiteur a des difficultés d'honorer ces obligations financières. Les deux indicateurs les plus importants sont le pourcentage de familles qui tombent dans la précarité à cause de leur situation d'endettement et le pourcentage de familles avec au moins deux retards de paiement pour leurs besoins de base. Deux indicateurs sont considérés comme indicateur de base: (1) proportion de ménages qui vivent dans la précarité à cause de dettes de consommation; (2) au moins un retard de paiement pour deux biens de base (soins de santé, électricité/gaz et loyer/hypothèque) ou deux retards de paiement pour un bien de base:

- pourcentage de personnes vivant dans la précarité avec des retards problématiques de paiement: 15,6% (N=350);
- parmi les personnes avec des retards problématiques 39,4% est en situation de risque de pauvreté.
- le risque de retards problématiques de paiement est pour des ménages avec enfants: 7,6% (N=7 070);
- le risque de retards problématiques de paiement est 20,3% pour des familles avec enfants et vivant dans la précarité;
- le risque de retards problématiques de paiement est 5,3% pour une famille avec enfant et ne pas vivant dans la précarité.

2. Les enfants sans abri et les enfants sans domicile

FEANTSA signale qu'il existe quelques données dans les différents pays de l'Union Européenne, mais qu'elles sont souvent difficiles à interpréter et à comparer (FEANTSA, 2007). Il signale également deux principales problématiques dans les pays européens: les enfants dans des familles sans domicile et les adolescents non accompagnés et sans domicile.

Les enfants dans des familles sans domicile ne se retrouvent pas souvent à la rue, mais plutôt dans des formes de refuges temporaires. Ils tendent par conséquent à se trouver dans des situations d'exclusion liée au logement, précaire ou/et inadéquat. Cela inclut:

- les enfants de familles vivant dans des centres d'hébergement;
- les enfants accompagnant leur mère dans des refuges pour femmes victimes de violence domestique;
- les enfants dans des familles menacées d'expulsion;
- les enfants de familles vivant dans des conditions précaires de logement. (FEANTSA, 2007: 11)

Une étude exhaustive sur l'exclusion liée au logement en Wallonie publiée à la fin de 2005 a démontré qu'à travers la région wallonne, le profil des personnes logées dans des centres d'urgence était le suivant: 8,4% de couples sans enfant, 23% de couples avec enfants, 63% de familles monoparentales (généralement des jeunes femmes seules accompagnées de jeunes enfants). (FEANTSA, 2007: 11)

En outre, le problème des adolescents non accompagnés touchés par l'exclusion liée au logement (principalement sans logement et sans abri) s'avère être une tendance dans de nombreux pays européens, et concerne surtout les individus en dessous de 18 ans faisant partie des catégories suivantes: adolescents sans domicile, jeunes fugueurs ou expulsés de leur domicile, mineurs non accompagnés, enfants sortant d'institution. (FEANTSA, 2007: 15)

La Commission Nationale pour les Droits de l'enfant (CNDE), prépare le troisième rapport périodique de la Belgique pour le Comité des Droits de l'enfant des Nations Unies. Un groupe spécifique de travail sur la 'Pauvreté et Mendicité' a été constitué au sein de la CNDE. La Commission signale qu'il est nécessaire d'accorder une priorité aux problèmes de logement et d'énergie qui touchent des ménages avec des enfants.

3. Familles avec un enfant handicapé⁵³

Familles avec un enfant handicapé ont en comparaison avec une famille moyenne en Flandre un profil socio-économique plus faible. Les familles monoparentales y sont plus fréquentes, les mères ont un niveau de formation plus bas et ont moins souvent un travail salarié (plus de 40% des mères n'ont pas de travail salarié, contre environ une mère sur quatre dans le groupe de familles moyennes). Il est probable que c'est à cause de la plus grande charge des soins pour un enfant handicapé que leur participation au travail est moins grande. Néanmoins, les pères sont aussi moins actifs sur le marché du travail: un sur cinq pères n'a pas de travail salarié, tandis que cette proportion est de 1 sur dix chez les pères des familles moyennes. Le revenu de ménage, moyen et standardisé n'est pourtant pas beaucoup plus bas que celui des familles moyennes (€ 1 419 contre € 1 499 dans des familles avec enfants entre 3-15 ans), ce qui suggère que la plus basse participation au travail dans ces familles est assez bien compensée par la sécurité sociale. La situation change pourtant lorsque nous tenons compte des dépenses l'accueil d'enfants et les dépenses médicales pour les enfants. Lorsqu'on tient compte de ces frais-là le revenu familial baisse avec au moins 24%; on voit qu'ici ce sont surtout les dépenses médicales qui pèsent le plus fortement (baisse du revenu avec 15%), dans des familles avec jeunes enfants (-3 ans) il s'agit de 11% (surtout frais pour l'accueil d'enfants), chez des familles avec enfants entre 3 et 15 ans il s'agit de 4%. Le risque de pauvreté des familles avec un enfant handicapé augmente fortement lorsqu'on tient compte des dépenses pour l'accueil d'enfants et les frais médicaux: de 19% à 28%.

4. Jeunes adultes

Le groupe de jeunes adultes (15 à 18 – 24 à 30 ans) n'appartient pas strictement à notre tâche. Nous remarquons pourtant que différents chercheurs et organisations de bien-être tirent l'attention sur ce groupe.

⁵³ Données sur base de la banque de données GEZO, CSB (Universiteit Antwerpen); voir aussi Ghysels & Debacker, 2007.

Du côté flamand le 'Steunpunt Algemeen Welzijnswerk' (CAW) signale que les jeunes adultes courent un grand risque d'exclusion sociale (Serrien, Stas & Van Menxel, 2008). En remarque que la césure entre minorité et majorité est une construction juridique qui ne correspond pas nécessairement avec la réalité sociologique. La transition vers la majorité ne se fait pas en une journée (le 18^{ème} anniversaire), il s'agit au contraire d'un processus. Pour des jeunes vivant en précarité qui ne peuvent ou ne veulent plus compter sur leur famille d'origine, ce processus commence déjà avant leurs 18 ans. On constate qu'à cause du manque de transition formelle entre les formes d'aide de l'Aide à la Jeunesse (bijzondere jeugdbijstand) d'une part et les services de travail de bien-être général (algemeen welzijnswerk) d'autre part, certains jeunes tombent dans le vide.

'D'une part on observe que les Comités pour l'Aide à la Jeunesse (comités bijzondere jeugdzorg) n'ouvrent souvent plus un dossier pour jeunes qui entrent pour la première fois en contact avec eux à l'âge de 16-17 ans. D'autre part nous estimons qu'un grand groupe de jeunes ferment la porte pour un accompagnement à l'âge de 18 ans, parfois après un parcours déjà long d'accompagnement par l'aide à la jeunesse. Ils ont un dégoût des services d'aide ("hulpverleningsmoe") et veulent essayer leur vie seuls. Après quelques années parfois ils réapparaissent dans les services pour adultes lorsque leur situation est devenue intenable.'

Le 'paradox de la majorité' est aussi signalé dans une recherche récente concernant des jeunes vivant en précarité sociale; recherche faite sur commande de l'OCMW (CPAS)-Leuven (Van Regenmortel, 2007).

En Wallonie les AMO signalent une augmentation de demandes d'aide et de conseils de la part des jeunes adultes de 18 ans. Beaucoup d'entre eux étaient accompagnés jusque l'âge de 18 ans mais rien n'est prévu lorsqu'ils atteignent la majorité (Gavray, Communication personnelle, 2008).

La recherche concernant les jeunes et le soutien par les OCMW (CPAS) démontre qu'être principalement focalisé sur le marché du travail et sur l'offre d'emploi ne peut certainement pas être considéré comme la meilleure solution pour toutes les personnes ayant droit à un revenu d'intégration (Seynaeve et al., 2004; Steenssens et al., 2008; Vandermeersch, 2007). Par contre les chances à du succès d'une offre d'aide augmentent lorsque l'OCMW (CPAS) donne une interprétation large au concept d'activation et essaie d'obtenir d'abord une évolution positive dans les autres domaines de vie que celui du travail. Seulement après qu'on a construit une bonne base, un plateforme de sécurité, on peut s'investir dans l'accompagnement vers le travail. Un tel travail d'accompagnement est un travail de longue haleine pour lequel on ne peut pas fixer un timing trop stricte.

5. Enfants de parents détenus

Une recherche-action (Delens-Ravier & Weissgerger, 2005) développée dans le cadre d'une initiative lancée par le Fonds Houtman, s'intéresse aux effets de l'incarcération d'un parent sur le développement de l'enfant, ainsi qu'aux axes à privilégier et aux limites d'une intervention respectueuse des enfants dans le paysage institutionnel belge particulièrement complexe.

Les résultats de ces recherches montrent que:

- la détention renforce les situations de pauvreté des familles: par à la fois une baisse des ressources financières et des dépenses supplémentaires occasionnées par la détention (déplacements pour les visites notamment et logistique du détenu) (Delens-Ravier et Weissgerger, 2005: 10);
- les effets particuliers de l'incarcération d'un parent sur les enfants sont graves (Delens-Ravier et Weissgerger, 2005: 8);
- 'l'importance du maintien d'une relation entre l'enfant et le parent détenu est donc reconnue' (Delens-Ravier et Weissgerger, 2005: 10).

Cette recherche-action a permis de dégager deux grandes orientations à donner au travail de l'intervenant 'enfant - parent détenu', qui se sont révélées nécessaires et complémentaires:

- 'un premier axe concerne la communication, il concerne le travail d'information, de sensibilisation et de coordination à divers niveaux;
- un second axe concerne le soutien-accompagnement vis-à-vis des différents bénéficiaires, le parent détenu, l'enfant et la personne qui en a la charge, le plus souvent la mère' (Delens-Ravier et Weissgerger, 2005: 27).

6. Des enfants Roms

La situation des enfants Roms (Carpentier, 2004) et leurs difficultés à la participation scolaire, entre autres:

- la situation de séjour précaire;
- des particularités culturelles qui démunissent les enfants Roms par rapport aux pré-requis de l'école;
- absence de cadres de références de l'école et les mauvaises expériences;
- une communication pauvre/faible entre l'école et les familles, souvent caractérisée par des malentendus causés par une méconnaissance réciproque et par d'autres cadres de référence. (Carpentier, 2004: 96)

7. Immigrants adolescents

Une enquête prospective a été réalisée pour évaluer le devenir et l'évolution de la qualité de vie d'adolescents immigrés scolarisés entre la première et la deuxième année de leur arrivée en Belgique. Plus de la moitié des adolescents étaient perdus de vue lors de la deuxième enquête. Les résultats de qualité de vie ont montré une diminution significative des scores pour les dimensions 'bien-être psychologique', 'énergie-optimisme', 'école', 'parents' et une augmentation significative pour la dimension 'loisirs'. (Renard & Deccache, 2006: 101)

8. Des enfants sans papiers

La situation d'enfermement d'enfants dans les centres fermés pour étrangers constitue une violation aux droits de l'enfant. Les dégâts que provoque l'enfermement sur les enfants sont connus depuis longtemps et sont contraires à la Convention relative aux droits de l'enfant.

- Des études analysent les risques auxquels sont confrontés les enfants de ces centres fermés, Hayez (2008), la CODE (2008), SumResearch (2007). Les conditions de vie dans les centres fermés sont tout à fait inadaptées aux enfants.
- Le Rapport réalisé par SumResearch entre octobre 2006 et février 2007, commandité par le Parlement et par le Ministre de l'intérieur duquel relève l'Office des étrangers, étudie les alternatives à la détention des familles. (SumResearch, 2007)

En Belgique, des débats ont été déclenchés en décembre 2005 concernant la situation des 66 mineurs non accompagnés détenus dans le centre de réfugiés 127 de Steenokkerzeel, en particulier parce que d'autres centres similaires commençaient à détenir des enfants de manière semblable (CODE, 2005). Les discussions se sont principalement concentrées sur la nécessité de traitement différent entre les enfants et les adultes. Bien que les enfants dans ces situations ne soient pas à proprement parler des sans abris, ils sont clairement victimes d'exclusion liée au logement. De plus, ces situations placent les mineurs non accompagnés dans une situation vulnérable les empêchant d'avoir accès à l'enseignement, les plaçant à proximité de réfugiés adultes, et les exposant à des éventuels problèmes de santé (physique et mentale). (FEANTSA, 2007: 18)

Depuis avril 2005 Kind & Gezin enregistre pour la Région Flamande le statut de séjour des enfants (Kind & Gezin, 2006: 94). Dans la banque de données Ikaros on note si la famille dispose ou non d'un statut de séjour définitif. Il s'agit entre autre de familles qui ont demandé l'asile et de familles qui sont illégalement dans le pays.

530 enfants sont nés en 2006 dans une famille avec un statut de séjour précaire, ou 0,8% des enfants nés dans cette année. Ce pourcentage est à peu près inchangé par rapport à 2005. Presque la moitié de ces enfants habite la province d'Anvers.

9. Les primo-arrivants

Le projet UNI-SOL ('Universités en Solidarité pour la santé des populations défavorisés') est une recherche-action interuniversitaires (UCL, ULB, ULG et UMH) initiée et financée par le Fonds Houtman durant deux années. Le projet avait pour objectif de développer et promouvoir, à travers des expériences du terrain, des approches permettant de construire avec les acteurs sociaux et les familles primo arrivantes de nouveaux modèles de compréhension et d'intervention dans le champ socio sanitaire. (Fonds Houtman, 2006)

Les chercheurs ont pris en compte diverses dimensions, telles que, l'éducation, l'aide sociale et le logement.

- L'équipe de l'UMH a étudié les difficultés de l'éducation des parents en demande d'asile. A partir d'un travail de type anthropologique, l'équipe a identifié quatre manières de gérer les conflits à partir des différences de conceptions en matière de santé, de développement de l'enfant, d'éducation entre le pays d'origine et le pays d'accueil. La recherche a débouché sur une grille de lecture que tout professionnel peut utiliser afin d'identifier les fragilités et les ressources des personnes primo arrivantes. (Pourtois et al., 2006)
- Les chercheurs de l'Unité d'éducation pour la santé de l'UCL ont souligné les difficultés rencontrées par les parents dans l'exercice de leur rôle parental, par exemple lorsque l'enfant fréquentant une école, apprend rapidement la langue du pays d'accueil et devient plus compétent que ses parents pour se débrouiller dans la vie quotidienne. Cette situation peut provoquer des troubles d'identité chez l'enfant. Les chercheurs insistent de renforcer les relations avec les parents dans l'école. (Deccache et al., 2006)
- L'Ecole de Santé Publique de l'ULB a étudié la mise en réseau de professionnels autour de la problématique des familles migrants dans la commune bruxelloise. Les chercheurs relèvent que la qualité de la prise en charge dépend de la diversité et du nombre de services présents. Face aux demandes souvent multiformes et apparemment 'hors cadre' la nécessité de décoder et de travailler avec d'autres approches s'est imposée. Ce qui requiert de la part de chaque intervenant une vision claire de son mandat par rapport à la demande des familles. (Humblet et al., 2006).
- L'équipe de Liège a croisé la situation des familles primo-arrivantes avec le vécu des intervenants sociaux chargés de leur prise en charge. Des dispositifs tels que la médiation interculturelle et le soutien spécifique des intervenants

face aux difficultés soulevées par les familles, ont été particulièrement travaillés. (Born et al., 2006)

Les résultats des recherches ont permis d'isoler plusieurs dimensions de la vie quotidienne susceptibles d'influencer négativement l'état de santé des populations ainsi que les dimensions pouvant constituer des facteurs de protection. Nous avons pu inférer le rôle des croyances d'efficacité personnelle sur la façon dont ces événements de vie étaient vécus. De fortes croyances d'efficacité tendent à réduire la vulnérabilité physique et psychosociale des individus. Ces résultats nous ont aussi permis de formuler une hypothèse concernant certaines variables pouvant caractériser les personnes entrant dans un processus de résilience ainsi que d'avancer l'éventualité d'un syndrome traduisant une forte vulnérabilité psychosociale liée à l'environnement des demandeurs d'asile. (Fonds Houtman, 2006: 131)

10. Recherche en cours

La scolarisation des enfants roms (Enquête mis sur pied par La Fondation Roi Baudouin):

Il s'agit d'entretiens approfondis menés par des femmes roms auprès de mères roms. Le but est, en donnant la parole aux roms, d'appréhender leur motivation personnelle, leur résistance, les obstacles rencontrés, les solutions qu'ils envisagent, leur proposition personnelle pour améliorer les choses. La participation du groupe cibles est en effet privilégiée dans l'approche qui a été choisie dans ce projet. Tenant compte de l'hétérogénéité du groupe cible une trentaine d'interviews ont eu lieu dans plusieurs villes clés où sont concentrés des communautés roms: Antwerpen, Gent, St Niklaas, Charleroi, Liège, Bruxelles. Un rapport – avec les résultats de l'étude et des recommandations – sera disponible dans le courant du troisième trimestre 2008.

11. Conseils aux pouvoirs publics

Des recherches inventoriées nous distillons surtout trois recommandations aux pouvoirs publics:

- la politique et les services d'aide doivent plus tenir compte de la transition critique vers l'âge majeure (Serrien, Stas & Van Menxel, 2008);
- les recherches-actions UNI-SOL (Fonds Houtman, 2006) proposent des dispositifs innovants et une réflexion sur les politiques qui permettent d'utiliser cette période comme un temps où peuvent s'accroître les ressources de ces familles primo arrivantes pour s'adapter à la société d'accueil. Les recherches plaident toutes pour que ce temps d'attente soit investi, qu'il ne soit pas un élément de

fragilisation et de désocialisation mais, bien un facteur d'intégration à la société;

- promouvoir l'accompagnement des familles de la Communauté Rom en vue de favoriser la scolarisation et d'éviter la mendicité de ces enfants (Carpentier, 2004).

12. Recommandations pour la recherche future

Suggestions pour la recherche:

- recherche quantitative et qualitative plus approfondie concernant le groupe de jeunes adultes qui décroche du système d'aide ou qui ne (re-)trouve plus le chemin vers ces services (Serrien, Stas & Van Menxel, 2008);
- immigrants: nécessité des données socio-économiques, démographiques et culturelles au sujet des adolescents (Renard & Deccache, 2006: 105).

POSTFACE

POINTS DE VUE ET PERSPECTIVES

Le présent travail nous a permis d'explorer quelques domaines concernant l'enfant en pauvreté; d'entendre les questions que les chercheurs se posaient, de suivre leur cheminement vers une connaissance et de voir quelles données et savoirs ils offrent en partage.

Ce travail nous a aussi permis des contacts personnels avec de nombreux chercheurs. Nous les remercions de l'accueil réservé et de la documentation communiquée. Un important rapport d'expert nous est parvenu tardivement au moment où la rédaction était faite, nous avons tenu en présenter ici les conclusions, sous forme de complément (annexe 4).⁵⁴

Nous espérons que les auteurs ne se retrouvent pas dans l'inventaire avec des idées trop charcutées et réduites et que les lecteurs intéressés rechercheront les textes originaux.

Au-delà des auteurs, il y a les personnes et les enfants vivant la pauvreté et ceux qui partagent leur combat. Ils trouvent ici un relevé de ce que les chercheurs académiques écrivent à leur sujet. Ceci est une première étape et nous espérons bien dans un proche avenir dans une deuxième étape pouvoir discuter et retravailler ces textes et sujets avec eux.

Le présent rapport est structuré selon des domaines d'existence: Ecole, Famille, Santé, comme l'était le Rapport Général sur la Pauvreté. Dans ce travail, nous avons inventorié, analysé, mis à plat et vu séparément les sujets. Nous pensons, qu'il est ensuite bon pour le lecteur de les remettre un moment ensemble dans une globalité, de voir comment des domaines se recouvrent, sont en interaction, comment les points de vue peuvent se compléter et s'articuler et comment une vue binoculaire,⁵⁵ où des points de vue sont mis en relation, peut donner profondeur et vie.

⁵⁴ Le texte complet peut être obtenu sur demande: p.fontaine@uclouvain.be.

⁵⁵ Bateson (1984: 139) et Keeney (1983: 37) Fontaine (1996: 135).

Le but de ce texte n'est pas de mettre le point final au terme de ce rapport, qui n'est qu'une étape. Nous mettons plutôt des *points de suspension*, signifiant l'invitation à chacun à poursuivre cette recherche et réflexion. Nous tâcherons de relever ici différents angles de vue possibles sur l'enfant, la pauvreté, les champs, le temps, les chercheurs.

L'enfant

Précédemment, l'on parlait surtout de familles en pauvreté. Poser l'enfant en pauvreté comme sujet de recherche reflète un point de vue plus récent. Nous croyons qu'il est utile de pouvoir se centrer sur l'enfant et de le voir comme une *personne*⁵⁶ individuée et comme un sujet de droits, et en même temps de voir l'enfant en interaction comme *membre d'une famille* qui lui donne vie et à laquelle il donne vie.

Il y a un aspect *enfant-objet*, objet d'intérêt, d'observation, de constatations, de préoccupations, de soins. Objet de classification par exemple comme 'enfant en risque de pauvreté, dans une famille monoparentale, sans travail'. Objet d'une politique d'aide, comme l'allocation familiale. Objet, décrit comme coincé entre sa culture familiale et celle de son système scolaire.

Mais il y a aussi l'*enfant-sujet*, être de parole et de désir, et qu'on peut tâcher de comprendre. Il peut se reconnaître dans l'énoncé⁵⁷ 'Je me sens marginalisé ou exclu.' Ou elle dit préférer à 16 ans avoir un enfant que de continuer à aller en classe.⁵⁸ Ou elle décrit, dans un récit, comment elle cherche à rester loyale et soutenir sa famille et en même temps changer son destin.⁵⁹

L'objet/sujet de notre recherche est nécessairement 'objet', et ceci n'est éthiquement acceptable que si, à d'autres moments, il peut être pensé et rencontré comme 'sujet' de pensées et de désirs.⁶⁰ Il l'est dans une recherche qualitative, quand le chercheur l'écoute et tâche de le comprendre et lui présente ses façons de voir.

La pauvreté

Le concept de pauvreté est aussi vu de différents points de vue. Il est relationnel, lié à un contexte social et peut être vu de points de vue de plus en plus larges:

⁵⁶ En même temps, on dit un bébé seul n'existe pas, ne peut survivre (Winnicott) et en même temps 'bébé est une personne' comme dit et montre Bernard Martino (1994).

⁵⁷ UNICEF (2007) Bilan Innocenti 7 p 45 Question de la Dimension 'Bien-être subjectif'.

⁵⁸ Ce rapport Chap. 4 Santé § 1.5.

⁵⁹ Ce rapport Chap 2 Ecole § 2.1.

⁶⁰ M. Buber.

d'une pauvreté *manque de revenus* vers une conception multi-aspectuelle:⁶¹ pauvreté économique, *culturelle et sociale* Et certains avancent le concept de *manque de capital psychologique*.⁶²

La pauvreté peut être vue s'accompagnant d'*exclusion sociale*, fracture sociale: eux/nous et de dualisation.

Il y a la vue de la pauvreté comme atteinte aux *Droits de l'Homme*. Cette vue est née dans les associations de pauvres, elle est actuellement reprise par des ONG internationales.⁶³ Cette forme est plus normative et contraignante et on l'espère plus efficace. Parallèlement, il y a les concepts de développement humain et de *bien-être* reliés à la pauvreté.

Actuellement la recherche académique tâche d'utiliser la conception multi-aspectuelle, même si les indicateurs économiques restent dominants.⁶⁴ L'emploi des indicateurs Enseignement technique et Enseignement professionnel va dans le sens multi-aspectuel, mais devra atteindre différents types d'Enseignement spécial afin d'y voir les enfants pauvres et plus pauvres mieux représentés.

Les champs

Notre chapitre 'Ecole/Enseignement' porte un double nom, reflétant une vue d'en bas: 'école':lieu et milieu social et 'Enseignement', vue d'en haut par des autorités responsables. Mais sinon les champs sont séparés dans notre analyse, Il y a un autre chapitre 'Famille' à côté du chapitre 'Ecole/Enseignement'. Mais régulièrement nous devons les relier. Ainsi nous disons que l'enfant doit pouvoir relier culture familiale et culture scolaire,⁶⁵ de même que parents et enseignants doivent arriver à une 'co-éducation'. Il y aurait aussi des liens à faire avec la santé et l'habitation, qui influencent également la scolarité.

Ainsi derrière cette division des champs, ces domaines se tiennent et nous devons rester conscients de leur globalité. Les personnes en pauvreté ont moins de libertés: quand un domaine va mal, ils ont moins de ressources disponibles pour compenser et d'autres domaines souffrent.

⁶¹ Ce rapport Introduction § Pauvreté

⁶² Ce rapport Chap 3. Famille § 2.3.

⁶³ Par exemple Amnesty International.

⁶⁴ Est-ce dû à la dominance d'une économie de marché?

⁶⁵ Ce rapport Chap. 2 Ecole § 2.1.

Les temps

Nous mettons des limites au temps de 'l'enfance en pauvreté': 18 ans. C'est l'âge légal d'accès à la majorité et la fin de l'obligation scolaire.

C'est le début d'une nouvelle phase de vie. Mais il y a les problèmes de transition d'une phase à l'autre. Les jeunes moins favorisés, n'entrent pas vers 18 ans dans le stade intermédiaire et moratoire du jeune adulte non engagé, qu'on trouve dans des classes plus aisées. Pour ces moins favorisés, c'est la transition entre une fin de vie à l'école et un accès difficile à un monde du travail et celui de devenir parent. Si l'on veut donner assez d'attention à ces problèmes d'articulation entre deux stades et faire un travail de prévention et accompagnement, il faut s'occuper d'une période de 15 à 20+ ans. Ainsi s'occuper des futures ou jeunes mères, c'est faire de la prévention pour la génération suivante.

Un intérêt majeur de s'occuper spécialement de l'enfant en pauvreté, c'est l'espoir de pouvoir ainsi arrêter le cercle vicieux ou engrenage de la pauvreté et sa transmission d'une génération à la suivante. On le remarque dans les familles mais aussi parmi des enfants élevés en institution. Comment respecter la famille, garder tous ses apports et permettre un changement.

L'étude et compréhension de ces transitions demande des recherches plus longitudinales.

Recommandations

Elles sont, en principe, reprises dans le rapport, quand les auteurs les donnent et parfois ils ne désirent pas en donner. À ce stade, il est difficile pour nous d'en émettre sur base d'un inventaire, essentiellement descriptif, qui ne peut pas aller assez loin dans la compréhension de ce qui se passe. Des recommandations ne peuvent finalement se formuler qu'après échange et consultation avec des personnes vivant la pauvreté et les intervenants du terrain. Même si, tendus vers l'action, nous exprimons parfois nos idées auxquelles nous ne voulons pas donner la valeur et tout le poids de 'recommandations aux autorités'.

Les chercheurs

Les chercheurs ont des approches et positions scientifiques différentes.

Les méthodes utilisées sont surtout *quantitatives* descriptives. Est-ce que y joindre des méthodes *qualitatives* est plus difficile, car demandant l'approche de l'enfant comme sujet?

Les positions épistémologiques peuvent varier entre une approche classique plus néo-positiviste et une approche plus post-moderne. Elles influencent les

recherches en collaboration avec des personnes en pauvreté et la participation des chercheurs dans l'action.

Enfin il y a différents modèles et conceptions pour l'intervention et ses stratégies, tels empowerment, résilience, vulnérabilité etc.

Perspectives

Dans quelle perspective désirons nous poursuivre nos recherches?

D'une part, nous désirons et devons sortir de notre milieu académique et élargir nos vues. Notre premier besoin sera de rencontrer d'autres points de vue, perspectives de ceux qui vivent la pauvreté et de ceux qui travaillent dans ce domaine (le trépieds) . D'autre part nous devons faire un travail intérieur de dialogue, de confrontation et échange d'idées, dans notre réseau de chercheurs.

Avec des personnes pauvres et des praticiens.

Notre rapport devait relever les connaissances et éventuelles recommandations des chercheurs scientifiques concernant l'enfant en pauvreté. Nous savons que notre recueil de connaissances ne peut être complet sans recueillir et intégrer les connaissances des personnes, qui, adultes, ont vécu la pauvreté dans leur enfance ou qui, enfants ou jeunes, la vivent actuellement.

Et pas seulement les interviewer et permettre de s'exprimer, mais aussi leur demander de participer comme partenaires co-chercheurs à la recherche. Recherche qui devient alors plus qu'une recherche, mais aussi une formation pour tous les participants.

Et si la pauvreté et l'exclusion/inclusion sont des phénomènes relationnels et sociaux, cela a un sens de travailler avec un groupe comprenant des enfants vivant en pauvreté et de même que des enfants qui ne le vivent pas personnellement mais le côtoient, et sont intéressés à cette question.

De même nous devons pouvoir rencontrer des personnes qui travaillent dans ce domaine et agissent dans différentes fonctions et styles de relation avec ou pour des personnes pauvres, dans la pratique.

Entre chercheurs

D'autre part, faire cet inventaire nous a permis non seulement de recueillir des données, mais de nous rendre compte de la riche diversité des points de vue, conceptions, paradigmes, stratégies d'action et méthodes utilisées, qui ne

devaient pas être rendus dans ce rapport, mais ont leur importance pour le développement de la recherche et vaudraient, nous croyons, la peine d'y consacrer plusieurs réunions.

Elles peuvent être centrés, comme nous avons dit, sur des méthodologies, positions épistémologiques et stratégies ou sur certains thèmes importants et/ou délicats comme par exemple le trans-générationnel.

Comme je disais, ceci n'est pas un point final, mais des points de suspension, invitation à chacun à poursuivre recherche et réflexion.

Piet Fontaine
Président du GIREP-IGOA
p.fontaine@uclouvain.be

ANNEXES

Annexe 1/ Liste des membres du comité d'accompagnement

Johan Vandenbussche	Adviseur Kabinet Maatschappelijke Integratie johan.vandenbussche@minsoc.fed.be
Julien Van Geertsom	Voorzitter POD Maatschappelijke Integratie (voorzitter BC) julien.vangeertsom@mi-is.be
Josée Goris	Dienst Armoedebelid POD MI josee.goris@mi-is.be
Anja Claeys	Dienst Armoedebelid POD MI anja.claeys@mi-is.be
Rudi Vandam	FOD Sociale Zekerheid rudi.vandam@minsoc.fed.be
Ludo Horemans	Belgisch Netwerk Verenigingen waar Armen het Woord nemen ludo.horemans@antwerpen.be
Christine Mahy	Belgisch Netwerk Verenigingen waar Armen het Woord nemen direction@miroirvagabond.be
Françoise De Boe	Steunpunt Armoedebestrijding francoise.deboe@cntr.be
Piet Fontaine	IGOA-GIReP – Voorzitter p.fontaine@uclouvain.be
Jos Corveleyn	IGOA-GIReP/K.U.Leuven jos.corveleyn@psy.K.U.Leuven.be
Michel Mercier	IGOA/GIReP/FUNDP mme@psy.fundp.ac.be
Thierry Glarner	IGOA/GIReP/Université de Mons thierry.glarner@umh.ac.be
Luisa Aguilar	free lance Franstalige onderzoeker aguilar.luisa@gmail.com
Katrien Steenssens	HIVA/K.U.Leuven/Nederlandstalige onderzoeker katrien.steenssens@hiva.K.U.Leuven.be
Barbara Demeyer	HIVA/K.U.Leuven/Coördinatie barbara.demeyer@hiva.K.U.Leuven.be

Annexe 2/ Enfants en Pauvreté - groupe de réflexionParticipants:

Pierre Fontaine	Voorzitter IGOA/GIREP
Luisa Aguilar	Zelfstandig onderzoeker
Katrien Steenssens	HIVA - K.U.Leuven
Barbara Demeyer	HIVA - K.U.Leuven
Geneviève Bazier	Faculté de Médecine - Facultés Universitaires de Namur - FUNDP
Gaëlle Buysschaert	UNICEF Belgique
Marie Thérèse Casman	Service de Sociologie - Université de Liège
Jozeef Corveleyn	Onderzoeksgroep Psychotherapie en Dieptepsychologie - K.U.Leuven
Nathalie De Bleeckere	Departement Onderwijs en Vorming van de Vlaamse Gemeenschap
Françoise De Boe	Steunpunt tot bestrijding van armoede, bestaansonzeker- heid en sociale uitsluiting
Claire Gavray	Service d'étude du développement social/psychosocial (PSYDEL) Université de Liège
Ides Nicaise	HIVA - K.U.Leuven
Isabelle Ravier	Département de criminologie et de droit pénal - UCL Centre interdisciplinaire des droits de l'enfant (CIDE)
Truus Roesems	Observatorium voor Gezondheid en Welzijn van Brussel- Hoofdstad
Sara Sevenants	Rijksdienst voor Kinderbijslag voor Werknemers
Rudi Van Dam	FOD Sociale zekerheid
Wouter Vandenhoele	Faculteit Rechten - Universiteit Antwerpen UNICEF Chair in Children's Rights
Frederic Van Hauwaert	Vlaams Netwerk van verenigingen waar armen het woord nemen
Frédérique Van Houcke	Coordination des ONG pour les droits de l'enfant (CODE)
Anne Van Meerbeeck	Koning Boudewijnstichting
Marijke Verstraeten	Vakgroep Sociale Agogiek - UGent

Excusé:

Kristel Bogaerts	Centrum voor Sociaal Beleid - Universiteit Antwerpen
Kristof desair	Centrum voor Sociologisch Onderzoek – K.U.Leuven
Freddy Deven	Kenniscentrum welzijn, volksgezondheid en gezin van de Vlaamse Gemeenschap
Sarah D’hondt	Voorzitter Nationale Commissie voor de Rechten van het Kind
Bruno Humbeeck	Centre de Recherche et d’Innovation en Sociopédagogie familiale et scolaire (CERIS) Université de Mons-Hainaut UMH
Hilde Maelstaf	KRONOS - Hogeschool Antwerpen
Michel Mercier	Faculté de Médecine - Facultés Universitaires de Namur – FUNDP
Kristien Nys	Hoger Instituut voor Gezinswetenschappen (HIG)
Gerard Van Menxel	Steunpunt Algemeen Welzijnswerk (SAW)
Dominique Visée	ATD Quart Monde

Annexe 3/ Aperçu des interviews d'experts

Prof. D. Charlier	Psychiatrie Infanto-Juvénile Cliniques Universitaires Saint-Luc
Prof J. Corveleyn	Centrum Dieptepsychologie en Psycho-analyse K.U.Leuven
Prof. T. Glarner	Centre de Recherche et d'Innovation en Sociopédagogie familiale et scolaire (CERIS) Université de Mons-Hainaut (UMH)
Prof. B. Humbeeck	Centre de Recherche et d'Innovation en Sociopédagogie familiale et scolaire (CERIS) Université de Mons-Hainaut (UMH)
Prof. A. Poncelet	Center for Ethnic and Migration Studies (CEDEM) Université de Liège
Prof. I. Ravier	Département de criminologie et de droit pénal UCLouvain
Prof. N. Vettenburg	Vakgroep Sociale Agogiek UGent

Annexe 4/ Complément⁶⁶

⁶⁶ Pour obtenir le texte intégrale vous pouvez contacter p.fontaine@uclouvain.be.



**Faculté de Psychologie et des
Sciences de l'Éducation**



**Centre de Recherche et d'Innovation
en Sociopédagogie familiale et
scolaire (C.E.R.I.S.)**

Université de Mons-Hainaut

(1969 – 2008)

La protection en éducation familiale

Précarités et éducation familiale

J.-P. Pourtois, H. Desmet et W. Lahaye

Sommaire

Introduction

1. Les recherches du CERIS en éducation familiale
 - 1.1. Représentations de l'école
 - 1.2. Personnalité et milieu social
 - 1.3. Conduites langagières et milieu social
 - 1.4. Réussite scolaire en milieu pauvre
 - 1.5. Dynamique de démarginalisation
 - 1.6. Caractéristiques familiales, développement et adaptation scolaire de l'enfant (5-7 ans)
 - 1.7. Impact, à long terme, des déterminants familiaux sur la trajectoire scolaire
 - 1.8. Influence des déterminants familiaux sur la trajectoire sociale et professionnelle
 - 1.9. Enfants d'ouvriers à la Polytechnique
 - 1.10. Processus de transmission intergénérationnelle
 - 1.11. Education postmoderne
 - 1.12. Education implicite
 - 1.13. Vie familiale et activité professionnelle: conflit et synergie
 - 1.14. Ascension sociale et tensions existentielles
 - 1.15. Diagnostiquer le syndrome de résilience
 - 1.16. La souffrance psychologique des assistants sociaux
2. Intervention socio-éducative auprès des familles – conceptions du CERIS
 - 2.1. Les recherches-actions du CERIS: une histoire de plus de 30 ans
 - 2.2. Perspectives actuelles du CERIS en matière d'éducation familiale et d'actions socio-éducatives
3. Conclusions
 - 3.1. Résultats émergents des recherches et des actions du CERIS
 - 3.2. Trois concepts-clés du CERIS

Références bibliographiques

3. Conclusions

3.1. Résultats émergents des recherches et actions du CERIS

En synthèse, que faut-il retenir des recherches et actions menées par le CERIS durant plus de 30 ans dans le domaine de l'éducation familiale et parentale? Nous nous proposons ci-après de lister les éléments saillants qui nous semblent avoir jalonné le parcours du CERIS. Nous examinerons d'abord les résultats des recherches, ensuite ceux des recherches-actions-formations.

(1) Résultats des recherches

- (a) Les parents, selon leur appartenance sociale, ont des représentations sociales différentes de l'institution scolaire: les uns ont un sentiment de familiarité et de positivité à l'égard de l'école, les autres un sentiment d'étrangeté, voire d'hostilité à son égard. Ces perceptions seront transmises à l'enfant, ce qui favorisera ou défavorisera son adaptation scolaire.
- (b) Les personnes aux prises avec un environnement socio-économique défavorable développent des caractéristiques de personnalité spécifiques: leur potentiel intellectuel est peu mobilisé; il en va de même pour leur démarche critique, réflexive et créatrice; la projection dans le futur est difficile; elles s'accommodent aisément à leurs conditions de vie présentes; elles sont conformes aux idées des autres car elles croient peu à la qualité de leur propre pensée; elles manifestent une bonne aptitude à la coopération et, bien que superficielles, les relations qu'elles entretiennent avec autrui sont chaleureuses.
- (c) Lorsqu'on étudie la relation entre les conduites langagières de la mère et de l'enfant (5 ans) en fonction du milieu, on observe que les variables qui différencient les milieux sociaux sont presque aussi nombreuses chez l'enfant que chez la mère (34,9% - 40,9%). Globalement, la puissance de différenciation sociale observée chez les enfants atteint donc 83,3% de celle observée chez leur mère.
- (d) Les réussites contre toute attente ont toujours intéressé le CERIS. Celui-ci a examiné, dans une première étude, les enfants de milieu très modeste qui réussissaient l'école primaire. Les enfants issus de la pauvreté présentent entre eux beaucoup de points communs, qu'ils réussissent ou échouent leur scolarité. Quelques caractéristiques les distinguent néanmoins: ils présentent de bonnes potentialités intellectuelles, sont lucides quant à leur situation sociale et surtout ils sont conformes socialement (ils adoptent les valeurs de l'école); moins que les autres enfants, ils ont vécu des situations traumatisantes; leurs parents accordent de l'importance aux études, les stimulent davantage et s'ouvrent un peu plus au milieu extérieur; les enseignants croient à leurs dons et mérites et ont un niveau d'expectation plus grand à leur égard.

- (e) L'environnement proche est un facteur essentiel dans la réinsertion socio-professionnelle des personnes qui ont vécu tout un temps une situation de dépendance économique. L'isolement, l'absence d'aide extérieure tant matérielle que morale, le rejet familial provoquent le repli sur soi et freinent la réinsertion. A contrario, le soutien des proches et le maintien de liens sociaux stimulent la réinsertion. Par ailleurs, le fait d'avoir retrouvé du travail suscite une réaction positive de l'entourage. Il s'ensuit un processus vertueux favorable au développement du sujet et de sa famille.
- (f) Le poids qu'exerce la famille sur le développement et l'adaptation scolaire de l'enfant est considérable: les réalités familiales (comportements, attitudes, traits de personnalité et potentiel intellectuel des parents, statut et environnement social) peuvent expliquer plus de 84% de la variance des acquisitions scolaires.
- (g) Il existe des 'protéines' de l'éducation favorables au développement et à l'adaptation scolaire de l'enfant. Ces facteurs de privilège sont des comportements (par exemple: tenir compte des capacités de l'enfant; stimuler sa pensée; exprimer peu d'affects négatifs à son égard...), des attitudes (par exemple: la tolérance) et des traits de personnalité (par exemple: une grande stabilité émotionnelle).
- (h) Notons toutefois que certains facteurs agissent de façon composite et dialectique, c'est-à-dire qu'ils agissent en des sens opposés. Par exemple, le trait de personnalité 'méfiance - confiance' agit à la fois positivement (coefficient direct) et négativement (coefficient indirect) sur le développement et l'adaptation scolaire de l'enfant (coefficient indirect). Ceci illustre bien la complexité qui régit la mise en place des conduites éducatives. Ainsi, pour avoir une action bénéfique sur les deux variables-critères, il faut manifester en même temps de la méfiance et de la confiance. La variable 'adaptation familiale' agit selon le même processus.
- (i) Les caractéristiques familiales et personnelles présentes à l'âge de 5-7 ans pèsent lourdement sur la trajectoire scolaire à long terme. La puissance de discrimination de 5 variables mesurées à 5-7 ans est telle qu'il est possible de prédire correctement dans près de 7 cas sur 10 le niveau scolaire que les sujets fréquenteront à 20-21 ans (enseignement professionnel, enseignement secondaire, enseignement supérieur de type court ou enseignement universitaire).
- (j) Parmi ces 5 variables, 2 sont des variables personnelles (Q.I. mesuré à 5 ans et acquisitions scolaires examinées à 7 ans) et les 3 autres sont des variables de l'environnement familial (style éducatif négatif, adaptation familiale et expansivité des mères). C'est dire toute l'importance du rôle précoce qu'exerce la famille sur la trajectoire scolaire à long terme. On peut aussi mettre en évidence des conduites éducatives qui, mises en place dès l'enfance, se révèlent positives quinze ans plus tard. C'est le cas notamment

de la conduite visant à attribuer une signification plus précise à la démarche de l'enfant et/ou une plus grande estime à son égard.

- (k) Si, dans 7 cas sur 10, les sujets sont conformes à la prédiction, il existe aussi, bien entendu, des jeunes sous-scolarisés (c'est-à-dire fréquentant un niveau d'étude inférieur à celui prédit pour eux sur la base des caractéristiques précoces et de celles de leur milieu) et des sur-scolarisés (c'est-à-dire fréquentant un niveau supérieur à celui prédit pour eux). Les sous-scolarisés ont des parents très acceptants et très tolérants, issus de milieu modeste et dont la personnalité se caractérise par de la soumission, une faible stabilité émotionnelle et une faible tension énergétique. Ils font des attributions causales non contrôlables, ne peuvent pas prendre appui sur une trajectoire ascendante des générations antérieures et ont une perception ambivalente de l'école. Les sur-scolarisés, quant à eux, sont peu nombreux. A l'analyse discriminante, ils ne se distinguent pas des sujets conformes. Sachons néanmoins qu'ils effectuent des attributions causales internes et qu'ils peuvent prendre appui sur une ascension des générations antérieures; ils soulignent encore que la surscolarisation est toujours difficile à atteindre et que la séparation d'avec la famille d'origine est peu aisée.
- (l) Les trajectoires socio-professionnelles sont liées à des logiques familiales spécifiques. Une typologie de 5 profils familiaux a été élaborée sur base d'une analyse factorielle. Elle montre que certains types de famille créent une dynamique qui stimule une trajectoire de haut niveau (c'est le cas des 'prothésistes') et que d'autres, au contraire, s'opposent à une insertion socio-professionnelle de qualité (c'est le cas des 'familialistes').
- (m) Parfois, il existe des ruptures de trajectoire. Ainsi, par exemple, nous trouvons des enfants issus d'un milieu modeste qui fréquentent l'école polytechnique. Ces familles ouvrières, bien que conservant une logique caractéristique de leur milieu d'origine (logique fonctionnaliste) ont emprunté de nombreux éléments à une logique initiatrice d'une trajectoire de haut niveau (logique prothésiste). Elles ont mis en place des schèmes d'action innovateurs par rapport à leur logique d'origine et ont réussi leur entreprise grâce à l'articulation d'éléments à la fois sociaux, historiques, familiaux et individuels.
- (n) Le CERIS s'intéresse beaucoup au phénomène de transmission éducative d'une génération à l'autre. Trente ans après l'étude des enfants de 5-7 ans et de leur famille, ceux-ci sont devenus à leur tour des parents. Si on compare les styles et comportements éducatifs, on observe que les parents d'hier et d'aujourd'hui n'éduquent pas de la même manière. En effet, le passage du modèle moderniste au paradigme postmoderniste a imprégné les relations éducatives que les adultes entretiennent avec leurs enfants. Hier, les parents prônaient une pédagogie renforçante centrée sur la maîtrise des objectifs à atteindre. Aujourd'hui, les parents, plus critiques, mettent l'accent sur la personne de l'enfant et la structuration des activités. Leurs intérêts pédagogiques se centrent sur les dimensions humaniste et individualiste. Toutefois, malgré

l'impact qu'exercent les mutations sociales sur les pratiques éducatives, l'analyse des familles montrent que, les unes par rapport aux autres, leur position change peu. Ainsi, sept indicateurs sur dix, permettant de décrire les interactions pédagogiques, indiquent de manière significative que le capital pédagogique se transmet d'une génération à l'autre. Il apparaît donc que si, globalement, les relations éducatives se transforment au gré de l'évolution sociale, les éducateurs que sont les parents restent imprégnés de l'éducation qu'ils ont reçue au point de la reproduire. Changement sur fond de reproduction, telle est l'observation qu'il faut retirer de cette recherche.

- (o) La construction identitaire de l'enfant est sous-tendue par l'existence de scripts, c'est-à-dire de segments d'information reconstruits par le sujet et stockés dans sa mémoire. Nous avons voulu faire émerger ces scripts chez des enfants de 10 à 12 ans. Certaines réponses des enfants sont interpellantes et méritent notre attention: elles sont relatives à des problèmes affectifs (exemple: 'j'aurais mieux fait de ne pas naître'), cognitifs (exemple: 'on ne m'a jamais poussé(e) à faire des choses intéressantes') ou sociaux (exemple: 'je voudrais qu'on m'écoute plus souvent').
- (p) Si l'élève est en situation de décrochage scolaire en début du secondaire, les réponses sont plus interpellantes encore. La fréquence élevée avec laquelle ces enfants cochent certains items (tels que: 'j'aurais mieux fait de ne pas naître' ou 'je m'ennuie, tous les jours sont pareils' ou encore 'j'ai du mal à parler aux autres') prouve leur réelle souffrance psychique.
- (q) L'analyse qui examine la répartition des scripts (chez les enfants de 10-12 ans) selon le degré de proximité de leur choix (analyse hiérarchique de similarité) permet de constater que les scripts négatifs ont tendance à se regrouper en une seule classe tandis que les scripts positifs sont éclatés en plusieurs classes. Il semblerait donc que la bientraitance soit plus multiforme que la maltraitance. Par ailleurs, cette analyse tend à montrer qu'il y aurait des sujets au schéma global positif et des sujets au schéma global négatif.
- (r) L'analyse implicative examine les besoins fondamentaux qui sont à l'origine des autres besoins indispensables à la construction de l'identité de l'enfant de 10-12 ans. Pour la dimension positive, c'est à partir des besoins de structures et de stimulation que l'enfant élabore son identité; au bout de la chaîne implicative, se situe l'attachement qui apparaît donc, contrairement à ce qu'on aurait pu croire, comme la résultante de tous les autres besoins. Quant au schéma implicatif négatif, il se construit au départ de la non-satisfaction des besoins de structures et d'acceptation. Ces besoins initiateurs méritent donc toute notre attention.
- (s) Examinée à travers neuf pays européens et la Russie, la sensibilité des parents aux besoins de leur(s) enfant(s) apparaît identique quelle que soit la culture: les mères sont toujours plus investies que les pères. Par ailleurs, une éducation familiale de qualité semble bien avoir une influence sur la qualité de la relation du couple, le bien-être de tous les membres de la famille, la régula-

tion des pratiques parentales et la qualité des comportements des enfants, qui se révèlent moins problématiques.

- (t) Des tensions existentielles peuvent naître lorsqu'un individu vit une mobilité sociale brutalement ascendante. Son identité peut en être ébranlée. On peut observer trois rapports subjectifs différents eu égard à cette trajectoire: un rapport d'indifférence (l'identité s'ajuste facilement à la nouvelle situation), un rapport d'ambiguïté (l'identité se crée sur fond de fierté d'une part, de frustration d'autre part; elle s'ajuste avec difficulté), un rapport de rejet (l'identité se crée en contre-modèle par rapport au milieu d'origine).
- (u) Les recherches menées notamment sur les trajectoires de vie nous ont amené à élaborer un outil visant à diagnostiquer le syndrome de la résilience. Basé sur le modèle des besoins psychosociaux et opérationnalisé par des items extraits de la littérature scientifique, il prend en compte quatre niveaux d'appréhension et d'interprétation de la résilience (les indices, les indicateurs, les concepts opératoires et les concepts théoriques). Son but est d'observer la dynamique du développement de la personne à travers deux moments: avant et après le fracas. Il fournit des pistes efficaces pour l'accompagnement de personnes victimes de traumatismes graves.
- (v) Pour décrire la souffrance psychique des professionnels de l'action sociale travaillant avec des personnes en difficulté, une cartographie d'indicateurs a été élaborée. Elle met l'accent sur l'insatisfaction résultant des contradictions au sein des valeurs que le travailleur social privilégie, sur sa remise en question perpétuelle de ses compétences et sur son sentiment de non-reconnaissance. L'outil doit encore être validé plus largement et servira à la formation des travailleurs sociaux.

(2) Résultats des recherches-actions-formations

- (a) Les interventions du CERIS en éducation familiale ont évolué au cours du temps. Ainsi, se sont succédé trois phases. La phase de consentement, d'abord, se caractériserait par l'apport d'informations aux parents. Cette démarche s'étant rapidement avérée inefficace, nous avons abordé la phase de participation basée sur la discussion et l'expérimentation de pratiques au foyer. Ensuite, sans abandonner l'approche précédente, nous avons envisagé une phase de coopération essentiellement orientée vers la production (de jeux éducatifs, de contes, de jouets....) et la réflexion critique. C'est au cours de cette dernière phase que la recherche-action s'est réellement développée. Les parents deviennent alors plus conscients de leur rôle éducatif et le changement de comportements éducatifs devient possible. Les enfants, quant à eux, voient leur développement intellectuel et instrumental s'accroître.
- (b) Une extension de la recherche-action à un groupe d'adolescent(e)s a été réalisée. L'intérêt de ceux (celles)-ci à l'égard de l'éducation familiale est très important. Ils (elles) réclament plus d'informations et de pratique de tutorat

auprès de jeunes enfants. Ils (elles) soulignent aussi avoir pu réfléchir sur la place qu'ils (elles) occupent au sein de leur famille.

- (c) Un projet visant à accroître chez les futurs enseignants la capacité d'écoute des parents et l'aptitude à collaborer avec eux a également été développé durant 5 années, sous forme de recherche-action. Les résultats sont positifs allant dans le sens d'une vision moins stéréotypée des familles, d'un accroissement des échanges et d'une recherche de rencontres plus partenariales et plus actives. Ces pratiques innovantes semblent se perpétuer dans le temps. Les parents sont particulièrement intéressés par cette perspective où ils sont davantage acteurs.
- (d) Une recherche-action intensive auprès de parents professionnellement non qualifiés a aussi été menée. Treize mères chômeuses ayant au moins un enfant de moins de 6 ans ont participé à temps plein à cette expérience et ce durant une année. Il s'agissait de former celles-ci à l'éducation familiale, ce qui ne pouvait se concevoir sans la prise en compte de l'émancipation du milieu familial dans sa globalité. Les résultats de cette recherche-action se sont révélés très encourageants; nous avons constaté non seulement un changement dans le champ des compétences éducatives et relationnelles, mais aussi un épanouissement personnel favorable au développement du milieu et dès lors de l'enfant. Ainsi, dix années plus tard, sept mères sur les dix recontactées occupaient un emploi stable. Le fatalisme avait fait place à une croyance en soi et à un sentiment de pouvoir sur les événements.
- (e) Au cours du temps, le CERIS a ressenti le besoin de structurer le contenu des interventions en éducation familiale. Qu'est-ce donc que bien traiter un enfant? Comment construire chez lui une identité solide? Sur base de la littérature scientifique, nous avons élaboré le modèle des douze besoins psychosociaux à la base du développement de l'individu. Dans ce modèle, l'élaboration de l'identité se réalise selon quatre dimensions qui elles-mêmes regroupent trois besoins fondamentaux. Ainsi, la dimension affective regroupe les besoins d'attachement, d'acceptation et d'investissement; la dimension cognitive se compose des besoins de stimulation, d'expérimentation et de renforcement; la dimension sociale réunit les besoins de communication, de considération et de structures; la dimension idéologique enfin envisage les besoins de bien/bon, de vrai et de beau. Ces douze besoins constituent une base précieuse à la réflexivité sociale et individuelle.
- (f) Par ailleurs, pour répondre à ces besoins fondamentaux, il est nécessaire de mettre en place des pratiques. Nous avons dès lors fait correspondre à chaque besoin une pédagogie spécifique. Nous stimulons les parents à sélectionner et expérimenter des pratiques nouvelles issues de la pédagogie des expériences positives (attachement), de la pédagogie humaniste (acceptation), de la pédagogie du projet (investissement), de la pédagogie différenciée (stimulation), de la pédagogie active (expérimentation), de la pédagogie behavioriste (renforcement), de la pédagogie interactive (communication), de la pédagogie du

chef-d'oeuvre (considération) et de la pédagogie institutionnelle (structures). Les besoins idéologiques se retrouvent dans chacune des pédagogies. Notre démarche vise à ce que les parents construisent leur propre système pédagogique dans lequel les pratiques nouvelles qu'ils sélectionnent s'articulent avec leurs théories implicites du développement et de l'éducation.

- (g) En effet, nous avons constaté précédemment que des logiques spécifiques caractérisaient les familles. Dès lors, le processus de réflexivité qu'on sollicite chez le parent se fait sur une base très différente puisque nous observons qu'en fonction de ces logiques, les réponses aux besoins et les pratiques utilisées sont qualitativement et quantitativement différentes. On ne peut donc imposer la même chose à tous. Il s'agit, au contraire, de mettre en place un processus d'appropriation personnel, seul susceptible d'aboutir à un changement incorporé.
- (h) Les professionnels de l'action sociale et éducative ne sont ni initiés à rencontrer les parents ni formés à l'éducation familiale. Une formation dans ces domaines doit donc être envisagée. L'approche est très similaire à celle utilisée avec les parents. Comme ceux-ci, les professionnels ont des savoirs d'expériences et des potentialités dont il s'agit de se servir. Ici aussi, c'est une mobilisation réflexive qui est sollicitée. Les routines sont confrontées à la réflexivité afin de construire de nouveaux schèmes tout en conservant la cohérence de la personne. Pour ce faire, le CERIS a mis en place en son sein un Centre de Ressource Educative pour l'Action Sociale (CREAS) qui dispense largement une formation à l'éducation familiale. Il a aussi implanté des centres d'éducation familiale (CEF) dans les communes et/ou les CPAS. La méthodologie utilisée met l'accent sur le questionnement et non sur la réponse. Une mallette pédagogique visant l'éducation des parents a été élaborée d'une part pour les professionnels et d'autre part pour les parents.
- (i) La recherche-action-formation visant à évaluer l'état de dangerosité des familles, subsidiée par le Ministère de l'Aide à la Jeunesse, a permis d'élaborer un modèle complexe, fondé sur une triple perspective: les facteurs de danger, les facteurs de protection et les facteurs de développement des enfants. Cette recherche permet de déboucher sur une vision de la prévention de la maltraitance qui sollicite la conscience pédagogique des parents et prend en compte les besoins fondamentaux de l'ensemble des membres de la famille.
- (j) La recherche-action-formation relative aux enfants et adolescents à hauts potentiels a permis d'approcher la réalité vécue, parfois avec beaucoup de souffrance, par ceux-ci ainsi que par leurs parents et par leur entourage. Cette recherche a montré que face aux spécificités de ces jeunes, et à la souffrance de beaucoup d'entre eux, il était indispensable de proposer une écoute et un accompagnement adaptés tout à la fois au jeune, à ses parents et à ses enseignants.

- (k) En stimulant la communication autour du développement de l'enfant, l'objectif de la co-éducation Ecole-Famille vise à déplacer l'axe éducatif de façon à ce que la vie de l'élève, ses besoins, ses possibilités se retrouvent au cœur du processus de formation. Dans un tel registre, les parents et l'enseignant investissent plus favorablement l'espace communicationnel dans lequel ils se rencontrent parce qu'ils poursuivent un objectif commun: l'épanouissement de l'enfant dans son rapport au savoir tout en gardant leur statut et leurs rôles propres.

3.2. Trois concepts-clés du CERIS

A l'issue de cette présentation d'un ensemble de recherches et d'actions du C.E.R.I.S. dans le domaine de l'éducation familiale et parentale, nous allons tenter de déterminer le fil rouge qui traverse ces travaux. Nous retiendrons trois concepts intégrateurs, trois concepts-clés qui caractérisent au plus près, nous semble-t-il, nos travaux de recherche et d'action. Ce sont les concepts de perfectibilité, de développement et de protension. Nous partirons du concept le plus englobant – la perfectibilité – dans lequel s'inscrit le développement, lui-même incluant la protension.

Dès le départ, le C.E.R.I.S. a privilégié un postulat de base: celui de la perfectibilité de l'homme, de son évolutivité dans l'acte pédagogique qu'il pose. Cette conception présuppose une confiance en l'être humain, positive sa capacité à l'autonomie et son aptitude à se dépasser. Il s'agit donc d'un véritable pari sur les hommes et les femmes, pari qui table sur l'existence, chez ceux-ci, d'un potentiel disponible pouvant être activé pour atteindre un état ultérieur jugé préférable. Toutefois, nous restons lucides: le poids des schèmes incorporés depuis l'enfance est considérable et ceux-ci parviennent souvent à imposer leur logique conservatrice. Cette mémoire dormante renferme un patrimoine d'habitudes, c'est-à-dire des théories implicites du développement et de l'éducation qui limitent les actions. Dès lors, si l'individu présente une dynamique évolutive certaine, il détient aussi en lui une puissance conservatrice qui fixe des contraintes à ce mouvement d'ouverture et de changement. Constamment, des reformulations identitaires peuvent se faire, mais elles se réaliseront différemment selon les logiques familiales incorporées. C'est pourquoi nous situons nos interventions dans cet entre-deux: d'une part, nous incitons les parents à s'engager dans ce mouvement d'ouverture que permet la réflexivité sociale et individuelle et, d'autre part, nous favorisons l'ancrage des nouveaux schèmes dans les anciens en vue de sauvegarder chez l'individu une cohérence identitaire nécessaire à son développement.

Le développement est effectivement un deuxième concept central qui émerge des travaux du C.E.R.I.S. La visée prioritaire de ceux-ci est l'optimalisation du développement de tous les membres du système familial. On ne peut concevoir une éducation épanouissante si le parent lui-même ne se sent pas apte à gérer sa vie. Le développement des adultes passe par une notion très répandue à l'heure

présente mais qu'il nous paraît indispensable de citer: c'est celle de l'empowerment que nous sollicitons à travers la recherche-action. Dans ce cas, on reconnaît aux personnes le fait qu'elles sont les plus aptes pour appréhender leur terrain d'action, qu'elles sont capables de participer à l'amélioration de leurs propres conditions d'existence et d'intervenir comme partenaires dans les prises de décision. L'adulte devient un producteur de savoirs. Le sujet d'agent qu'il était devient un sujet acteur, voire mieux, un sujet auteur de son propre projet.

Quant au développement de l'enfant, il est préférentiellement abordé par une démarche de prévention dont la finalité essentielle est de rompre le processus de reproduction intergénérationnelle. C'est pour mieux envisager l'approche par le développement que sont menées les recherches fondamentales du CERIS. Nous recherchons les facteurs de protection ou, en quelque sorte, les 'protéines' du développement de l'enfant. Quels sont les ingrédients de la bientraitance? Telle est la question fondamentale qui oriente nos travaux. Quels sont les attitudes et les comportements éducatifs les plus favorables à une adaptation de qualité? Quels besoins fondamentaux sont à l'origine de la construction d'une identité solide? Quelles conduites se transmettent de génération en génération? Pourquoi certains enfants sont-ils résilients et d'autres pas? Etc. C'est à ces différentes questions que le CERIS tente de répondre pour mieux expliquer et mieux comprendre ce que recouvre le concept de 'développement'. La complexité de la tâche est patente. Nous avons constaté que la bientraitance est multiple, que les crises et souffrances font partie du développement, que des conduites éducatives favorables peuvent être composites et dialectiques, que trop ou trop peu de réponses à un besoin s'avérerait néfaste... En interrogeant les enfants de 10-12 ans sur leur vécu éducatif, nous avons également constaté qu'un nombre non négligeable d'entre eux n'a pas l'impression de connaître un développement heureux. Lorsqu'il y a échec scolaire, cette impression se renforce considérablement. L'enfance et l'adolescence sont décidément bien difficiles à vivre à l'heure présente. Et le métier de parents, qui n'est appris nulle part, l'est tout autant. Il est urgent que les parents puissent développer leurs habiletés éducatives pour à leur tour assurer un développement optimal de leur(s) enfant(s). Il est également essentiel que les praticiens développent des compétences professionnelles afin de favoriser l'émergence d'habiletés éducatives diversifiées chez les parents. C'est donc une méthodologie du développement humain à tous les niveaux de l'intervention que le CERIS privilégie.

Très largement associé aux deux premiers concepts, celui de protension a aussi, dès le départ, retenu notre attention. Il s'agit d'un terme repris par Bourdieu (1994) à Husserl. La protension ou anticipation préréflexive est un rapport au futur qui se traduit dans le présent. C'est une induction pratique fondée sur l'expérience antérieure; elle relève donc de l'habitus. Ainsi, les parents mettent en place des stratégies pour maîtriser le futur tout en n'ayant que très rarement une intention stratégique et donc sans calcul conscient préalable. Il faut savoir ici qu'il y a des individus qui anticipent plus favorablement que d'autres, qui savent, grâce aux habitudes qu'ils ont incorporés, reconnaître les bons enjeux sociétaux, ceux qui

méritent d'être poursuivis. C'est le cas bien évidemment des familles favorisées. C'est ce qui, notamment, crée les différences entre les milieux. On imagine dès lors combien peuvent être intéressantes les recherches sur la protension. Par quelles pratiques passe la protension? Comment l'appréhender? Peut-on la modifier ou l'enrichir? Nous pensons que ce concept est un nœud psycho-socio-éducatif et historique extrêmement important à investiguer. C'est ce à quoi le CERIS s'emploie à travers les recherches sur les logiques familiales, la transmission inter-générationnelle, les réussites contre toute attente (c'est-à-dire la résilience)... et par les actions visant à imaginer, mettre en place et évaluer de nouveaux schèmes d'action. Dès lors, c'est l'architecture identitaire de toute la famille qui est ici en jeu et qui est susceptible de prendre un nouveau tournant. La finalité poursuivie par le CERIS est, en fin de compte, l'analyse (par la recherche) et la stimulation (par l'action) du sentiment d'efficacité personnelle (Bandura, 2003) qui a un impact considérable sur le développement des compétences sociales et cognitives de l'individu. Nous cherchons, au CERIS, à saisir et à promouvoir le sentiment d'efficacité résilient susceptible d'aboutir à des initiatives créatrices.

Pour conclure, nous dirons que le projet du CERIS se veut certes épistémologique et praxéologique, mais aussi social et politique. Dans cette dernière perspective, il s'agit d'ouvrir les services sociaux (notamment ceux liés à l'enfance et à la famille) aux enjeux de l'éducation familiale et parentale. Le CERIS s'attèle à créer des Centres d'éducation familiale (CEF) au sein de ces structures (crèches, écoles, consultations de nourrissons, haltes-garderies, maisons de quartier, centres publics d'aide sociale...). Il est attentif à faire participer les multiples partenaires éducatifs locaux afin de créer de véritables réseaux de solidarité et de travail. Parents et intervenants multiples s'associent pour mettre en place des projets sociaux et éducatifs favorables au développement de la communauté. Le CERIS œuvre avec force et vigueur pour qu'une légitimité politique soit reconnue aux familles. Ainsi, celles-ci pourront-elles exercer un rôle de citoyenneté active et responsable au sein de la société. Cette perspective n'est pas un des moindres défis que le CERIS a à relever.

Principales références bibliographiques

- Desmet H. et Pourtois J.-P. (1993), *Prédire, comprendre la trajectoire scolaire*. Paris: PUF.
- Lahaye W., Pourtois J.P. et Desmet H. (2007), *Transmettre. D'une génération à l'autre*, Paris, PUF.
- Monnier R. et Pourtois J.-P. (1987), *Relations école-famille*. Bruxelles: Nathan.
- Nimal P., Lahaye W. et Pourtois J.-P. (2000), *Logiques familiales d'insertion sociale*. Bruxelles: De Boeck.
- Pourtois J.-P. (1979), *Comment les mères enseignent à leur enfant (5-6 ans)*. Paris: PUF.
- Pourtois J.-P. et Coll. (1984), *Eduquer les parents ou comment stimuler la compétence en éducation*, Bruxelles: Labor.
- Pourtois J.-P. et Coll. (1991), *Dynamique de démarginalisation*, Bruxelles, Labor.
- Pourtois J.-P., Desmet H et Coll.(1992), *Réussir l'école en milieu pauvre – Etude comparative du succès et de l'échec scolaire chez des enfants issus de familles chômeuses et minimexées*. Document du CERIS.
- Pourtois J.-P. et Desmet H. (2002, 3^{ème} éd.), *L'éducation postmoderne*. Paris: PUF.
- Pourtois J.-P. et Desmet H. (2004), *L'éducation implicite*, Paris: PUF.

BIBLIOGRAPHIE

- Alter Educ (2007), 'Coûts scolaires: pour des politiques 'différentiées et ciblées', *Alter Educ*, n°142, Bruxelles, Actualités 11 mars 2007.
- Ansems T. (2004), *Doen en meedoen. Aanbevelingen van de Denktank armoedebestrijding om de participatie van kinderen en jongeren uit arme gezinnen te vergroten*, Sociale Alliantie, Utrecht.
- ATD Quart Monde Wallonie-Bruxelles (1999), *L'enseignement fondamental et secondaire n'est pas gratuit! Le droit à l'éducation est-il assuré pour chaque enfant?*, Réseau enseignement, ATD Quart Monde, Bruxelles, 26 p.
- ATD Quart Monde Wallonie-Bruxelles (2003), *Communiquer avec l'école, c'est important, parce que c'est l'avenir des enfants qui est en jeu*, Groupe Enseignement, Editions Quart Monde, Bruxelles, 46 p.
- ATD Quart Monde Wallonie-Bruxelles (2005), *La réalité de la pauvreté des enfants en Belgique. La pauvreté des enfants est liée à la pauvreté de leur famille*, Intervention du mouvement ATD Quart Monde Belgique lors de la présentation du rapport de l'UNICEF, La pauvreté des enfants dans les pays riches, Bruxelles, 1^{er} mars 2005.
- ATD Vierde Wereld, Koning Boudewijnstichting, Vereniging van Belgische Steden en Gemeenten (1994), *Algemeen Verslag over de Armoede (AVA)*, Koning Boudewijnstichting, Brussel.
- Balsamo A. & Humbeeck B. (2004), *Méthodologie de l'évaluation des relais sociaux, dans le cadre du décret du Ministère de la Région Wallonne organisant l'activité des relais sociaux*, CERIS, Université de Mons-Hainaut, Mons, 156 p.
- Balsamo A. & Humbeeck B. (2006), *Promouvoir l'aide aux familles par le C.E.F.*, CERIS, Université de Mons-Hainaut, Mons, 89 p.
- Balsamo A., Humbeeck B. & Lahaye W. (s.d.), *Approche co-éducative centrée sur l'enfant et stimulation du partenariat école-famille*, CERIS, Université de Mons-Hainaut, Mons, 98 p.
- Barrit L. & Beekman T. (1983), 'Human science as a dialogue with children', *Phenomenology and pedagogy*, Vol. 1, No. 1, p. 36-44.
- Bettens C. & Buysse B. (2002), *Enquête inzake het gebruik van kinderopvang voor kinderen jongeren dan 3 jaar*, Kind & Gezin, Brussel.

- Boigelot N. (2003), *Dessine moi une école, Paroles de parents*, La Trame asbl, Bruxelles, 25 p.
- Bollens J. & Vandeputte M. (2007), *Studiekosten in het basisonderwijs. Wat het aan ouders kost om schoolgaande kinderen te hebben*, HIVA-K.U.Leuven, Leuven.
- Bollens J., Vleugels I., De Vos H. & Verhaeghe J.P. (2000), *Studiekosten in het basisonderwijs. Wat het aan ouders kost om schoolgaande kinderen te hebben*, HIVA-K.U.Leuven/Vakgroep Onderwijskunde, Leuven/Gent.
- Born M. (2005), *L'exclusion scolaire au delà des apparences et des conventions: illustration belge*, Exposé au Colloque International sur 'l'Intégration et Exclusion: Quelle Société pour le XXIème siècle', Rabat, Maroc, 1-3 décembre 2005.
- Born M. & Lionti A-M. (1996), *Familles pauvres et intervention en réseau*, L'Harmattan, Paris, 202 p.
- Bradshaw J. (2005), 'Child poverty and deprivation', in J. Bradshaw & E. Mayhew (eds.), *The well-being of children in the UK (Second edition)*, Save the Children, London, p. 35-64.
- Bradshaw J. (2006), *Child Poverty and Child Well-Being*, Paper to the Social Policy Association Conference 'The State of Welfare: Past, Present and Future', 2006, July 18-20, University of Birmingham, UK.
- Bradshaw J. & Finch N. (2002), *A Comparison of Child Benefit Packages in 22 Countries*, Department for Work and Pensions Research Report No.174, Corporate Document Services, Leeds.
- Bradshaw J., Hoelscher P. & Richardson D. (2006), *Comparing Child Well-Being in OECD Countries: Concepts and Methods*, Innocenti Working Paper No. 2006-03, UNICEF Innocenti Research Centre, Florence.
- Bradshaw J., Hoelscher P. & Richardson D. (2007), 'An index of child well-being in the European Union', *Social Indicators Research*, Vol. 80, No. 1, January 2007: 133-177.
- Buyse B. (2006), *Het kind in Vlaanderen 2006*, Kind & Gezin, Brussel.
- Cantillon B., Van Dam R., Van Hoorebeeck B., Van den Bosch K. (2003), 'Child poverty à la carte? The effects of measurement period for income on poverty estimates', in J. Bradshaw (ed.) (2003), *Children and Social Security, Volume 8*, International Studies on Social Security, Ashgate, Aldershot, p. 63-84.
- Carpentier S. (2004), *Recherche-pilote sur la sensibilisation des autorités publiques à la Communauté Rom et sur l'intégration scolaire des enfants Roms*, CODE, Bruxelles, 215 p.
- Carpentier S. (2005), *Het (potentiële) gebruik van indicatoren in de Belgische Nationale Actieplannen Sociale Insluiting*, CSB-Universiteit Antwerpen, Antwerpen.
- Carpentier S. (2007), *Problematische schulden in België. Op zoek naar het profiel van de bevolking met (problematische) schuldsituaties en indicatoren hierover op basis van SILC 2004*, UA-CSB/FOD Sociale Zekerheid, Antwerpen/Brussel.
- Casman M.Th., Nibona M. & Peemans-Poullet H. (2006), *Les femmes monoparentales en Belgique*, Collection Pensées féministes, Université des femmes, Bruxelles, 206 p.

- Casman M-T., Bonsang E. & Nibona M. (2004), *Portrait de l'enfance en Belgique, Analyse des données du questionnaire enfant du PSBH, 1992-2002*, Faculté d'Economie, de Gestion et de Sciences Sociales, Département de Sciences sociales, Service de Sociologie générale, Panel Démographie familiale, 129 p.
- Casman M-T., Bonsang E. & Nibona M. (2005), *Portrait des enfants en Belgique, Analyse des données des questionnaires adulte et ménage du PSBH, 1992-2002*, Faculté d'Economie, de Gestion et de Sciences Sociales, Département de Sciences sociales, Service de Sociologie générale, Panel Démographie familiale, 123 p.
- Charlier D. (2006), *Projet de Synthèse des besoins de rééducation et de traitement en psychiatrie infanto-juvenile*, Cliniques Universitaires Saint Luc, UCL, 8 p (dossier diffusé).
- Charlier D., Stocco V., Henaux J. & Cescutti C. (2007), *L'évaluation des capacités de mentalisation de jeunes enfants présentant des troubles graves du comportement externalisé au travers du test des 'Histoires à compléter'*, Bruxelles, Cliniques Universitaires Saint Luc, UCL, Exposé à la 5^{ème} Journée Européenne de l'AEPA, Lugano, Suisse, 14-16 juin 2007.
- Cliquet R.L. & Ryelandt P. (1974), 'Talentvalorisatie en bevolkingsstructuur. Differentiële doorstroming van lager naar secundair onderwijs in België', *Bevolking en Gezin*, 1974(2), p. 203-221.
- CODE (2007), *La gratuité scolaire en Communauté française: leurre ou réalité?*, CODE, Brussel avec le soutien du Ministère de la Communauté française, Direction générale de la Culture, Service général de la jeunesse et de l'éducation permanente, in http://www.lacode.be/pdf/gratuite_scolaire_042007.pdf
- Corveleyn J. (2000), 'Kansarmoede door een andere bril bekeken', Gebaseerd op een interview met Linda Graindourze, *Caleidoscoop*, 12, p.4-9.
- Corveleyn J. & Maes C. (2002), 'Pauvreté et risques pour la santé mentale', *Revue Quart Monde*, N° 184, 24-26.
- Cossey H., Hedeboom G. & Ringoot M. (1983), *Studiekosten in het secundair onderwijs*, HIVA-K.U.Leuven, Leuven.
- De Maeseneer J. & Willems S. (2007), *Ongezonde sociale verschillen: een verkenning, Lezing op het colloquium 'Schaadt armoede de gezondheid?'*, n.a.v. de 16de editie van het Jaarboek Armoede en Sociale Uitsluiting, 4 december 2007, UA-OASes, Antwerpen.
- De Wilde M. (2007), 'Tienerouderschap. 3 maal anders bekeken', *Zijaanzicht*, 7(3), p. 2.
- De Wilde M. (2008 - in press), *Geplande tienerzwangerschap. Handboek leerlingenbegeleiding*.
- De Wilde M. (2007), 'Tienerzwangerschap: soms ongepland, maar lang niet altijd', *Caleidoscoop*, 19(4), p. 10-14.
- De Wilde M. (2007), 'Tienerzwangerschappen in België in cijfers van 1996 tot 2005', *Tijdschrift voor sociologie*, 29(1), p. 89-103.
- De Wilde M. (2007), *Zwangerschapswens bij tieners*, cRZ, Leuven.

- Deccache A. & Heremans P. (1997), *Prévention, Médecine générale et milieux défavorisés. Etat des lieux et perspectives*, Rapport du Séminaire Européen du 23 au 25 octobre 1997, UCL-RESO, Bruxelles.
- Delens-Ravier I. (1997), 'Enfants placés et lien familial', *La revue internationale de l'éducation familiale, recherches et interventions*, Vol. 1, n° 1, Editions Matrice, Vigneux-Sur-Seine, mai 1997, p. 37-53.
- Delens-Ravier I. (1998), *Le placement d'enfants: une mesure paradoxale? Evaluation en trois dimensions, Volume 2 – Article final*, Thèse présentée en vue de l'obtention du grade de docteur en criminologie, Université Catholique de Louvain.
- Delens-Ravier I. (2001), *Le placement d'enfants et les familles, Recherche qualitative sur le point de vue de parents d'enfants placés*, Editions Jeunesse et droit, Liège-Paris, 172 p.
- Delens-Ravier I. (2006), 'Lien familial et détention en Communauté française de Belgique', in I. Delens-Ravier & G. Weissgerger (eds.), *Les enfants de pères détenus, Les politiques sociales*, n° 3 & 4, 2006, p. 57-68.
- Delens-Ravier I. & Weissgerger G. (2005), *Recherche évaluative conjointe enfants-parents détenus, rapport de recherche, polycopié*, septembre 2005.
- Delens-Ravier I. & Weissgerger G. (2006), *Enfants – parents détenus, Cahiers du Fonds Houtman*, Projet de synthèse avril 2006 à partir de la recherche réalisée par le Département de criminologie et de droit pénal (U.C.L.) et l'Association pour la Fondation Travail-Université, asbl, 48 p.
- Denys J. (1987), *Studiekosten in het secundair onderwijs*, HIVA-K.U.Leuven, Leuven.
- Dewaele A., *Studiekosten in het hoger onderwijs*, HIVA-K.U.Leuven, Leuven.
- Dewilde C. (2004), *Vormen en trajecten van armoede in het Belgische en Britse welvaartsregime. Multidimensionele armoededynamieken bestudeerd vanuit de sociologie van de levensloop (doctoraal proefschrift)*, Faculteit Politieke en Sociale Wetenschappen, Departement Sociologie-UA, Antwerpen.
- Dewilde C. & Levecque K. (2002), 'De mobiliteit in en uit armoede: Wie is arm en voor hoe lang?', in J. Vranken, K. De Boyser, D. Geldof & G. Van Menxel (eds.), *Armoede en Sociale Uitsluiting. Jaarboek 2002*, Acco, Leuven/Leusden, p. 85-104.
- DIIS, Direction Interdépartementale de l'Intégration Sociale (2001), *Premier Rapport sur la Cohésion Sociale en Région Wallonne*, Ministère de la Région Wallonne, Secrétariat Général, Jambes, 381 p.
- Doumont C. Geerts & Libion F. (2007), *Les familles dans la société contemporaine: De nouvelles fragilités ...?*, Unité d'Education pour la Santé, Ecole de santé Publique, Centre Recherche en systèmes de santé, *Série des dossiers techniques*, Réf. 07-43, 23 p.
- Douterlungne M., Van de Velde V., Rubbrecht I., Van Valckenborgh K., Lauwereys L., Nicaise I. & Vandamme J. (2001), *Ongekwatificeerd: zonder paspoort? Een onderzoek naar de omvang, karakteristieken en aanpak van de ongekwalificeerde uitstroom*, HIVA-K.U.Leuven, Leuven.
- Driessens K. & Van Regenmortel T. (2006), *Bind-kracht in armoede. Boek 1. Leefwereld en hulpverlening*, Uitgeverij LannooCampus, Leuven.

- Duliere-d'Ursel I. & Ravier-Delens I. (1993), 'La déclaration judiciaire d'abandon d'enfants mineurs: une évaluation de La loi du 20 mai 1987', *Revue Trimestrielle de droit familial*, 3-4/1993, p. 277-353.
- Dupriez V. & Vandenberghe V. (2004), 'L'école en Communauté française de Belgique: de quelle inégalité parlons-nous?', *Les Cahiers de recherche en éducation et formation*, 27, p. 3-26.
- Elchardus M., Glorieux I., Berks A. & Pelleriaux A. (1995), *Werkloosheid... wordt vervolgd. De reïntegratie van langdurig werklozen: een longitudinale analyse*, Federale Diensten voor Wetenschappelijke, Technische en Culturele Aangelegenheden, Brussel.
- Etude internationale HBSC (2006), *Comportements de santé des jeunes d'âge scolaire*, SIPES-ESP.
- Étude sur la pauvreté des enfants, http://ec.europa.eu/employment_social/spsi/publications_fr.htm#childpoverty.
- EU - The Social Protection Committee (2008), *Child Poverty and Well Being in the EU. Current status and way forward*, European Commission - Directorate-General for Employment, Social Affairs and Equal Opportunities.
- EURONET (2002), *Inclure les enfants? Elaboration d'une approche cohérente de la pauvreté et de l'exclusion sociale des enfants à travers l'Europe*, Média Animation, Bruxelles.
- FEANTSA (2007), *Les enfants sans domicile en Europe. Panorama des tendances émergentes*, <http://www.feantsa.org/files/>.
- Fonds Houtman & ONE (2006), *Recherche UNISOL: La santé des primo arrivants*, Rapport commun, Bruxelles, 225 p.
- Fontaine P. (2000), 'Famille et placement. Acteurs et perspectives', *Journal du Droit des Jeunes*, 197, p. 27-31.
- Fontaine P. (2002), 'A la rencontre du temps des familles défavorisées', in P. Caille & P. Fontaine (2002), *Familles, cultures et Psychothérapie*, De Boeck, Bruxelles et *Cahiers critiques de thérapie familiale et pratiques du réseau*, Vol. 28, p. 175-202.
- Fontaine P. & Jahrling M. (2007), 'Family. The family plan and the time', in Fourth World-University Research Group, *The merging of knowledge. People in poverty and academics think together*, University Press of America, New York, p. 141-242.
- Fripont I., De Vos H., Bollens J. & Verhaeghe J.P. (2001), *Studiekosten in het secundair onderwijs*, HIVA-K.U.Leuven, Leuven (i.s.m. RUG-Vakgroep Onderwijskunde).
- Geenen G. (2007), *Intergenerationele overdracht van gehechtheid bij Belgische moeders en kinderen die in extreme armoede leven. Een meervoudige gevalsstudie*, Proefschrift aangeboden tot het verkrijgen van de graad van Doctor in de Psychologie, Centrum voor Psycho-analyse en Psychodynamische Psychologie-K.U.Leuven, Leuven.
- Ghysels J. & Debacker M. (2007), *Zorgen voor kinderen in Vlaanderen: een dagelijkse evenwichtsoefening?*, Acco, Leuven/Voorburg.

- Gillis O. & Mertens R. (2008), 'Inégalités de santé, Pourquoi pauvreté ne rime pas avec santé', *MC-Information*, 231, Mars 2008, p. 4-16.
- Govaert K. & Buysse B. (2004), *Enquête naar het gebruik van buitenschoolse opvang voor kinderen tussen drie en twaalf jaar*, Kind & Gezin, Brussel.
- Groenez S. (2004), 'Gekregen of verdiend? Ongelijkheid op school: omvang, oorzaken en gevolgen', in D. Mortelmans, M.-Th Casman & R. Doutrelepon (eds.), *Elf jaar uit het leven in België. Socio-economische analyses op het Gezinsdemografisch Panel PSBH*, Academia Press, Reeks Wetenschap en Maatschappij/Federaal Wetenschapsbeleid, p. 437-462.
- Groenez S., Van den Brande I. & Nicaise I. (2003), *Cijferboek sociale ongelijkheid in het Vlaamse onderwijs. Een verkennend onderzoek op de Panelstudie van Belgische Huishoudens (LOA-rapport nr. 10)*, Steunpunt LOA ('Loopbanen doorheen onderwijs naar de arbeidsmarkt'), Leuven.
- Haelterman E., De Spiegelaere M. & Masuy-Stroobant G. (2007), *Perinatale gezondheidsindicatoren in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest 1998-2004*, Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, Observatorium voor Gezondheid en Welzijn van Brussel-Hoofdstad, Brussel.
- Hayez J-Y. (2008), *L'enfermement des enfants sans papiers*, (28 janvier 2008), <http://www.observatoirecitoyen.be/rubrique.php3>.
- Heilphorn (2006), avec la participation de Mmes Charlier, Dankaerts, Millet et autres, *Rapport 2006*, Sous-Groupe de Travail Ministériel sur la Santé Mentale des Enfants et des Adolescents.
- Hirtt N. (1997) *L'école démocratique*, APED, Bruxelles, <http://www.ecoledemocratique.org/spip.php>.
- Hirtt N. (2003), *De onderwijsmarkt, onderwijsvormen, onderfinanciering: de Belgische schoolmislukking, De democratische school*, juni 2003, <http://www.democratischeschool.org>.
- Hirtt N. (2006), *PISA 2003 en de slechte resultaten van migrantenleerlingen in België. Culturele handicap, slechte integratie of sociale segregatie?*, Oproep voor een democratische school (OVDS), juni 2006, <http://www.democratischeschool.org>.
- Hirtt N. & Kerckhofs J-P. (1998), *J'enseigne, Tu échoues, ils sélectionnent. Réussite scolaire et sélection sociale: faits, mécanismes et enjeux*, Actes de la IVe journée d'étude, 14 mars 1998, APED, Bruxelles, <http://users.skynet.be/aped/Publications/Actes/actes4/actes4.html>.
- Hirtt N., Nicaise I. & De Zutter D. (2007), *De school van de ongelijkheid*, Epo, Berchem.
- Hoelscher P. (2004), *Tackling child poverty and social exclusion - European challenges*, Paper presented at ESPAnet conference 2004 'European Social Policy: meeting the needs of a new Europe', 2004, September 9-11, Oxford, UK.
- Hoelscher P. (2006), 'Kinderarmoede en kindervelzijn in de Europese Unie', in J. Vranken, K. De Boyser & D. Dierckx (red.) (2006), *Armoede en sociale uitsluiting. Jaarboek 2006*, Acco, Leuven/Voorburg, p. 319-332.

- Humbeeck B. (s.d. a), 'Interprétation des comportements éducatifs en milieu très défavorisé et adaptation du cadre conceptuel. Pratiques professionnelles: entre réponses adaptées et désarroi', *EMPAN* n°60, p. 123-127.
- Humbeeck B. (s.d. b), *Stimulation des relations école-famille en classe maternelle*, CERIS, Mons.
- Humbeeck B. (s.d. c), *Agir pour connaître – Connaître pour agir, L'articulation de la recherche et de l'Action en Sciences Humaines*, CERIS-Université de Mons-Hainaut, Mons, 9 p.
- Humbeeck B. & Balsamo A. (s.d.), *Education familiale et maintien de l'enfant dans son milieu de vie (compte rendu de l'expérience pilote 1997)*, CERIS-Université de Mons-Hainaut, Mons, 11 p.
- Immervol H. & Barber D. (2005), *Can parents afford to work? Childcare costs, tax-benefit policies and work incentive*, OECD Social Employment and Migration Working Papers No. 31, OECD, Paris.
- Jacobs D., Rea A. & Hanquinet L. (2007), *Prestaties van de leerlingen van buitenlandse herkomst in België volgens de PISA-studie: vergelijking tussen de Franse Gemeenschap en de Vlaamse Gemeenschap*, Koning Boudewijnstichting, Brussel.
- Lejeune A. (2007), *Le coût scolaire, l'école et les familles: pratiques de communication réduction des frais*, Ligue des Familles, Bruxelles.
- Lejeune A. & Lacroix J. (2005), *Le coût scolaire à charge des familles, Enquête 2004-2005*, Ligue des Familles, Bruxelles, 32 p.
- Lienard G. & Mangez E. (2006), 'Les inégalités socioculturelles dans les trajectoires scolaires', *Cahiers Marxistes*, n 234, novembre-décembre, p. 9-34.
- Lionti A.M. & Born M. (1995), *Accompagnement psycho-social des mères dans un quartier défavorisé, Rapport de la Convention de Recherche 1993-1995*, Fonds Houtman, sur la Prévention Psycho-médico-sociale en rapport avec la petite enfance, 148 p.
- Lodewijckx E. (2004a), *Types van huishoudens: veranderingen tussen 1991 en 2003, Bijdragen onderzoek, Huishoudens*, CBGS, Brussel.
- Lodewijckx E. (2004b), *Kinderen, ouders en stiefouders op 1/1/2003, Bijdragen Onderzoek, CBGS*, Brussel.
- Lodewijckx E. (2005a), *Kinderen en scheiding van de ouders: een demografische schets, CBGS-Sitemap, Uit het onderzoek*.
- Lodewijckx E. (2005b), *Kinderen en scheiding van de ouders: de woonsituatie enkele jaren later, CBGS-Sitemap, Uit het onderzoek*.
- Maes L., Vereecken C., Vanobbergen J. & Honkala S. (2006), 'Tooth brushing and social characteristics of families in 32 countries', *International Dental Journal*, 56, p. 159-67.
- Mangez E., Joseph M. & Delvaux B. (2002), *Les familles défavorisées à l'épreuve de l'école maternelle. Collaboration, lutte, repli, distanciation*, CERISIS-UCL.
- Martin E. & Levie K. (2006), *Evaluation du Programme d'éducation à la santé dans six écoles de Schaerbeek 2001-2005*, PSE Woluwé, UCL, 91 p.

- Moreau P. & Donckers I. (2007), *Si tout se joue avant six ans ... alors ...*, Chantier asbl, Charleroi, 5 p.
- Morissens A., Nicaise I. & Ory G. (2007), *Belgium. Tackling child poverty and promoting the social inclusion of children. A Study of National Policies*, HIVA-KU-Leuven, Leuven.
- Morris P., Huston A., Duncan G., Crosby D. & Bos J.M. (2001), *How Welfare and Work Policies Affect Children: A Synthesis of Research*, Manpower Demonstration Research Corporation, New York.
- Nicaise I. (1997b), 'Kansarmoede in de basisschool: een literatuuroverzicht van oorzaken en remedies', *Gids voor het basisonderwijs*, Kluwer, Kind/4201, 28 p.
- Nicaise I. (2001), 'Onderwijs en armoedebestrijding: op zoek naar een nieuwe adem', in J. Vranken, D. Geldof, G. Van Menxel & J. Van Ouytsel (red.), *Armoede en sociale uitsluiting. Jaarboek 2001*, Acco, Leuven, p. 223-242.
- Nicaise I. (1997a), 'Armoede op school: oorzaken en remedies', in M. Van Den Houte et al. (red.), *Schoolleiding en -begeleiding (losbladig)*, Kluwer, Antwerpen, Aflevering 19, oktober 1997, 37 p.
- Nicaise I. & De Wilde C. (1995), *Het zwaard van Damocles. Arme gezinnen over de bijzondere jeugdzorg*, Garant, Leuven/Apeldoorn.
- Nicaise I. & Groenez S. (2002), 'Het gewaarborgd minimuminkomen: vangnet, valkuil of springplank?', in J. Vranken, K. De Boyser, D. Geldof & G. Van Menxel (eds.), *Armoede en Sociale Uitsluiting. Jaarboek 2002*, Acco, Leuven/Leusden, p. 147-160.
- Nicaise I., Van Poecke J. & Baeten G. (1989), *De prijs van het hoger kunstonderwijs*, HIVA-K.U.Leuven, Leuven.
- Nys K. & Vandemeulebroecke L. (2005), 'Opvoedingsondersteunend groepswerk met kansarme gezinnen. Evaluatie van een veelzijdige aanpak', in J.R.M. Gerris (ed.), *Interventie en preventie samen met effectonderzoek: Professionele winst*, Van Gorcum, Assen, p. 53-67.
- Nys K. & Wouters A. (2001), 'De betekenis van empowerment voor het opvoedingsondersteunend werken met kansarme gezinnen', *Pedagogisch Tijdschrift*, 26(1), p. 19-43.
- Nys K. & Wouters A. (2002), 'Opvoedingsondersteunend groepswerk met kansarme gezinnen. Sociale uitsluiting en opvoedingsvragen', *Nederlands Tijdschrift voor Jeugdzorg*, 6(2), p. 110-114.
- Nys K., Vandemeulebroecke L. & Wouters A. (2002), 'Een concept voor opvoedingsondersteunend groepswerk met kansarme gezinnen', in L. Vandemeulebroecke, H. Van Crombrugge, J. Janssens & H. Colpin (eds.), *Gezinspedagogiek. Deel II. Opvoedingsondersteuning*, Garant, Leuven, p. 95-124.
- Observatorium voor Gezondheid en Welzijn van Brussel-Hoofdstad (2004), *9de Armoederapport Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Eerste deel*, Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, Brussel.
- Observatorium voor Gezondheid en Welzijn van Brussel-Hoofdstad (2006), *Welzijnsbarometer 2006*, Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, Brussel.

- Observatorium voor Gezondheid en Welzijn van Brussel-Hoofdstad (2007), *Welzijnsbarometer 2007*, Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, Brussel.
- OECD (2001), *Knowledge and skills for life - First Results from PISA 2000*, OECD Publishing, Paris..
- OECD (2004), *Learning for Tomorrow's World - First Results from PISA 2003*, OECD Publishing, Paris.
- OECD (2006), *Where immigrant students succeed - A comparative review of performance and engagement in PISA 2003*, OECD Publishing, Paris.
- OECD (2007), *PISA 2006: Science Competencies for Tomorrow's World, Volume 1: Analysis*, OECD Publishing, Paris.
- OEJAJ (2006a), *Rapport Annuel 2006*, Hayez s.a., Bruxelles, 71 p.
- OEJAJ (2006b), *Memento de l'Enfance et de la Jeunesse en Communauté Française 2006*, Ministère de la Communauté française, 28 p.
- ONE, *Rapport 2005-2006, Banque de Données Médico-Sociales, Dossier spécial: La prématurité*, ONE, Bruxelles, 151 p.
- Piette D. (1990), 'L'éducation sexuelle et affective, le sida et les jeunes', *Santé Pluriel*, n°3, Université Libre de Bruxelles, Ecole de Santé Publique, 63 p.
- Piette D., Parent F., Coppieters Y., Favresse D., Bazelmans Ch., Kohn L. & De Smet P. (2003), *La santé et le bien-être des jeunes d'âge scolaire, Quoi de neuf depuis 1994?*, Université Libre de Bruxelles, Ecole de Santé Publique, PROMES, Bruxelles, 111 p.
- Pirard F., Ruelens L. & Nicaise I. (2004), *Naar een brede school in Vlaanderen?*, HIVA-K.U.Leuven, Leuven.
- Pourtois J-P. & Desmet H. (2004), *L'éducation implicite, Education et formation*, PUF, Paris, 29 p.
- Pourtois J-P., Desmet H. & Lahaye W. (2008), *La protension en éducation familiale, Recherches et Interventions menées par le Centre de Recherche et d'Innovation en Sociopédagogie familiale et scolaire*, CERIS-Université de Mons-Hainaut (1969-2003), Mons, 63 p.
- Provenzano L. (2007), *Analyse des perceptions et des attentes des sphères parentales dans une situation de placement*, Mémoire de licence, UMH, 2007.
- Rapport commun sur la protection sociale et l'inclusion sociale (proposition de la Commission):* http://ec.europa.eu/employment_social/social_inclusion/news_fr.htm.
- Rapport conjoint de la Commission et du Conseil*, publié le 29 février 2008: http://ec.europa.eu/employment_social/social_inclusion/jrep_fr.htm.
- Ravier I. (1995), *Le lien familial à l'épreuve du placement*, *Rapport de recherche*, polycopié, Faculté de droit, F.U.N.D.P., Namur, 106 p.
- Renard F. & Deccache A. (2006), 'La qualité de vie des adolescents récemment immigrés en Belgique: une étude prospective menée en milieu scolaire', *Neuropsychiatrie de l'enfance et de l'adolescence*, 54, 2, p. 101-106.
- Rijksdienst voor Kinderbijslag voor Werknemers (RKW) (2007a), *Het stelsel van de gewaarborgde gezinsbijslag. Focus 2007-2*, Rijksdienst voor Kinderbijslag voor Werknemers, Brussel.

- Rijksdienst voor Kinderbijslag voor Werknemers (RKW) (2007b), *Demografisch Verslag (Editie 2007) - Statistische reeksen 1996-2006*, Rijksdienst voor Kinderbijslag voor Werknemers, Brussel.
- Rijksdienst voor Kinderbijslag voor Werknemers (RKW) (2007b), *Evolutie van de werklozen in de kinderbijslagregeling voor werknemers. Focus 2007-3*, Rijksdienst voor Kinderbijslag voor Werknemers, Brussel.
- Ruelens L. & Nicaise I. (2004), *Gelijke onderwijskansen*, Expertnota i.f.v. het Vooruitgangs- en toekomstcongres inzake de bestrijding van armoede en sociale uitsluiting in Vlaanderen (6 mei 2004), HIVA-K.U.Leuven, Leuven.
- Ruelens L., Nicaise I. & Desmedt E. (2005), *Gelijke onderwijskansen: we doen er wat aan, maar hoe? Handleiding voor vernieuwende projecten*, HIVA-K.U.Leuven, Leuven.
- Serrien L., Stas K. & Van Menxel G. (2008), *Signalen uit het algemeen welzijnswerk. Jongvolwassenen lopen een groot risico op sociale uitsluiting*, Steunpunt Algemeen Welzijnswerk (SAW), Berchem.
- Seynaeve T., Hermans K. & Declercq A. (2004), *Aan de rand van de actieve welvaartsstaat: een socio-biografisch onderzoek naar jongeren en OCMW-hulpverlening*, Academia Press, Gent.
- SLPPES (2005a), *Lance-débat: 10 ans après le Rapport Général sur la Pauvreté*, Centre pour l'Egalité des Chances et de Lutte contre le Racisme/SLPPES, Bruxelles.
- SLPPES (2005b), *Abolir la pauvreté: une contribution au débat et à l'action politiques*, Centre pour l'Egalité des Chances et de Lutte contre le Racisme/SLPPES, Bruxelles.
- Steenssens K. (2006), *Opstellen van omgevingsanalyses door de regionale preventieteam van de bijzondere jeugdbijstand*, Rapport & CD-rom, HIVA-K.U.Leuven, Leuven.
- Steenssens K., Degavre F., Sannen L., Demeyer B. & Van Regenmortel T. (m.m.v. De Blander R. & Nicaise I.) (2007), *Leven (z)onder leefloon. Deel 1. Onderbescherming onderzocht*, HIVA-K.U.Leuven, Leuven.
- Steenssens K., Sannen L., Ory G. & Nicaise I. (2008), *W²: Werk- en Welzijnstrajecten op maat. Een totaalconcept*, HIVA-K.U.Leuven, Leuven.
- Steenssens K., Vandenabeele J., Pultau W. & Vranken J. (1996), *De netwerken van de armen*, Federale Diensten voor Wetenschappelijke, Technische en Culturele Aangelegenheden, Brussel.
- Storms B., Légaré S. & Bonroy C. (2007), *Leefomstandigheden van de gezinnen uit Balen*, Katholieke Hogeschool Kempen (KHK), Geel.
- Sum Research (s.d.), *Etude portant sur les alternatives à la détention des familles avec enfants dans les centres fermés en vue de leur éloignement*, SPF Intérieur, Office des étrangers, Bruxelles, 122 p.
- Thys R., De Raedemaeker W. & Vranken J. (2004), *Bruggen over Woelig Water. Is het mogelijk om uit de generatie-armoede te geraken?*, Acco, Leuven/Voorburg.
- Tratsaert K. (1994), *Over herkomst en achterstand. Migrantenbeleid: een proeve tot operationalisering*, HIVA-K.U.Leuven, Leuven.

- UNICEF (2002), *A league table of educational disadvantage in rich nations*, Innocenti Report Card No. 4, UNICEF Innocenti Research Centre, Florence.
- UNICEF (2005), *Child Poverty in Rich Countries*, Report Card No. 6, UNICEF-Innocenti Research Centre, Florence.
- UNICEF (2005), *La pauvreté des enfants dans les pays riches*, Bilan Innocenti No. 6, Centre de recherche Innocenti de l'UNICEF, Florence, 40 p.
- UNICEF (2007), *Child poverty in perspective: an overview of child poverty in rich countries*, Report Card No. 7, UNICEF-Innocenti Research Centre, Florence.
- UNICEF (2007), *La pauvreté des enfants en perspective: Vue d'ensemble du bien-être des enfants dans les pays riches*, Bilan Innocenti No. 7, Centre de recherche Innocenti de l'UNICEF, Florence, 48 p.
- Union Européenne (2008), *Rapport conjoint de 2008 sur la protection sociale et l'inclusion sociale. Inclusion sociale et pauvreté des enfants*.
- Valgaeren E. (2008a), *Steunpunt Gelijkekansenbeleid zoemt in op alleenstaande ouders*, Zoem 3, Steunpunt Gelijkekansenbeleid, Consortium Universiteit Antwerpen en Universiteit Hasselt, Diepenbeek.
- Valgaeren E. (2008b), *De loopbanen en loopbaankansen van alleenstaande ouders, Deel 1 Literatuurstudie*, Steunpunt Gelijkekansenbeleid, Consortium Universiteit Antwerpen en Universiteit Hasselt, Diepenbeek.
- Van Hooreweghe B., Van Regenmortel T. & Nicaise I. (1989), *Basisonderwijs: gratis onderwijs?*, HIVA-K.U.Leuven, Leuven.
- Van Keer S., Bettens C. & Buysse B. (2004), *Enquête naar het gebruik van opvang voor kinderen jonger dan drie jaar*, Kind & Gezin, Brussel.
- Van Menxel G. & Blow H. (2007), *Homeless kids in Flanders*, Steunpunt Algemeen Welzijnswerk (SAW), Berchem.
- Van Peer C. (red.) (2007), *Impact van (echt)scheiding op kinderen en ex-partners. Een literatuurstudie*, SVR-rapport 2007/1, Studiedienst van de Vlaamse Regering, Brussel.
- Van Regenmortel T. (2002a), *Empowerment en Maatzorg. Een krachtgerichte psychologische kijk op armoede*, Acco, Leuven/Leusden.
- Van Regenmortel T. (2002b), 'Empowerment en Maatzorg. Een krachtgerichte psychologische kijk op armoede', in J. Vranken, K. De Boyser, D. Geldof, G. Van Menxel (eds.), *Armoede en Sociale Uitsluiting. Jaarboek 2002*, Acco, Leuven/Leusden, p. 71-84.
- Van Regenmortel T. (2007), *Focus op: Maatschappelijk kwetsbare jongeren. Profiel, aanbod en beleidsacties op het vlak van welzijn en werk op basis van een structureel overleg*, HIVA-K.U.Leuven, Leuven.
- Van Robaey B., Vranken J., Perrin N. & Martiniello M. (2007), *De kleur van armoede. Armoede bij personen van buitenlandse herkomst*, Acco, Leuven/Voorburg.
- Vandenbroeck M. & Van Nuffel K. (2006), *Cartografie van de Brusselse Nederlandstalige kinderopvang. Onderzoek naar de in- en uitstroom van de kinderdagopvang*, Vakgroep Sociale Agogiek Ugent/VGC, Gent/Brussel.

- Vandermeersch E. (2007), *Valkuilen, hefboomen en acties voor het zinvol en duurzaam activeren van mensen in armoede naar kwalitatieve tewerkstelling. Eindrapport van het project 'Het activeren van mensen in armoede naar werk: van good and bad practices tot mogelijke remedies'*, Vlaams Netwerk van verenigingen waar armen het wootd nemen, Brussel.
- Vanhee L. (2007), *Weerbaar en Broos. Mensen in armoede over ouderschap. Eenverken-nende kwalitatieve studie in psychologisch perspectief*, Proefschrift aangeboden tot het verkrijgen van de graad van Doctor in de Psychologie, Centrum voor Psychoanalyse en Psychodynamische Psychologie-K.U.Leuven, Leuven.
- Vanhee L., Demeyer B. & Corveleyn J. (2003), *Je kind in een ander gezin: private gezinsplaatsing en kansarme gezinnen*, Garant, Antwerpen/Apeldoorn.
- Vanhee L., Demeyer B. & Corveleyn J. (2004), *De bijzondere kracht van het gewone? Over steungezinnen en andere vormen van georganiseerde nabijheid*, Faculteit Psychologie en Pedagogische Wetenschappen-K.U.Leuven, Leuven, intern onderzoeksrapport.
- Vanhee L., Laporte K. & Corveleyn J. (2001a), *Kansarmoede en opvoeding: wat de ouders erover denken. Mogelijkheden en moeilijkheden in het opvoedingsproces bij kansarme gezinnen*, Garant Uitgevers, Leuven.
- Vanhee L., Laporte K. & Corveleyn J. (2001b), *Précarité et éducation des enfants: la parole aux parents. De la pratique éducative dans les familles défavorisées*, Garant Uitgevers, Leuven.
- Vanpée K., Sannen L. & Hedebouw G. (2000), *Kinderopvang in Vlaanderen, Gebruik, keuze van de opvangvorm en evaluatie door de ouders*, HIVA-K.U.Leuven, Leuven.
- Vansevenant K., Driessens K. & Van Regenmortel T. (2008), *Bind-Kracht in armoede. Boek 2. Krachtgerichte hulpverlening in dialoog*, Uitgeverij LannooCampus, Leuven.
- VBJK (2007), *Sociaal beleid kinderopvang. Inhoudelijk verslag van verloop van het project (2007)*, in opdracht van de Vlaamse Gemeenschapscommissie en met de steun van het Federaal Impulsfonds voor het Migrantenbeleid, VBJK, Gent.
- VBJK (z.d.), *Bruggen Bouwen. Kinderopvang en inburgering. Samenwerken aan toegankelijkheid*, VBJK, Gent.
- Verbist G. (2002), 'Kinderen op de grens van sociaal en fiscaal beleid. Een evaluatie van de kinderbijslag en het belastingkrediet voor kinderen', in J. Vranken, K. De Boyser, D. Geldof & G. Van Menxel (eds.), *Armoede en Sociale Uitsluiting. Jaarboek 2002*, Acco, Leuven/Leusden, p. 218-232.
- Vereecken C.A., Inchley J., Subramanian S.V., Hublet A. & Maes L. (2005), 'The relative influence of individual and contextual socio-economic status on consumption of fruit and soft drinks among adolescents in Europe', *European Journal of Public Health*, 2005, 15(3), p. 224-232.
- Vereecken C.A., Maes L. & De Bacquer D. (2004), 'The Influence of parental occupation and the pupils' educational level on lifestyle behaviours among adolescents in Belgium', *Journal of Adolescent Health*, 2004, 34, p. 330-338.

- Verhaeghe J.P., Ackaert L., Nicaise I., Bollens J. & Groenez S. (2000), *Studietoelagen en participatie in het hoger onderwijs*, Vakgroep Onderwijskunde/HIVA-K.U.Leuven, Gent/Leuven.
- Verhoeven J.C. & Kochuyt T. (1995), *Kansenongelijkheid in het onderwijs. Een biografisch onderzoek naar het schoolgaan in arbeiders- en kansarme gezinnen*, Federale Diensten voor Wetenschappelijke, Technische en Culturele Aangelegenheden, Brussel.
- Vettenburg N. (1988), *Schoolervaringen, delinquentie en maatschappelijke kwetsbaarheid. Een theoretisch en empirisch onderzoek in het beroepsonderwijs*, Onderzoeksgroep Jeugdcriminologie-K.U.Leuven, Leuven.
- Vettenburg N. (2002), 'Maatschappelijke kwetsbaarheid, schoolervaringen en jeugddelinquentie', in P. Goris & L. Walgrave (eds.), *Van kattenkwaad en erger. Actuele thema's uit de jeugdcriminologie*, Garant, Leuven, p. 59-64.
- Vettenburg N. & Gavray C. (2003), *L'Ecole de l'Espoir, L'intégration des jeunes socialement vulnérables*, CERA Foundation & Fondation Reine Paola, Bruxelles, 56 p.
- Visée D. (2000), *Les échecs et orientations négatives touchent davantage les milieux populaires défavorisés*, Article extrait du Dossier Décrochage scolaire, Observatoire n°28/2000, Unité enseignement, ATD Quart Monde Wallonie-Bruxelles, <http://www.revueobservatoire.be/parutions/28/echechs.pdf>.
- Visee D. (2006), *Famille, éducation et grand pauvreté*, Collection Connaissance et engagement, Editeur Régis De Muylder, Bruxelles.
- Vranken J. & Steenssens K. (1996), *Naar het middelpunt der armoede?*, *Studies over de samenleving* - 2, Acco, Leuven/Amersfoort.
- Vranken J., Campaert G., De Boyser K. & Dierckx D. (2007), *Armoede en sociale uitsluiting. Jaarboek 2007*, Acco, Leuven.
- Vranken J., De Boyser K. & Dierckx D. (2006), *Armoede en sociale uitsluiting. Jaarboek 2006*, Acco, Leuven/Voorburg.
- Whiteford P. (2007), *Child poverty, trends, causes and policy responses – an OECD perspective*, Lecture held at '6th European Round Table on Poverty and Exclusion Minimum Social Standards: a Strategy for Protection and Empowerment', 2007, October 16-17, Ponta Delgada, Azores, Portugal.
- Whiteford P. & Adema W. (2007), *What works best in reducing child poverty: a benefit or work strategy?*, OECD Social, Employment, and Migration Working Papers No. 51.